

IDÉE COLLABORATIVE

2018

VILLE | ENVIRONNEMENT | TRAVAIL | SOLIDARITÉ

ANALYSES
TÉMOIGNAGES
REPORTAGES
INNOVATIONS

Une année d'initiatives collaboratives
décryptée par 10 médias

SOCIALTER éditions

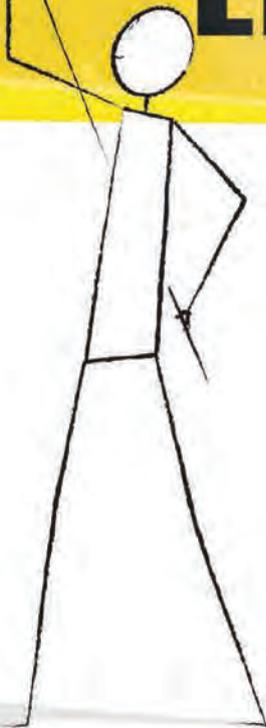
Ce supplément ne peut être vendu séparément.

Une initiative



assureur militant

ON NE RELÈVE PAS UNE SOCIÉTÉ EN BAISSANT LES BRAS.



Aujourd'hui, on cohabite et on covoiture, on coinvente et on cofinance.
On partage des idées, des connaissances, des expériences et des biens.
La MAIF s'engage pour cette société collaborative où les gens se font
confiance pour mieux vivre ensemble.

Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*

EDITO

Il y a trois ans sortait le premier numéro d’Idée Collaborative. Nous sentions alors que nous entrions en pleine révolution dans nos manières de consommer, de produire, et d’échanger entre particuliers.

Et nous avons raison. Crowdfunding, covoiturage et autopartage, troc et vente d’occasion, hébergement entre particuliers, fabrication et recherche participative : les pratiques collaboratives se sont depuis invitées à tous les étages. Des nouveautés sont devenues des habitudes, des start-up sont devenues des licornes, des marchés ont été démultipliés. Mais beaucoup ont aussi mis la clé sous la porte, forcés de constater que leur idée géniale ou pionnière ne parvenait pas à trouver un public assez large. À l’enthousiasme des débuts, à l’image d’un mouvement global prêt à changer nos sociétés en profondeur, ont succédé des doutes.

En se généralisant, l’économie collaborative a propulsé sur le devant de la scène la figure du travailleur numérique débordant et bousculant notre droit du travail. Comment assurer une sécurité sociale à ceux qui sont sortis du salariat ? Comment qualifier la relation contractuelle qu’ils entretiennent avec les plateformes ? Comment taxer

les revenus issus des échanges entre particuliers ? Faut-il protéger l’ancien monde de cette concurrence ? Ces dernières années, c’est d’abord à ces questions que la galaxie collaborative nous a intimé de répondre. En se marchandisant, elle a un peu perdu de son image alternative et militante. Bien sûr, il existe des plateformes de covoiturage libre ou de logements gratuits entre particuliers. Certaines se développent même rapidement. Mais le modèle d’acquisition prédatrice d’utilisateurs, de levées de fonds et de reventes rapides a fait son entrée dans le secteur. L’économie collaborative, c’est parfois l’économie tout court.

L’heure n’est donc plus à la découverte mais au bilan, et ce quatrième numéro d’Idée Collaborative, réalisé avec la MAIF, vous y invite. Si le terme de collaboratif a un sens, c’est celui de rapprocher les citoyens grâce au numérique pour qu’ensemble ils optimisent leur consommation de ressources et créent plus de savoirs, plus de solidarité. C’est cette économie collaborative-là, qui participe à la construction d’un monde plus juste et plus ouvert, dans laquelle nous vous proposons à nouveau de plonger. Découvrez sans plus attendre un an de reportages, d’analyses et d’articles portés par 10 médias partenaires.

L’équipe Idée Collaborative

La MAIF se félicite d’une collaboration inédite de 10 médias partenaires.

SOCIALTER

Society

**Alternatives
Economiques**

Usbek & Rica

**UP
LE MAG**

**philosophie
MAGAZINE**

M
CRÉATION DE 2004

L’OBS



**Courrier
international**

**conso
COLLABORATIVE**

IDÉE COLLABORATIVE

Décembre 2018

Un supplément réalisé en partenariat avec la MAIF
Idée Collaborative® est une marque déposée

Remerciements

Toutes les équipes rédactionnelles de Alternatives
Economiques, ConsoCollaborative, Courrier international,
M le magazine du Monde, L’Obs, Philosophie Magazine,
Society, Up le mag, Usbek & Rica.

CONCEPTION ÉDITORIALE

Socialter SAS

108, rue du Théâtre 75015 Paris

Directeur de la rédaction

Olivier Cohen de Timary

Partenaires MAIF

Philippe Tauvel, Valérie Gilbert, Armélie Ott

Rédacteur en chef pour ce supplément

Côme Bastin

Correction/Editing Éloïse Cohen de Timary

Illustrations Sylvie Serprix

Création graphique

Rémi Andrieux / Elefont.fr

Photographe Sophie Palmier

Contributeurs pour ce supplément

Côme Bastin, Fleur Weinberg, Auguste Bergot,
Victor Picard, Jordan Anéfalos, Cynille Choupas.

Impression

Léonce Deprez Z.I. de Ruitz 62620 Ruitz

DISTRIBUTION MLP

Ce supplément rédactionnel de 116 pages,
IDÉE COLLABORATIVE 2018,
est distribué avec Socialter n° 32
sur l’ensemble de l’édition nationale et
pour tous les abonnés.

Ce supplément ne peut être vendu séparément.
Socialter

Numéro ISSN : 2270-6410

Numéro de commission paritaire : 1123 D 92060



Magazine imprimé sur du papier issu de forêt à renouvellement durable. Taux de fibres recyclées : 0 %. Papier intérieur P(tot) : 0.011 kg/tonne. Couverture P(tot) : 0.01 kg/tonne.

STARTER

- 3 Édito
- 6 Idée large
- 8 Starter
- 14 **Interview croisée : Dominique Mahé et Pascal Demurger**
À l'occasion de l'entrée en vigueur du statut d'entreprise à mission, nous sommes allés demander aux dirigeants de MAIF comment la mutuelle concevait son rôle au XXI^e siècle.
- 16 **Monique Dagnaud : L'esprit du web n'est pas mort**
La sociologue appelle à ne pas oublier les valeurs de partage dont le web et les pratiques collaboratives sont héritiers.

1. VILLE

© Sophie Palmier

22 Grand témoin. Jean Haëntjens

L'urbaniste et auteur nous met en garde contre la tentation de déléguer la gestion des villes à des algorithmes.

Habiter la ville

- 26 **L'économie des espaces vacants**
Ils représentent des opportunités économiques, sociales et culturelles passionnantes pour les villes. À condition d'associer à leur réhabilitation les premiers intéressés : les citoyens.
- 30 Comment trouver un appart sans passer par une agence ?
- 31 Tübingen, capitale de l'habitat participatif

Bouger en ville

- 32 La révolution de la mobilité partagée
- 33 L'union du covoiturage libre
- 34 Quand on arrive en ville

Bien qu'il offre de nombreux avantages, le covoiturage urbain ne représente que 3 % des déplacements quotidiens en France.

Vivre la ville

- 36 **Et plus si affiné**
Ancien éleveur de brebis, Pierre Coulon a décidé de « retourner à la ville » et d'ouvrir sa propre fromagerie à Paris intra-muros.

- 38 La culture par tous
- 39 Un cabinet de curiosités collaboratif
- 40 Tourisme : une génération en quête de sens
- 41 Hébergement en circuit court
- 42 Sport : les start-up françaises médaille d'or

2. ENVIRONNEMENT

© Sophie Palmier

46 Grand témoin. Flore Berlingen

Son ONG Zero Waste France combat sur tous les fronts le fléau de la surconsommation et les débris que notre société produit.

Développement durable

- 50 **Planète Plastique**
Aux quatre coins du monde, des citoyens se mobilisent pour une mer propre.
- 51 Déchets et mat
- 52 La fête aux renouvelables

Économie circulaire

- 54 **Un ordi façon Lego**
Une jeune entreprise strasbourgeoise développe un prototype d'ordinateur portable totalement modulaire.
- 56 High tech circulaire
- 57 L'autoréparation séduit
- 58 BTP : éviter la benne

Agriculture et alimentation

- 60 **La première épicerie antigaspi**
Elle a ouvert ses portes près de Rennes pour aider les producteurs locaux et sensibiliser les consommateurs.
- 61 Monépi ranime les villages
- 62 Les agriculteurs court-circuitent la grande distribution
- 63 Un BlaBlaCar des producteurs

- 64 Un jardin pour deux
- 65 Sous les pavés la ferme

3. TRAVAIL



© Sophie Palmier

68 Grand témoin. Julia de Funès

Dans son dernier livre, la philosophe cloue au pilori le management contemporain qui prétend prendre en charge le bonheur des salariés.

Le travail sous toutes ses formes

- 72 Comment dynamiser la démocratie en entreprise ?
De nombreux labels et formes d'organisation coexistent aujourd'hui pour mieux partager le pouvoir et les bénéfices.
- 74 Les nouveaux chemins du coworking
- 75 Un autre web est possible
- 76 Livraison socialement responsable
- 77 La coopérative aux 35 000 membres

Repenser l'argent

- 78 Le crowdfunding est dans la boîte
- 79 Alternative ou maillon de la chaîne
- 80 Patrick Viveret : « refaire de la monnaie un bien commun »
- 81 L'essor du cobanking

Faire ensemble

- 82 La science par tous
- 83 Une union de l'open science
- 84 Isabelle Berrebi-Hoffmann : « coopérer avec les machines »
- 85 Le plus grand makerspace de France
- 86 Des biclous et des hommes
L'association Cyclofficine propose aux Parisiens de bénéficier des compétences d'autres cyclistes pour apprendre à réparer leur vélo.

4. SOLIDARITÉ



© Sophie Palmier

90 Grand témoin. Salwa Toko

À la tête du Conseil national du numérique, elle plaide pour une scène tech ouverte à tous les sexes, les territoires et les générations.

Éducation et solidarité

- 94 La folle croissance de Simplon
Plus de 40 écoles ouvertes et 2 000 élèves formés gratuitement au code : c'est l'impressionnant bilan de cette « fabrique solidaire ».
- 96 La ronde des savoirs
- 97 Le magasin du partage
- 98 Association de bienfaiteurs
- 100 Des vacances pour tous
- 101 Bornes solidaires
- 102 Le pair-à-pair, avenir du solidaire ?
S'appuyer sur l'expérience de personnes handicapées, d'ex-SDF ou encore de migrants afin d'aider ceux qui vivent des situations similaires : telle est la vocation de la pair-aidance.

Citoyens collaboratifs

- 104 Comment les civic tech réinventent le métier de maire
Ces plateformes, applications et autres outils numériques qui promettent de réinventer la démocratie locale forcent les édiles à redéfinir leur rôle.
- 108 Johan Rochel : « les ateliers éthiques »
- 109 Boycott 2.0

DIGESTIF

- 111 Book Café
- 112 Les lieux où s'inventent le « co »
- 113 CO/Création
- 114 CO/Design



Des agriculteurs forment
une chaîne de tracteurs
autour de leur ferme à
Notre-Dame-des-Landes
pour la sauver de
la destruction.
© Gilles Leroux



Vous avez dit « collaboratif » ?

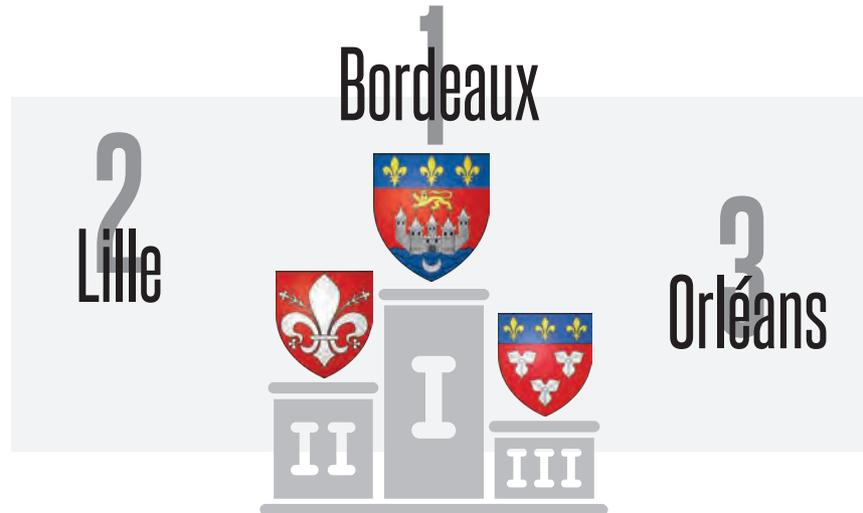
L'économie collaborative repose sur le partage ou l'échange entre particuliers de biens, de services ou de connaissances – avec ou sans transaction financière – par l'intermédiaire d'une plateforme numérique de mise en relation. Si le phénomène a longtemps concerné exclusivement les secteurs du logement (Airbnb) et des transports (BlaBlaCar), il bouleverse désormais tous les pans de l'économie traditionnelle : alimentation, équipement, habillement, culture, enseignement... Selon une étude du Parlement européen publiée en mai 2017, l'Hexagone compte 36 % d'utilisateurs de plateformes collaboratives contre 19 % en Espagne, 8 % au Royaume-Uni, ou 2 % à Chypre. *Courrier International*

Le top des pratiques collaboratives

- 1 Le covoiturage **30%**
- 2 La location de logement entre particuliers, ou l'échange de logement **26%**
- 3 Les AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) ou groupements de consommateurs **19%**
- 4 Les services d'aide entre particuliers et voisins, comme les courses, le bricolage, le gardiennage, etc. **17%**
- 5 Le financement participatif ou crowdfunding **13%**
- 6 Les cours en ligne ou le soutien scolaire entre particuliers **13%**
- 7 La location de voiture entre particuliers **9%**
- 8 Les espaces de coworking **6%**

Source : Elabe, « Les Français et l'économie collaborative », 2018.

PODIUM 2018 LE TOP DES VILLES COLLABORATIVES *

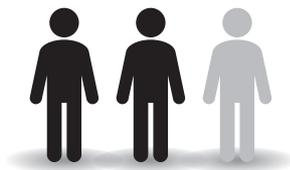


Comme en 2016 et en 2017, Bordeaux et Lille continuent à mener la course. Mais Lyon est détrôné par Orléans alors que Paris continue à stagner à la 22^e place.

* En nombre d'annonces de services, transports, hébergements disponibles sur des sites dédiés à l'économie du partage, rapportées au nombre d'habitants.

Source : Indice Asterès 2018 de l'économie du partage.

LES FRANÇAIS ET L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE



2 Français sur trois sont usagers de l'économie collaborative



3 Français sur quatre comptent l'utiliser à l'avenir

Les Français la perçoivent comme...

Une opportunité économique

50 %

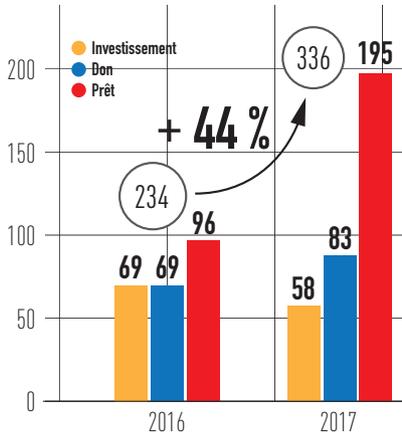
Un bouleversement de la consommation
25 %

Une source de lien social
25 %

Source : étude réalisée par Odoxa pour AlloVoisins, avril 2018.

LE CROWDFUNDING CONTINUE À CARBURER...

(en millions d'euros)



336 millions Somme des fonds collectés via le financement participatif*

3 892 044 financeurs

Depuis le lancement des plateformes, pour **24 126** projets financés.

-16% sur les montants collectés via l'investissement participatif (crowdequity), pour la première fois en baisse. Et les perspectives pour 2018 sont peu réjouissantes avec un 1^{er} semestre affichant une baisse de 50% par rapport à 2017.

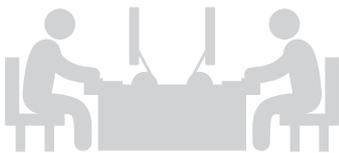
* Ce chiffre exclut les cagnottes ainsi que les prêts à la consommation et aux entreprises en ligne.

Source : Financement Participatif France, 2017.



C'est l'augmentation du nombre d'espaces de coworking en Île-de-France entre 2012 (20 espaces) et 2017 (177 espaces).

À l'échelle mondiale, le nombre d'espaces de coworking est passé de 1 780 à 14 000 sur la même période.



Source : étude du cabinet immobilier Arthur Loyd, 2018.

CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS

L'économie collaborative est-elle bonne ou mauvaise pour...

Les individus



L'économie



L'emploi



Les entreprises traditionnelles

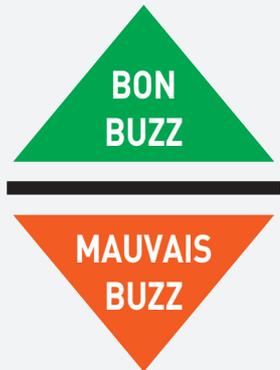


Source : Elabe, « Les Français et l'économie collaborative », 2018.



Hulot pris au mot

« Est-ce que j'ai une société structurée qui descend dans la rue pour défendre la biodiversité ? », s'interroge Nicolas Hulot en annonçant sa démission du gouvernement, au micro de France Inter le 28 août. Un internaute décide de le prendre au mot, appelant via Facebook à une grande « Marche pour le Climat » à Paris. En quelques jours, de nombreux internautes de toute la France vont rejoindre son initiative. Et le 8 septembre, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui défilèrent, partout en France, pour appeler le gouvernement à faire des enjeux climatiques une priorité.

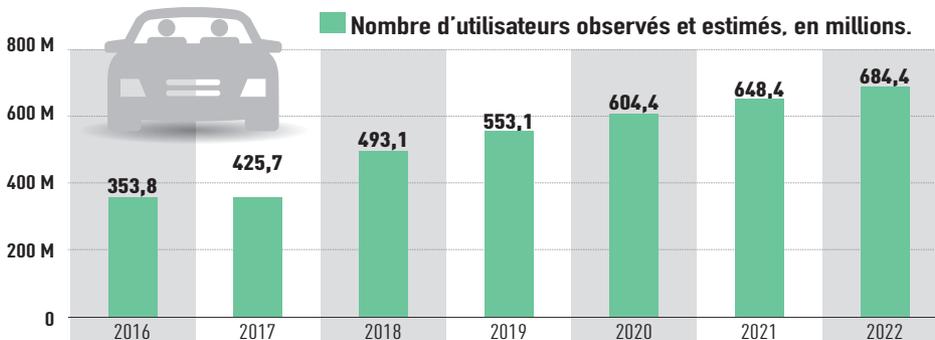


Paris en marche arrière

Sale année pour la mobilité partagée à Paris. La nouvelle flotte de Vélib', en partie électrique, promettait de révolutionner les déplacements en ville. Mais les soucis techniques se sont accumulés, et trouver un vélo opérationnel relevait du parcours du combattant. Dans le même temps c'est Autolib', le service d'autopartage de la ville de Paris, qui a mis la clé sous la porte pour cause de non-rentabilité. De quoi faire enrager les utilisateurs. Fin 2018, la situation s'est heureusement nettement améliorée pour ce qui est des Vélib'. Les nostalgiques d'Autolib', eux, pourront se consoler en essayant l'un des nombreux services de scooters électriques en libre-service qui ont envahi la capitale.



OÙ VA LE COVOITURAGE DANS LE MONDE ?



Source : Statista Digital Market Outlook.

SUÈDE



Les déchets ont leur supermarché

C'est à 100 km de Stockholm, dans la commune d'Eskestuna, que ce supermarché d'un nouveau genre, baptisé Retuna, a émergé. Tous les déchets recyclables de bonne qualité (du mobilier à l'électronique en passant par les vêtements ou le matériel de jardinage) peuvent y être déposés dans l'attente d'un petit « retapage ». Ils sont ensuite redistribués dans les neuf magasins qui composent ce centre commercial de 5 000 m², puis vendus à moindre coût. Avec près de 830 000 euros de chiffre d'affaires en 2016, difficile de ne pas voir que nos « déchets » ont de la valeur !

FRANCE



Transports gratuits à Dunkerque

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les habitants de l'agglomération de Dunkerque voyagent sans payer sur les dix-sept lignes de bus. Avec ses 200 000 habitants, cela fait d'elle la plus grande communauté urbaine d'Europe à choisir la gratuité pour ses transports ! Un exemple qui interroge visiblement Anne Hidalgo. L'édile s'est rendue dans la ville du Nord pour « comprendre et savoir si le chemin de la gratuité est empruntable pour la ville de Paris »...

WhatsApp



« Le numérique n'est plus l'apanage des experts : il est un sujet quotidien, dans les discours politiques, associatifs et dans la vie des entreprises. »

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État au numérique (États généraux des nouvelles régulations numériques, juillet 2018).

« L'obsolescence programmée est une double arnaque pour la planète et le pouvoir d'achat. »

Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire (Le Monde, avril 2018).



« La clé est de passer d'une société dans laquelle la propriété détermine les actes économiques à une société dans laquelle on privilégie l'usage. »

Benoît Hamon (Socialter, mai 2018).



© Sophie Palmier

AFRIQUE



Airbnb déploie ses ailes

D'environ 6 000 logements en 2013 à près de 100 000 aujourd'hui, le continent africain connaît à son tour son « choc » Airbnb. La répartition des logements sur la plateforme reste toutefois très hétérogène. Les trois destinations phares que sont l'Afrique du Sud, le Maroc et le Nigéria sont de très loin celles qui recensent le plus de locations. Mais face au durcissement des réglementations dans les capitales européennes, la société californienne y voit un marché prometteur. Elle devrait investir un million de dollars d'ici 2020, notamment pour développer les offres proposant des activités touristiques.

ÉTATS-UNIS



Permis de trotter

Après avoir été envahie par les trottinettes et scooters en libre-service, San Francisco durcit désormais les règles. Plus de 2 000 plaintes ont été déposées à la mairie pointant l'incivilité des « trottineurs », qui abandonnent leur véhicule n'importe où, se déplacent sur les trottoirs, et sans casque. Fini l'utilisation « anarchique » des trottinettes, la mairie a décidé de remercier les entreprises qui avaient déployé leurs flottes sans autorisation préalable, rendant obligatoire l'obtention de permis pour pouvoir s'installer. Seules deux entreprises ont été autorisées à rester : Skip et Scoot.

MONDE



DR

Les cryptomonnaies dévalent la pente

Rien ne semblait pouvoir l'arrêter. Entre janvier et décembre 2017, la valeur du Bitcoin avait grimpé de 800 à 16 000 euros, entraînant dans sa course les nombreuses autres cryptomonnaies. Pourtant, en 2018, la chute est rude : le Bitcoin plonge sous les 4 000 euros et entraîne une fois de plus les autres monnaies virtuelles, cette fois vers le krach. Certains y voient la preuve que les cryptomonnaies n'étaient qu'une bulle ; d'autres un salutaire retour à la normale après une période d'emballement. L'avenir dira qui a raison.

EUROPE



Interdiction du plastique à usage unique

Adieu pailles, touillettes, cotons-tiges, couverts et assiettes en plastique à usage unique. Ces produits représentent à eux seuls 70 % des déchets polluant les océans et s'échouant sur les plages. Le Parlement européen a décidé en octobre 2018 qu'ils seraient désormais totalement interdits. Les emballages à usage unique de burgers, de sandwiches ou de fruits devraient prochainement connaître le même sort. La preuve que les lobbys n'ont pas toujours le dernier mot !

KIT DE SURVIE

L'INSTANT
BERNARD PIVOT



Cofarming

Mise en réseau d'expériences, de compétences ou de matériel entre agriculteurs. Agrifind, WeFarmUp, FarmLeap sont parmi les organisations les plus connues du secteur.

Free-floating

Désigne les flottes de véhicules en libre-service que l'on peut emprunter et déposer n'importe où, sans avoir besoin de chercher une borne.

Néo-artisans

Désigne cette génération de [sur]diplômés qui a choisi de se tourner vers des métiers manuels de proximité : fromager, ébéniste, boulanger, épicier...

Splinternet

Notion qui cherche à anticiper le fractionnement d'internet qui pourrait s'aggraver dans les années à venir avec les tensions géopolitiques et les régulations étatiques croissantes.

Cowalking

Faire une petite marche en discutant plutôt qu'une réunion assise dans un bureau, c'est la nouvelle tendance au sein de certaines entreprises. Les mauvaises langues diront qu'il existait déjà le mot de « promenade » pour décrire le phénomène !



L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE ENTRE DANS LE DICO...

Cette année, le Petit Larousse aurait bien besoin d'une bonne digital **détox**. Que vous soyez **béta-lecteur**, **geekette** ou **startuper**, vous avez désormais votre place dans le dictionnaire. À noter également l'apparition du mot **cotravail** : on appréciera la volonté de résister à l'anglicisme et l'on souhaite bonne chance à ce terme pour l'emporter face au « **coworking** ».

Suivez le guide

Dans un contexte d'offre de services collaboratifs en pleine expansion, il manquait un outil qui permette au grand public de s'y repérer. Habitat, biens, savoirs, mobilité, alimentation, finance... Lancé en mai 2016 par Maif et Consocollaborative, le Guide de la consommation collaborative présente via sept thématiques un grand nombre de start-up mais aussi d'associations et de coopératives du secteur.

guide.consocollaborative.com



« Il faut libérer l'innovation sociale et la mettre au cœur de nos réponses aux défis sociétaux. »

Nicolas Hulot, ex-ministre de la Transition écologique et solidaire, janvier 2018.

« Beaucoup de porteurs de projet ne rêvent pas de capital risque, mais de faire vivre leur entreprise le plus longtemps possible. »

Laurence Ruffin, fondatrice de Coop Venture (L'Humanité, décembre 2017).



LE WHO'S WHO DU COLLABORATIF

PROFILS À SUIVRE



MARIE GEORGES

VALEURS MONTANTES

En France, 90 % des start-up sont fondées par des hommes. Depuis sa création en 2005, l'incubateur Paris Pionnières a permis à plus de 350 start-up dirigées par des femmes de voir le jour. Sa fondatrice Marie Georges a décidé en 2018 de passer à la vitesse supérieure en optant pour le nom de Willa et en publiant un manifeste. Objectif pour l'entrepreneuse : accompagner 150 femmes de plus par an et étendre son action dans toute la France. Parmi les signataires du manifeste, Station F, VivaTech, Anne Hidalgo, Axelle Lemaire. Tous et toutes ont promis d'œuvrer pour plus de parité dans la tech. À suivre !



CORENTIN DE CHATELPERRON

AMBASSADEUR DES LOW-TECH

Corentin de Chatelperron et son équipe sillonnent les mers depuis deux ans et demi à la recherche des meilleures innovations locales répondant à des problématiques économiques et environnementales. Après avoir parcouru la moitié du globe, l'équipe du Low-tech Lab continue à débusquer les alternatives et à les partager avec le plus grand nombre par le biais de tutoriels vidéos via leur wikipédia du low-tech.



IAN BROSSAT

EN CROISADE CONTRE AIRBNB

Adjoint communiste à la mairie de Paris chargé du logement, Ian Brossat a publié en 2018 *Airbnb, la ville ubérisée* (édition La ville brûle). Depuis, il livre bataille contre la plateforme dont il accuse l'« économie de prédation ». Il estime qu'« Airbnb est un accélérateur de gentrification dans nombre de quartiers, qui remet en cause le droit de vivre en ville pour les plus modestes ». Son objectif : rien de moins qu'interdire les locations Airbnb dans les quatre premiers arrondissements de la capitale et mettre fin aux résidences secondaires pour éviter que Paris ne se transforme définitivement en « musée à ciel ouvert ».



CHRISTOPHE ITIER

MONSIEUR « SOCIAL ET SOLIDAIRE »

Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, Christophe Itier est l'un des porte-parole de l'initiative « French Impact » impulsée par le ministère de la Transition écologique et solidaire. Ce label national vise à fédérer la communauté des acteurs de l'innovation sociale dans toute la France. Christophe Itier a également lancé un « Appel aux Territoires » afin de promouvoir l'émergence d'« écosystèmes locaux » répondant à des problématiques telles que le décrochage scolaire, la fracture numérique ou l'insertion professionnelle.



VINCENT VERZAT

YOUTUBEUR ÉCOLO

Avec sa chaîne Partager C'est Sympa, ce vidéaste écologiste cartonne sur Facebook et YouTube. Qu'il s'incrute dans les réunions de pollueurs pour les dénoncer ou soutienne au contraire les zadistes de Notre-Dame-des-Landes, Vincent Verzat est de tous les combats environnementaux. Récemment, il a lancé avec d'autres activistes le mouvement et hashtag #ilestencoretemps. Objectif, montrer que « tout n'est pas foutu » et qu'il est possible d'agir pour éviter le pire en termes de changement climatique. En deux semaines, sa vidéo a été visionnée 200 000 fois.



PABLO SERVIGNE

DOCTEUR ÈS COLLAPSOLOGIE

Son livre *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* (Le Seuil) a placé le concept d'effondrement au cœur des débats de l'année 2018. Difficile depuis d'échapper aux nombreuses thèses sur l'imminence de la fin de notre civilisation industrielle. Pour se consoler, on peut se souvenir que ce docteur en sciences est aussi l'auteur de *Entraide : l'autre loi de la jungle* (Les liens qui libèrent, 2017). Un livre qui montre qu'à côté de la compétition, le mutualisme et la coopération font partie intégrante du vivant, qu'il s'agisse des arbres, des animaux ou des hommes. Des vertus dont on devrait avoir bien besoin à l'avenir...

© Cynille Choupaas

ALMA GUIRAO

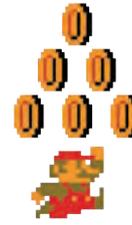
PAS TOUCHE

Elle a lancé en 2016 HandsAway, une appli qui signale les agressions sexistes et sexuelles dans la rue. Popularisée avec le mouvement #metoo, HandsAway compte aujourd'hui 15 000 street angels (utilisateurs) qui notifient une vingtaine de cas par mois. Alma Guirao a également lancé Citeazy, un réseau collaboratif pour entreprises qui permet de partager trajets et informations, ainsi que Dessine-moi un soulier, une place de marché qui propose à ses clientes de créer elles-mêmes les chaussures de leurs rêves. On attend la suite !



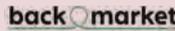
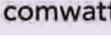
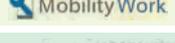
DR

MONEY DROP



LE TOP 20
DES LEVÉES
DE FONDS*
EN 2018

(* en millions d'euros)

 OC : 51 (formation)
 Cityscoot : 40 (mobilité)
 backmarket : 41 (circulaire)
 lendix : 32 (crowdlending)
 HEETCH : 16,5 (mobilité)
 PHENIX : 15 (circulaire)
 orniKar : 10 (formation)
 :karos : 4,2 (mobilité)
 Click&Boat : 4 (mobilité)
 alloVoisins : 3 (habitat)
 klaxit : 3 (mobilité)
 M MAGIC MAKERS : 3 (formation)
 MIIMOSA : 3 (crowdfunding agricole)
 comwatt : 2,3 (énergie)
 LITA.CO : 2,2 (crowdequity)
 Shopopop : 2 (course collaborative)
 wingly : 2 (mobilité)
 SailEazy : 1,7 (mobilité)
 Smile : 1,3 (voisinage)
 MobilityWork : 1,25 (réparation)
 LES TALENTS D'ALPHONSE : 0,6 (formation)
 COMPTOIR & CAMPAGNE : 0,6 (alimentation)



*Dominique Mahé,
Président du
groupe MAIF.*

*Pascal Demurger,
Directeur général
du groupe MAIF.*

DOMINIQUE MAHÉ ET PASCAL DEMURGER L'ENTREPRISE EN MISSION

À l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi Pacte et du statut d'entreprise à mission, nous sommes allés demander à Dominique Mahé (Président du groupe MAIF) et Pascal Demurger (Directeur général) comment MAIF concevait son rôle au XXI^e siècle. Propos recueillis par **Côme Bastin**

Le rôle de l'entreprise est de plus en plus questionné en France. Doit-elle contribuer au bien commun ? **Dominique Mahé** : Il est sain d'interroger le rôle de l'entreprise au sein de la cité. Une demande croissante d'utilité sociale émerge de la part des

citoyens. L'histoire de la MAIF apporte un éclairage instructif. Elle a été créée non pas dans la perspective de dégager des profits mais d'apporter une réponse solidaire à un besoin collectif : celui de se protéger des risques de la vie. Pour cela, elle a fait le choix du mutualisme, ce qui signifie deux choses. D'une part, chaque assuré est également assureur,

"DEPUIS 80 ANS, LA MAIF PROUVE QU'IL EST POSSIBLE DE METTRE L'UTILITÉ SOCIALE AU CŒUR DE L'ENTREPRISE."

et contribue à protéger les autres. D'autre part, la performance économique n'est pas un objectif en soi, mais la condition de notre indépendance et de la pérennité de notre modèle original. Plus encore qu'un principe, contribuer au bien commun est notre raison d'être et notre mode de fonctionnement. Mais notre utilité sociale

évolue en permanence. Par exemple, afin d'aider à faire du numérique un outil d'émancipation des individus, nous avons mis en place le MAIF Numérique Tour, qui se déplace dans les territoires pour former les jeunes et leurs familles aux pratiques numériques.

Dans le même temps, la MAIF est une entreprise et se doit aussi d'être performante. Comment ces deux objectifs s'articulent-ils ?

Pascal Demurger : Trop souvent, les entreprises posent le sujet sous l'angle d'un arbitrage entre éthique et performance. Dès lors, elles peuvent être tentées de construire leur développement économique au détriment de l'éthique. Dans le secteur de l'assurance par exemple, certains acteurs ont pu être accusés de vendre des produits dont les garanties sont sans objet ou d'être excessivement tatillons dans l'indemnisation en cas de sinistre. À la MAIF, nous cherchons au contraire à sortir de cette opposition en alignant l'intérêt de l'entreprise sur celui de ses parties prenantes. En matière de relation client, la satisfaction nourrit la fidélité, générant ainsi des économies dans le recrutement de nouveaux clients et pouvant être réinvesties dans la qualité de service ou l'étendue des garanties... au profit de la satisfaction. S'agissant des relations internes, rechercher l'épanouissement des collaborateurs permet d'obtenir en retour la performance de l'entreprise.

La loi Pacte prévoit l'introduction du statut d'« entreprise à mission ». Cela vous semble-t-il pertinent ?

Dominique Mahé : C'est une mesure intéressante. Réduction des inégalités, transition écologique... les défis collectifs auxquels nous faisons face exigent l'implication de chacun, entreprises comprises. Les

citoyens n'ont pas attendu le législateur pour mettre l'entreprise au service de l'intérêt général, mais la cristallisation de cette dynamique dans la loi Pacte est un signe positif. J'ai envie de saluer les entreprises qui participent à cette démarche, et de les encourager : depuis 80 ans, la MAIF prouve qu'il est possible de mettre l'utilité sociale au cœur de l'entreprise pour en faire un moteur de performance pour les individus et la société. Nous avons été des défricheurs, d'autres nous emboîtent le pas aujourd'hui ; à nous de continuer à montrer le chemin en partageant notre vision, nos idées, mais aussi ce que nous a appris notre expérience.

Que répondre aux acteurs de l'économie sociale qui craignent que cette appellation ne banalise leur engagement ?

Pascal Demurger : L'ESS a été hésitante sur l'attitude à adopter envers ce projet. Certains ont montré une indifférence polie envers des dispositions qu'ils jugeaient destinées surtout au secteur commercial et lucratif. D'autres ont exprimé des positions plus critiques, craignant une forme de concurrence pour le bien commun. Pour ma part, j'ai la conviction que la tentation du repli sur soi n'est pas à la hauteur des enjeux qui sont devant nous. Le vrai défi est de parvenir à susciter une dynamique aussi large que possible, tout en permettant aux entreprises les plus vertueuses d'être clairement identifiées comme telles par les consommateurs.

En quoi le modèle démocratique de la mutuelle et les liens créés avec les adhérents peuvent-ils nourrir le concept d'entreprise à mission ?

Dominique Mahé : À la MAIF, nous n'avons pas des « clients » mais des sociétaires qui sont

**“J’AI LA CONVICTIO
QUE LA
TENTATION DU
REPLI SUR SOI
NE SERAIT PAS
À LA HAUTEUR
DES ENJEUX
QUI SONT
DEVANT NOUS.”**

acteurs de la vie de la mutuelle : ils nous rejoignent parce qu'ils partagent nos valeurs, et ils les font vivre en s'impliquant personnellement. Sur la base du principe simple de « une personne – une voix », chaque sociétaire est appelé à élire ses représentants dans son territoire. Ces derniers sont force de proposition notamment sur le champ de la conception d'offres qui répondent aux besoins des sociétaires et à leur évolution. Ils participent aussi à des actions solidaires. Pour nous, l'utilité sociale est le fruit de l'intelligence collective. Ce qui est important, c'est de lui donner les moyens de se développer et de traduire cet engagement commun en actions concrètes, qui produisent des résultats durables.

La MAIF a-t-elle vocation à devenir une entreprise à mission ?

Pascal Demurger : D'un point de vue formel, il est trop tôt pour répondre de façon définitive à cette question. Les contours du dispositif législatif d'entreprise à mission sont encore en cours de discussion au Parlement dans le cadre du projet de loi Pacte. Par ailleurs, une décision de cette nature nécessite évidemment l'implication du Conseil d'administration et in fine, l'assentiment de l'assemblée générale. Sur le fond, j'ai la conviction que peu d'entreprises incarnent aujourd'hui l'entreprise à mission autant que la MAIF. Là où certaines entreprises réinvestissent une partie plus ou moins significative de leurs profits dans des actions à impact positif, nous voulons inverser l'approche en construisant un modèle d'affaires qui maximise l'impact social et environnemental, et ce faisant, garantit sa pérennité. ●

MONIQUE DAGNAUD

L'ESPRIT DU WEB N'EST PAS MORT

Depuis les années 90, Monique Dagnaud scrute le développement économique, social et culturel d'internet. Si la sociologue reconnaît la place croissante qu'y occupe la sphère marchande, elle nous appelle à ne pas oublier les valeurs de partage et d'émancipation dont le web et les pratiques collaboratives sont les héritiers. **Propos recueillis par Côme Bastin / Photos : Sophie Palmier**

P

pouvez-vous présenter votre parcours de chercheuse ?

Je suis sociologue de la communication et des médias. J'ai commencé par travailler sur les anciens médias que sont la télévision, la presse et la radio dans les années 80. J'ai ensuite été membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel. À ma sortie, j'ai décidé de me concentrer sur internet, dont j'avais le pressentiment qu'il allait devenir le média dominant. Je me suis d'abord intéressée aux tentatives de régulations et aux questionnements politiques qui accompagnaient son émergence dans les années 2000. Mais ma première grande étude a porté sur les jeunes et leurs pratiques sociales sur le web : c'était l'époque de l'explosion des blogs et des réseaux sociaux. Internet a été inventé par les baby boomers, mais c'est la génération suivante qui s'en est emparée pour en faire une nouvelle culture. Après la crise de 2008 a commencé à naître l'économie dite « collaborative » : de nouveaux modes de production et de consommation entre particuliers, fécondés par l'esprit d'internet. J'ai beaucoup étudié la question jusqu'à la parution de mon livre *Le modèle californien*, en 2016.

Comment la sociologue que vous êtes s'est-elle intéressée à la vague collaborative ?

Je me suis d'abord demandée d'où venait ce terme de « collaboratif ». Il faut en fait remonter aux années 70, durant lesquelles les thématiques de l'autogestion étaient très en vogue parmi les milieux de gauche, que ce soit en France ou aux États-Unis. Le terme est ensuite tombé en désuétude, mais le collaboratif est une relecture de cet imaginaire politique de pouvoir décentralisé, porté par ce médium puissant qu'est internet.

Aujourd'hui, l'économie collaborative a beaucoup perdu de cette aura contestataire et alternative.

Il faut revenir à l'histoire du web pour le comprendre. Internet est né de l'interaction entre des chercheurs de l'armée américaine, des universités, des professeurs, des étudiants, des hackers... Ce projet d'origine militaire a donc été irrigué par la contre-culture de l'époque, portée sur l'émancipation des individus, le droit des minorités. Internet, c'est une conception du monde : le premier réseau de communication direct qui va permettre aux individus d'interagir ensemble librement. À sa naissance, alors que les premiers forums pulvulent, le web est largement non marchand et il va le rester longtemps. Jusqu'en 2010, internet apparaît comme une utopie quasiment magique pour communiquer, s'organiser et se cultiver gratuitement. Prenez Facebook : Mark Zuckerberg a pendant un

Monique Dagnaud

1965

Quitte la région lyonnaise pour faire une prépa HEC à Paris.

1977

Thèse sur « L'idéologie urbaine de l'élite dirigeante », sous la direction de Alain Touraine, publiée par les éditions de l'EHESS.

1980

Entre au CNRS.

1991-1999

Membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

2016

Publie *Le modèle californien. Comment l'esprit collaboratif change le monde*, Éd. Odile Jacob.

temps refusé d'y introduire de la publicité. L'entreprise levait des fonds, sans doute parce que les investisseurs y plaçaient de grands espoirs, mais ne vendait pas grand-chose.

Qu'est-ce qui s'est alors passé ?

Il s'est passé que cet étudiant est devenu chef d'un géant du numérique. L'idéologie quasi adolescente de Facebook, « nous sommes tous des amis », a cédé le pas à la culture marchande avec l'arrivée du Big Data. Les réseaux sociaux ont commencé à être inondés de publicité, à revendre massivement les données de leurs utilisateurs à des annonceurs. Le scandale de l'affaire Snowden, révélant que les informations personnelles des utilisateurs étaient recueillies par l'armée américaine, a fini d'écorcher son image, de rompre avec l'idéal et les principes du web posés par les hackers dans les années 80. Sans parler des questions d'addictions aux écrans qui ont émergé à partir de 2010...

L'économie collaborative a-t-elle suivi la même trajectoire ?

Oui, en partie. À sa naissance, elle était portée par cet idéal autogestionnaire et émancipateur à la sauce américaine. C'est pour cela que je parle de *modèle californien* dans mon livre. C'est une idéologie hédoniste, technophile et libérale. Et là encore, tout commence dans un univers largement non marchand, à la faveur de la

A woman with short brown hair is standing against a wall with vertical wood paneling. She is wearing a light-colored, possibly linen, jacket over a dark top, dark trousers, and black loafers with gold accents. Her hands are clasped in front of her. The lighting is dramatic, casting a shadow on the wall behind her.

"LE COLLABORATIF
EST UNE RELECTURE
DE L'IMAGINAIRE
POLITIQUE DE
L'AUTOGESTION
PORTÉ PAR CE
MÉDIUM PUISSANT
QU'EST INTERNET. "

crise de 2008. Les gens trouvent dans leurs interactions et échanges réciproques de nouveaux moyens de vivre low cost. CouchSurfing, par exemple, est un projet d'étudiants pour traverser le monde en étant accueilli – ou en accueillant – gratuitement. Idem pour Covoiturage.fr, où l'on participe simplement aux frais d'essence en covoiturant avec des inconnus. Par la suite, la plateforme est devenue BlaBlaCar et a commencé à prélever des commissions. Quant à CouchSurfing, c'est devenu une entreprise privée qui, si elle croît toujours, est largement dans l'ombre d'Airbnb.

Le discours sur l'économie collaborative se résume aujourd'hui souvent à la critique de son impact social.

Après la période d'euphorie, de justes critiques ont vu le jour, notamment sur la figure du travailleur indépendant qui a émergé à la faveur du développement des plateformes. Une figure ambivalente puisqu'elle constitue tantôt un idéal tantôt un repoussoir selon le bout de la chaîne où l'on se trouve. D'un côté, les chauffeurs de VTC, les livreurs de repas, tout ce qui concerne la logistique et la mobilité urbaine ; ceux-là subissent ce statut, ne gagnent pas beaucoup d'argent et sont privés de protection sociale. De l'autre, le travailleur indépendant mythifié, développeur, consultant, artisan nouvelle génération, qui assimile la bureaucratie et la grande entreprise à l'aliénation et revendique son mode de vie. Ce sont les deux faces d'une même pièce car l'économie collaborative ne diffère pas de l'économie numérique en général : c'est une économie qui a tendance à accentuer les inégalités au profit des classes moyennes supérieures qui s'en sont emparées. Aux États-Unis, 11 % de la population utilise Airbnb. Mais parmi les urbains, blancs et diplômés, ce chiffre montait à 30 % en 2016.



Que reste-t-il de l'idéal du web et du collaboratif ?

Fort heureusement, beaucoup. Je me souviens que lorsque j'étais au conseil de surveillance du journal *Le Monde*, les dirigeants étaient persuadés que les internautes allaient payer pour l'information comme on achète un journal papier. Mais aujourd'hui, 99 % des médias combinent contenus gratuits et payants. Beaucoup de chercheurs publient sur des sites gratuits (comme par exemple le site Telos où j'écris depuis plus de 10 ans)... L'utopie du gratuit, du désintéressement, de la collaboration libre entre individus continue à irriguer internet. Jamais les jeunes, de tous les milieux, n'ont autant consommé de biens culturels. Des esprits chagrins peuvent évidemment déplorer qu'ils préfèrent souvent les séries aux films de Bergman, mais tout de même ! Regardez les informations que vous pouvez obtenir sur Wikipédia, le nombre de Moocs que vous pouvez suivre librement, les données publiques ouvertes. Internet, c'est une alliance entre le marchand et le non marchand. On peut trouver cela formidable

"L'UTOPIE DU GRATUIT, DU DÉSINTÉRESSEMENT, DE LA COLLABORATION LIBRE ENTRE INDIVIDUS CONTINUE À IRRIGUER INTERNET. "

et dramatique à la fois, mais cela a transformé et transforme profondément nos sociétés. Quant à l'économie collaborative, elle incarne l'idéal du web en nous permettant de rencontrer et de collaborer physiquement avec des inconnus. Même le « grand méchant » Airbnb est utilisé par beaucoup de particuliers non pour spéculer mais pour recevoir chez soi, faire connaissance avec d'autres, tout en rentabilisant certes une chambre inutilisée. On doit faire la critique sociale de ces plateformes tout en restant nuancé.

Est-ce qu'on parlera encore de collaboratif dans 5 ans ?

Excellente et difficile question. Le terme a séduit dans les années 2000 puis est devenu synonyme de l'uberisation et de la critique de l'économie numérique. En même temps, l'état d'esprit collaboratif, lui, perdure ! On parle aujourd'hui aussi d'économie contributive, coopérative... Mais le terme de collaboratif est associé à plus de souplesse et de modernité. Je pense donc qu'il est là pour durer. ●



Toujours plus connectés, nous partageons chaque jour un grand nombre de données qui, mal maîtrisées, mettent en péril nos libertés individuelles. À la MAIF, nous prenons des engagements concrets en faveur de la protection des données personnelles et du respect de la vie privée. Pour profiter au mieux des opportunités qu'offre l'univers digital, nous proposons des outils pour (re)prendre en main son identité numérique et nous nous engageons à agir pour un monde numérique résolument humain et éthique.

Découvrez toutes nos actions sur entreprise.maif.fr/numerique

MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - Niort cedex 9. Filia-MAIF - Société anonyme au capital de 114 337 500 € entièrement libéré - RCS Niort 341 672 681 - CS 20000 - 79076 Niort cedex 9. Entreprises régies par le Code des assurances.



assureur militant

*pour une société
collaborative*



1. Vivre la ville collaborative

Avec
Jean Haëntjens,
auteur de Comment
les géants du numérique
veulent gouverner nos villes

&

Un urbanisme citoyen
Des déplacements partagés
Un tourisme engagé

JEAN HAËNTJENS

LA CITÉ FACE AUX ALGORITHMES

Dans son livre *Comment les géants du numérique veulent gouverner nos villes*, l'urbaniste Jean Haëntjens nous met en garde contre la tentation de déléguer la gestion des villes à des algorithmes. Le risque ? Défaire la gouvernance politique et le sens du collectif qui fondent nos cités depuis des siècles. Propos recueillis par **Côme Bastin** / Photos : **Sophie Palmier**



ous écrivez que l'ascenseur a eu plus d'impact sur les formes urbaines que la révolution

numérique. Pourquoi ?

Nous parlons de révolution numérique en restant prisonniers du schéma des révolutions techniques que furent le charbon et le pétrole. Mais ce qui se passe est tout à fait différent. La « révolution » numérique démultiplie et recombine des technologies déjà existantes. Par exemple, internet est la fusion entre l'ordinateur et le téléphone. Quant aux vidéos que nous regardons sur la toile, la vraie révolution médiatique qui les a précédées est l'apparition des téléviseurs, c'est-à-dire le passage de l'écrit au visuel. Le numérique est neutre à l'égard des technologies. Par rapport aux années 60, le progrès est donc devenu multidirectionnel. L'essence a imposé la voiture, mais internet peut servir aussi bien à développer des vélos en libre-service que des véhicules autonomes.

Votre livre est construit comme un match entre deux types de villes.

Pouvez-vous nous présenter les combattants sur le ring ?
Depuis les Grecs, nous les

Européens vivons avec la tradition d'une « cité politique ». Cette ville se construit grâce à des citoyens, qui élisent un maire, qui vise lui-même l'intérêt général. Aujourd'hui, une alternative se dessine : celle d'une « ville-service » numérisée, qui répond en temps réel à des consommateurs grâce au pilotage d'algorithmes — et à ceux qui les contrôlent. La compétition est donc triple : nature du pouvoir (maire *versus* algorithme), finalité (intérêt général *versus* demandes individuelles) et temporalité (long terme *versus* immédiateté).

En quoi cette cité politique est-elle vraiment menacée ?

L'offre numérique modifie le fonctionnement technique des villes, sans pour autant s'interroger sur leur cohérence systémique. Prenez une application comme Waze (*cette application de navigation GPS qui permet de connaître l'état du trafic en temps réel pour emprunter l'itinéraire le plus rapide, ndlr*). À un niveau individuel, c'est intéressant pour se déplacer plus vite que les autres. Mais à l'échelle collective, c'est une catastrophe, car cela perturbe complètement la circulation. Les conducteurs ne passent plus par les axes prévus par le plan de circulation, certaines rues deviennent

subitement surchargées, la pollution se déplace, parfois juste devant les écoles. Bien sûr, nous ne sommes pas que des citoyens altruistes. Nous voulons tous que les bus passent à l'heure, que nos poubelles soient vidées. Mais en accélérant la montée de l'individualisme, les GAFAS risquent de transformer les urbains en simples consommateurs.

Comment résister à cette tendance ?

La première carte à jouer pour la cité politique est de ne pas se laisser happer par le court terme. Il faut pouvoir expliquer aux habitants quelles sont les ambitions de la ville à horizon 20 ans. La deuxième est celle de la maîtrise de l'espace physique. Car derrière la compétition que j'ai évoquée, il y a une compétition entre les formes d'espaces : espace physique et public d'un côté et espace numérique de l'autre. La troisième carte à jouer, c'est de déployer une intelligence systémique. Par exemple, il est capital de déployer le réseau circulaire du Grand Paris Express pour voir de nouvelles centralités émerger en Île-de-France. Dernière carte : s'emparer des nouvelles technologies en les hybridant. Grâce au système de réservation de Vélib', on a pu enfin

Jean Haëntjens

1947

Naissance à Saint-Mandé.

1971

Diplômé de HEC, il enchaîne sur Science Po Urbanisme.

1985

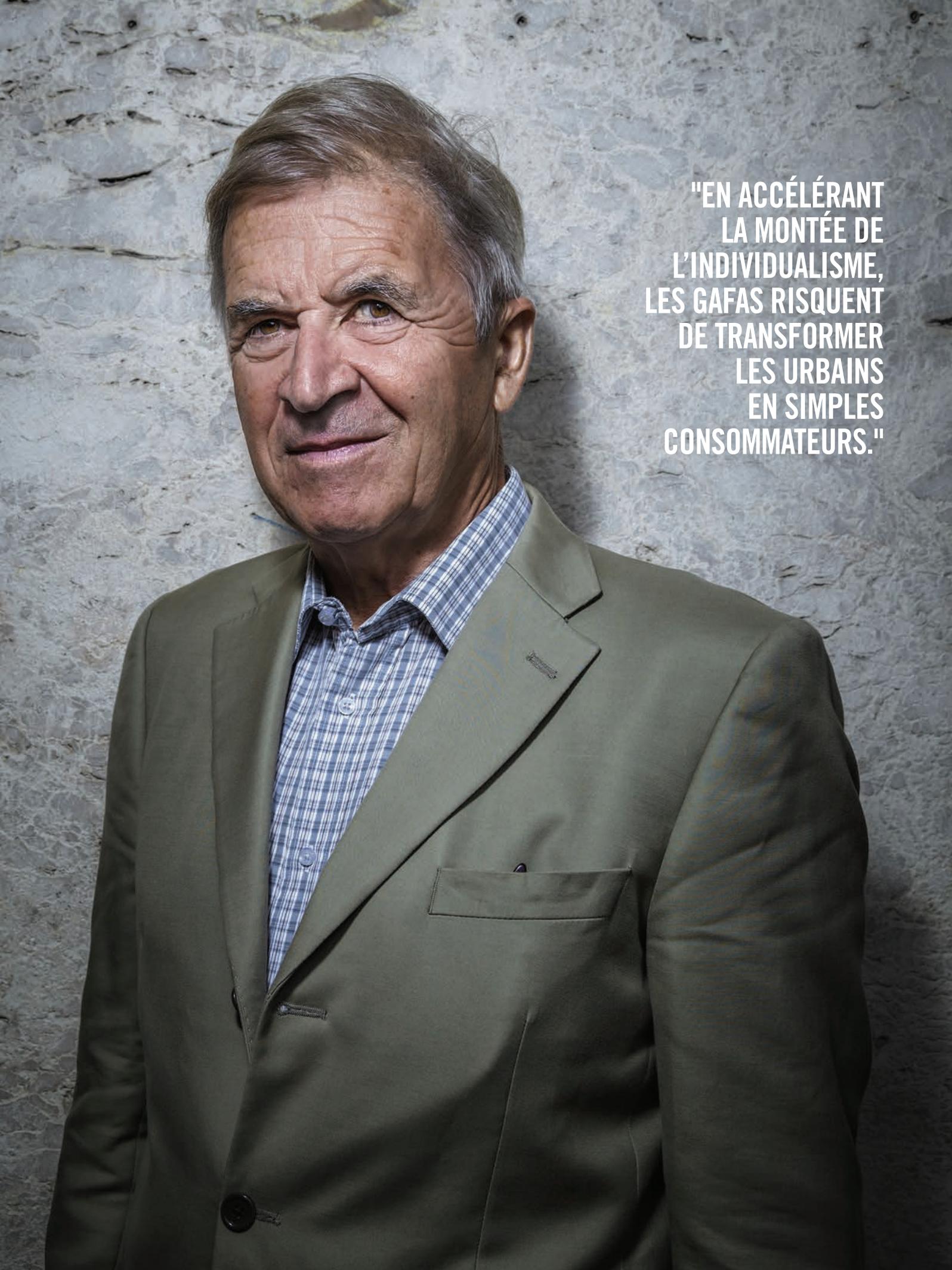
Publie *La société soft* (Denoël), livre prémonitoire sur la révolution numérique.

2010

Se spécialise dans le conseil en stratégies urbaines et publie *La ville frugale. Un modèle pour préparer l'après-pétrole* (fyp éditions).

2018

Publie *Comment les géants du numérique veulent gouverner nos villes. La Cité face aux algorithmes* (Rue de l'échiquier).



**"EN ACCÉLÉRANT
LA MONTÉE DE
L'INDIVIDUALISME,
LES GAFAS RISQUENT
DE TRANSFORMER
LES URBAINS
EN SIMPLES
CONSOmmATEURS."**

passer de la propriété à l'usage sur les vélos. Les collectivités locales ont un rôle à jouer pour impulser ce genre de transformations, à la fois techniques et sociétales.

Est-ce que vous ne les caricaturez pas un peu, ces « algorithmes » ?

Mais je n'ai rien contre les algorithmes, ce sont des outils, tout dépend de qui les utilise et pourquoi. La société du Grand Paris s'est évidemment appuyée sur des programmes de modélisation pour dessiner le tracé de la nouvelle ligne de métro ! Il faut néanmoins parfois adopter une réserve sur leur fiabilité. Lorsque je lis une étude affirmant que les prix de l'immobilier vont monter de 22 % dans 30 ans à tel endroit, je rigole. Ils doivent rester des outils d'aide à la décision et ne pas devenir des outils de décision. Nous les Français sommes de grands inventeurs, mais avons tendance à avoir une foi aveugle en la technique.

Vous vous élevez contre le fantasme de la voiture autonome. Pourquoi ?

Le problème avec la voiture, ce n'est pas d'être autonome ou pas, c'est qu'elle est une voiture. On pourra résoudre – localement – le problème de la pollution par le passage à l'électrique, mais pas celui de la place énorme que les voitures prennent sur nos villes. On nous explique que lorsque qu'elles seront autonomes, elles seront remplies tout le temps grâce aux algorithmes. Qu'en mettant 4 personnes par véhicule, contre 1,2 en moyenne aujourd'hui, on divisera le trafic par 4 ! Mais ce sont des raisonnements de polytechniciens. Ce n'est pas parce qu'une voiture est autonome que l'on ne voudra plus en être propriétaire, pouvoir y laisser traîner ses affaires, aller directement d'un point A à un point B quand on en a envie.

Vers quoi faudrait-il se diriger ?

Il faut des solutions sur mesure pour chaque cité et chaque déplacement. La ville de 2030, c'est une trentaine de véhicules qui sont encore anecdotiques pour l'instant : vélos, monoroues, trottinettes et scooters électriques. Ces engins permettent de faire des distances porte-à-porte plus vite qu'une voiture et peuvent être combinés avec les transports collectifs. Le problème, c'est qu'ils n'ont pas encore de statut juridique clair ni de voies de circulation adéquates. Leurs utilisateurs doivent souvent se mettre en danger. À Copenhague, la municipalité a ouvert des autoroutes cyclables. Les vélos y roulent à 20 km/h en moyenne. C'est beaucoup plus rapide qu'une voiture qui roule en moyenne à 15 km/h en ville, sans parler du fait qu'il faut aller la chercher au parking, la garer... Avec des voiries adaptées, Paris pourrait être traversé en 20 minutes !

À Paris, Vélib' dysfonctionne, Autolib' met la clé sous la porte, les vélos en libre-service lancés par des entreprises chinoises pullulent, puis font faillite... Qui doit innover (et comment) pour la mobilité en ville ?

L'histoire des vélos en libre-service est intéressante puisqu'elle commence dans les années 70, dans une communauté hippie. La Rochelle a mis en œuvre l'idée, mais sans système de réservation numérique l'expérience n'avait pas pu se faire à grande échelle. JCDecaux a repris le concept avec la ville de Lyon en mai 2005, avant Paris. Milieux associatifs, collectivités locales, petites et grandes entreprises : l'autorité municipale doit être au cœur de la rencontre entre tous ces acteurs. Les start-up de la mobilité ont toute leur place en ville, mais la mairie doit garder le contrôle de l'espace public, la possibilité d'autoriser,

"LES START-UP DE LA MOBILITÉ ONT TOUTE LEUR PLACE EN VILLE, MAIS LA MAIRIE DOIT GARDER LE CONTRÔLE DE L'ESPACE PUBLIC."

favoriser ou au contraire interdire tel ou tel type de véhicules.

Sinon ?

Ce qui est dangereux, c'est lorsqu'une ville cède totalement le contrôle de l'espace à un grand groupe, comme Dijon l'a fait avec Keolis. Mais il y a encore plus inquiétant hors de nos frontières. À Londres, il existe déjà une cinquantaine de « private owned public space » : on confie la gestion d'un quartier à des marques ou des promoteurs, qui sont aussi en charge de sa sécurité. Autant vous dire que les manifestations publiques y sont compliquées. Aux États-Unis, Toronto a choisi Google au détriment de cabinets d'urbanisme pour imaginer et construire un site de 350 hectares au bord du lac Ontario. Cela annonce la couleur.

Comment réguler les plateformes de logement qui font grimper les prix ?

Pour moi les limiter, voire les interdire est indispensable. Louer son appartement entre particuliers doit rester un revenu d'appoint. Lorsque cela devient un business et qu'on rachète les appartements juste à cet effet, c'est non ! Le centre-ville de Budapest s'est dépeuplé parce que les propriétaires peuvent multiplier les loyers par trois en les louant aux touristes fêtards sur Airbnb. Je crois que le développement du numérique dans la ville nécessite d'anticiper les régulations plutôt que de courir après la réalité. Et Paris n'a pas besoin d'Airbnb pour attirer des touristes...

Certaines villes inventent de nouvelles façons de peupler les espaces dont elles disposent.

C'est vrai, elles sont de plus en plus nombreuses à les ouvrir aux initiatives citoyennes, et je dirais même, aux métiers. Ce qui différencie un métier d'un emploi, c'est le sens,

"IL EXISTE
UN LIEN ENTRE
LA CITÉ POLITIQUE
ET SES SAVOIR-FAIRE.
BEAUCOUP
DE MUNICIPALITÉS
SE SONT
CONSTRUITES
CONTRE LES
ARISTOCRATES
ET LE CLERGÉ,
VIA LES GUILDES
MÉDIÉVALES."



le lien social et le beau. Et ça, aucun robot ne peut le faire. Les maires ont une marge d'action, car ils disposent de friches, d'espaces vacants qui peuvent accueillir des métiers locaux. Prenez l'espace alternatif Darwin, à Bordeaux : c'est 400 emplois qui ont été créés dans cette ancienne caserne. Nos villes ne doivent pas se vider de leurs artisans pour laisser seulement la place aux bureaux et aux grandes enseignes. Il existe un lien entre la cité politique et ses savoir-faire. Beaucoup de municipalités se sont construites contre les aristocrates et le clergé, *via* les guildes médiévales. C'est la corporation des marchands de bateaux qui a donné naissance à la municipalité de Paris. On le retrouve aujourd'hui encore sur le blason de la ville et dans sa devise : *Fluctuat Nec Mergitur* (tangue, mais ne coule pas). D'ailleurs les bouquinistes des bords de Seine vont être inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO !

On a beaucoup parlé des grandes métropoles. Mais comment le numérique impacte-t-il les territoires ruraux ?

Dans les années 80, on pensait qu'internet allait dynamiser les campagnes. Tout le monde était à égale distance de tout le monde : il n'y avait donc plus besoin de se rassembler. C'est le contraire qui s'est passé. L'industrie la plus concentrée de la planète est celle du numérique : Google, Apple, Yahoo, tous sont basés à 20 kilomètres de Palo Alto. La ville algorithmique ne s'intéresse pas aux petites villes, car il lui faut une quantité de données importante pour fonctionner. Le numérique fait monter en gamme le niveau technique des villes et le risque est que les communes rurales deviennent de simples survivances historiques. ●

DÉFRICHAGE

LES ESPACES VACANTS, ACCÉLÉRATEURS D'URBANISME CITOYEN

Les espaces vacants représentent des opportunités économiques, sociales et culturelles passionnantes pour les villes. À condition d'associer à leur réhabilitation les premiers intéressés : les citoyens. **Philothée Gaymard, avril 2018 *Usbek & Rica***

Les villes européennes sont des gruyères dont les trous sont les friches, les usines, les logements et les immeubles vidés par les crises économiques et sociales successives. Autant de lieux réinvestis aujourd'hui, de manière temporaire ou permanente. Qu'ils soient cool et implantés dans des quartiers animés ou qu'ils inventent de nouvelles solutions de logement dans des zones délaissées, ces projets témoignent en tout cas de l'émergence de nouveaux besoins et d'un rapport à la ville qui change.

LE PARADOXE DE L'ABANDON

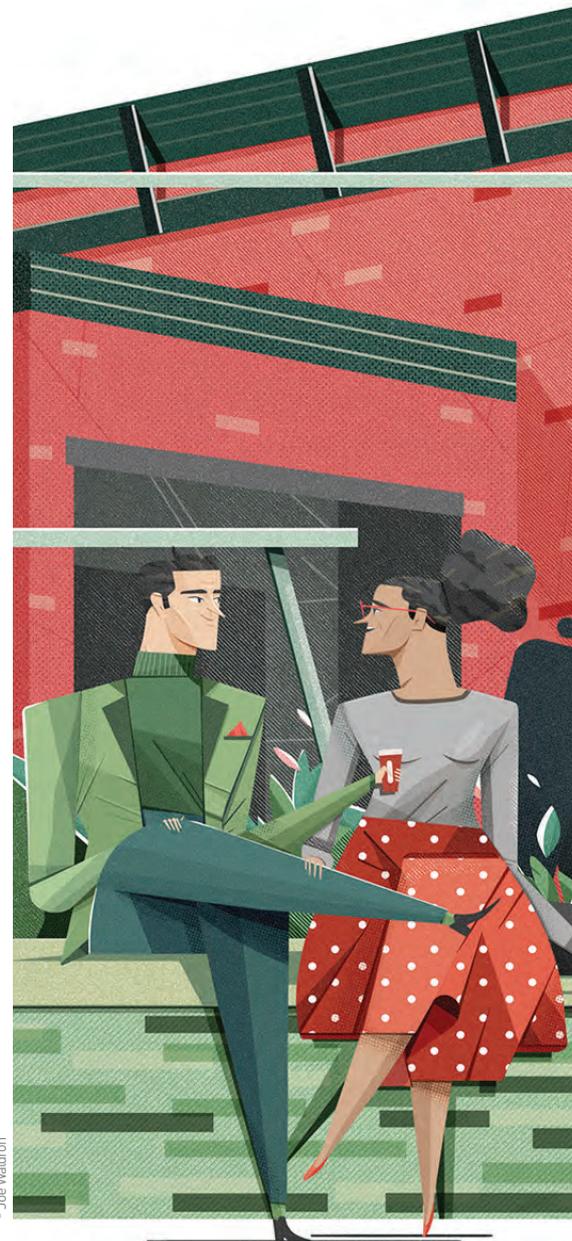
C'est le paradoxe de nos sociétés post-industrielles : les grandes villes sont en tension immobilière quasi permanente, alors même qu'elles sont trouées de vastes espaces laissés inoccupés. La désindustrialisation, d'abord, a laissé de vastes friches : 140 hectares rien qu'en Île-de-France, en 2016. Les hypermarchés et centres commerciaux d'hier couvrent toujours une surface colossale mais peu exploitée, tandis que la pression immobilière a délogé les petits commerçants des centres-villes : en France, dans 55 % des « villes moyennes » (entre 20 000 et 100 000 habitants), le taux de vacance des commerces est supérieur à 10 %. Des dizaines de millions de mètres

carrés de bureaux trop chers à restaurer restent inoccupés. Et sur le front des logements inoccupés, il y a également de la place : 140 000 logements « durablement vacants dans le parc privé en zone tendue », selon un rapport d'évaluation de la politique française de mobilisation des logements et bureaux vacants datant de 2016.

Sur le papier, ça devrait être simple : on a besoin de logements, de lieux publics ou de bureaux, et il existe un vivier d'espaces libres dans lequel il n'y a qu'à aller piocher. Sauf que ce n'est pas si facile. Beaucoup de logements vacants ne sont pas habitables : selon le même rapport d'évaluation, « la moitié du parc durablement vacant nécessite des travaux de remise en état, souvent lourds. » Du côté des bureaux inoccupés, c'est encore plus compliqué : il revient tellement cher de les faire transformer en logements que certains propriétaires préfèrent construire du neuf (*lire encadré page 28*).

« PROTECTION PAR OCCUPATION »

Face à ces obstacles structurels, certains font le pari du temporaire. Dans les capitales européennes, se loger est difficile et très cher, alors même que ces villes attirent beaucoup d'étudiants et de jeunes actifs. Les populations les plus pauvres se trouvent confrontées à un manque de logements sociaux mais aussi à une pénurie d'hébergements



© Joe Waldron

d'urgence. Et l'arrivée massive de migrants en Europe pose de manière aiguë la question de leur hébergement dans des conditions dignes.

En 2016, Havensteder, une organisation néerlandaise d'aide au logement pour les personnes aux faibles revenus, a lancé un appel à projets de logements sociaux dont le gagnant, the Hub, est en ce moment testé dans d'anciens bureaux de Rotterdam. C'est un beau cube rouge et blanc qui abrite une cuisine, une douche, des toilettes, un chauffage, une chaîne stéréo et une connexion internet. Couplé avec un BedHub, il offre un vrai logement temporaire à installer dans un immeuble délaissé ou une friche industrielle, facilement démontable.



L'entreprise londonienne Lowe Guardians a développé un projet similaire baptisé SHED : de jolies petites cabanes préfabriquées dans des matériaux peu chers et à faible impact environnemental, facilement déplaçables et installées dans des lieux délaissés. L'entreprise vise clairement un public de jeunes actifs nomades (leur cobaye Marc affirme qu'il « ne pourrait plus vivre autrement »), mais indique tout de même sur son site qu'à l'avenir SHED « pourrait être vital pour aider à soulager la crise des réfugiés et du mal-logement. »

Ces solutions ont beau être temporaires par essence, elles pourraient se développer largement en s'appuyant sur ce que l'entreprise française Camelot

appelle la « *protection par occupation* » : le fait d'installer des résidents temporaires dans des bâtiments vides les protège des risques de cambriolage, squattage, vandalisme, incendie, etc.

Camelot loue ainsi des chambres dans des « *bâtiments atypiques* » (anciennes concessions automobiles, bureaux reconvertis) pour environ 200 euros par mois.

Faire revenir les petits commerçants

Désertés par les commerçants, les centres-villes reprennent du poil de la bête. L'opération Ma boutique à l'essai permet notamment à des créateurs d'entreprise de s'installer temporairement dans des commerces vacants en centre-ville, histoire de redynamiser les lieux et de tester leur projet en conditions réelles. À Saint-Étienne, l'association Rues du développement durable réaménagement des rez-de-chaussée vacants et y favorise l'installation « *d'associations ou d'activités qui entrent dans le champ du développement durable, des besoins du quartier et/ou de l'économie sociale et solidaire* ». Une manière de capitaliser sur les espaces existants en les arrimant à ce qui les entoure.

Mais « si l'occupation temporaire permet dans certains cas de traiter les espaces vacants de façon momentanée, quid de leur devenir sur le long terme ? », s'interroge Lucille Leday, chargée d'études Urbanisme chez Codra, une structure de conseil en aménagement du territoire. Pour elle, « ces symptômes du déclin urbain nous poussent à être créatifs en inventant de nouvelles manières de faire la ville et de la requalifier, plus vertueuses d'un point de vue social, écologique et environnemental. »

RAPPORT À LA VILLE

Car la question des espaces vacants pose celle de notre rapport à la ville, qui est en train de muter vers des occupations plus douces, moins déconnectées de la nature, plus citoyennes aussi. À Amsterdam, un ancien grand magasin a connu une seconde jeunesse en devenant pendant quelques années un parc d'intérieur, le Popinn. À Paris, Les Grands Voisins se sont installés en 2015 à l'emplacement de l'ancienne maternité Saint-Vincent-de-Paul. Pendant ses deux premières années d'occupation, le projet a permis « à plus de 600 personnes en situation de vulnérabilité d'être logées, à plus de 200 associations, start-up, artisans et artistes d'occuper un espace de travail à loyer modéré et au public d'accéder à ce lieu » représentant 20 000 m² de bâtis et 15 000 m² d'espaces extérieurs. Début 2018, les travaux de transformation de l'ancien hôpital ont commencé, faisant entrer Les Grands Voisins dans une saison 2 aux dimensions plus modestes. Un exemple de temporaire qui se pérennise, et dont l'objectif, inchangé, est de « réussir à ce que tous ceux qui sont ici installés ou de passage – riverains, touristes, travailleurs ou personnes fragiles hébergées – se sentent tous légitimes à coexister dans ce même espace. »



Comment garantir que la réhabilitation se fasse dans l'intérêt des citoyens ? Sur ce point, l'exemple de Berlin est éclairant. Le Land est doté de mécanismes de démocratie participative qui donnent aux riverains un pouvoir certain sur les décisions d'urbanisme. En 2015, la mairie a présenté un projet de construction partielle de l'ancien aéroport de Tempelhof, transformé en parc

depuis la fin de son utilisation en 2008. Le projet a été refusé par référendum d'initiative populaire : le parc reste un parc. En bord de Spree, un projet de construction d'immeubles de bureaux a été rejeté de la même manière, et la friche abrite désormais un village d'artistes, des restaurants et des cafés, avec pour idée centrale de conserver l'accès de tous aux rives du fleuve.

Mais même les villes qui n'ont pas cette tradition peuvent associer leurs citoyens aux décisions concernant les espaces vacants. À Amsterdam, l'architecte Saskia Beer a lancé en 2016 une plateforme baptisée ZO ! City avec le soutien de la municipalité pour recueillir des idées d'aménagement de Amstel 3, un quartier d'affaires excentré partiellement vidé par la crise. « Chacun peut proposer un projet, le localiser sur la carte de la plateforme, en expliquer les

Conversion de bureaux en logements

En novembre 2017, un groupe de travail de propriétaires de bureaux présente ses recommandations pour faciliter leur transformation en logements. En ligne de mire, la fiscalité (la TVA est à 5 % dans le neuf contre 10 % dans la rénovation de l'ancien) et le remplacement de l'obligatoire d'un permis de construire (qui dépend du bon vouloir du maire) par une simple déclaration de travaux. Autres pistes avancées : la possibilité de « réguler » la loi SRU qui oblige à réaliser 25 % de logement social dans chaque opération et la possibilité de construire des immeubles « réversibles », dont la destination peut changer (comme les tours Black Swans à Strasbourg).



© Joe Waldron

tenants et les aboutissants, échanger avec les autorités sur sa faisabilité ou solliciter un financement participatif », détaille *Le Monde*. Résultat, une vingtaine de projets vont être développés. « Cette expérience est inédite aux Pays-Bas, où l'urbanisme a toujours été conçu de manière très verticale par les pouvoirs publics », explique au quotidien Tamara Smit, chargée d'Amstel 3 à la mairie d'Amsterdam. À Paris, autre ville d'obédience top-down en matière d'urbanisme, il existe bien un budget participatif, qui connaît sa 5^e édition en 2018 et représente 5 % du budget d'investissement de la ville. Mais il reste encore à définir des projets d'ampleur en concertation avec les citoyens, sous peine de se voir ringardiser. Car comme l'affirme Saskia Beer, l'expérience d'Amstel 3 n'est rien de moins qu'un exemple de « l'urbanisme du futur ». ●

QUESTIONS EXPRESS

« Prouver que notre modèle d'occupation est pérenne »



En mars 2018, la Halle Civique de Belleville a été inaugurée dans les locaux de l'ancienne Maison de l'air, au sommet du parc de Belleville, à Paris. Aurore Bimont, directrice de l'incubateur d'innovations démocratiques Système D, et Lucie Anizon, de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, toutes deux membres du conseil d'administration des Halles Civiques, nous racontent les modalités de cette occupation temporaire.

Quelle est l'origine de la Halle Civique de Belleville ?

Aurore Bimont : Les Halles Civiques est une association qui regroupe deux lieux : la Halle Belleville et la Halle Superpublic. La seconde existe depuis quatre ans et fédère une communauté d'innovation publique. Par ailleurs, il y avait une communauté autour des innovations démocratiques. Ces deux communautés souhaitaient mutualiser leurs savoir-faire et leurs moyens, et pour cela un lieu était indispensable. Cette volonté a rencontré la volonté politique d'Anne Hidalgo d'ouvrir un lieu dédié aux innovations civiques : il y a eu un appel à projets et nous avons été retenus. En France, il me semble qu'on est le premier lieu dédié à l'innovation civique, publique et citoyenne.

Lucie Anizon : Notre convention d'occupation à la Maison de l'air se termine a priori en décembre 2018. Ensuite, on ira peut-être dans un ancien tribunal de grande instance, mais c'est encore flou. On espère prouver que le modèle d'occupation qu'on propose est pérenne.

Quelle gouvernance avez-vous mis en place pour cette occupation ?

L. A. : Le collectif rassemble 17 structures très différentes. Il y a des chercheurs, des start-up, des entreprises, des associations, des citoyens. Nous avons un conseil d'administration mais surtout des groupes de travail d'où partent les décisions.

A. B. : Aujourd'hui, le nom de tiers-lieu est un peu dévoyé, alors qu'à la base il y a une idée de collaboration entre les résidents. Ce n'est pas un hôtel ! Chacun s'investit dans le projet collectif et travaille avec les autres. Par ailleurs, la Halle Belleville appartient à un réseau qu'on veut continuer de développer ailleurs en France. C'est ce qui permettra de pérenniser l'initiative.

Comment s'assurer que les espaces vacants sont réhabilités au bénéfice des citoyens ?

L. A. : Pousser pour l'occupation de ces lieux, c'est un travail de tous les jours. Par définition, on est à la merci de la personne qui les met à disposition. Mais les institutions doivent aussi savoir laisser une marge de manœuvre, faire confiance.

A. B. : Il faut d'abord qu'un tissu local le souhaite, puis pousser auprès des élus pour que ces espaces vacants soient mis au service de projets d'intérêt général. Ces projets doivent avoir un modèle économique viable pour pouvoir être indépendants. Enfin, pour que la reprise d'une friche soit un succès, il ne faut pas oublier son histoire. Par exemple, c'est à Belleville que sont tombées les dernières barricades de la Commune : c'est un lieu important pour la démocratie.



© Girishdesigns

LA FIN DU CALVAIRE ?

TROUVER UN APPART SANS PASSER PAR UNE AGENCE

Dans beaucoup de villes françaises, décrocher un appartement relève du parcours du combattant même avec un salaire décent. Voici trois plateformes alternatives aux agences immobilières, leurs frais et leurs exigences. **Côme Bastin, avril 2018**

LOCAT'ME, QUAND LES PROPRIOS CONTACTENT LES LOCATAIRES

Lancée en juillet 2013, cette plateforme atypique propose de jouer les intermédiaires entre propriétaires et locataires. Pour trouver un logement, il faut d'abord y déposer son dossier (bulletins de salaire, avis d'imposition, etc.). Le système de matching permet ensuite aux propriétaires de trouver les locataires correspondant à leurs besoins pour les contacter. À l'arrivée, une relation plus directe et aucun frais d'agence. À noter que pour aller plus loin, le fondateur de la plateforme, Antoine Marck, a lancé sa propre agence immobilière digitale : l'Agence Blue. Elle

s'adresse aux propriétaires et ne facture que 199 euros de frais, uniquement si Blue leur trouve un locataire. Les deux plateformes sont soutenues par la MAIF.

LA COHORTE DES SITES DE COLOCATION

Selon une étude du site Appartager, la coloc' n'est plus l'apanage des étudiants et séduit désormais les salariés. Toujours selon le site, le marché de la colocation immobilière en France progresserait de 30 à 40 % par an en France ! Appartager recense actuellement 6 355 offres de colocations à travers l'Hexagone. Après avoir créé son profil, on peut y contacter les propriétaires directement pour dégoter une chambre. Également à noter, le site Cotoiturage, imaginé spécialement pour les familles monoparentales, de plus en plus

nombreuses elles aussi à chercher des colocataires... Ainsi que les sites colocation.fr, lacartedescolocs.fr ou encore smooovup.com.

PASSER PAR LEBONCOIN

Ce n'était pas sa vocation initiale, mais la plus célèbre des plateformes de vente entre particuliers est devenue une véritable plaque tournante de l'immobilier. Si les agences ont largement investi le site, il est possible de trouver tous les types de logements auprès de particuliers et de contacter directement les propriétaires. Il suffit pour cela de filtrer les annonces en excluant les professionnels. Ce qui n'évite pas en revanche la concurrence avec d'autres locataires... nombreux à passer par Leboncoin pour chercher un logement. ●

COPROPRIÉTÉ COLLABORATIVE

TÜBINGEN, CAPITALE DE L'HABITAT PARTICIPATIF

Parmi les tendances qui s'inscrivent directement dans la mouvance de l'économie collaborative, l'habitat groupé ou participatif connaît un nouvel essor depuis une dizaine d'années. Tübingen, en Allemagne, montre que c'est bien possible. 7 000 des 90 000 habitants de cette petite ville du Bade-Wurtemberg logent actuellement dans un habitat participatif, et pas moins de 200 projets ont vu le jour depuis le milieu des années 90. Les autorités ont lancé en 2015 un appel à projets pour la construction du quartier de Güterbahnhof, qui sera entièrement consacré à l'habitat partagé ou à l'« autopromotion », comme on préfère l'appeler outre-Rhin.

CHOIX DE VIE

Le principe : des associations de futurs propriétaires préparent et réalisent ensemble l'aménagement d'une parcelle mise à leur disposition par la commune. Ils définissent le style architectural des bâtiments, les matériaux utilisés (souvent écologiques) et l'aménagement des espaces communs. Une fois le bâtiment construit, ce concept, à la croisée de la maison individuelle et de l'établissement communautaire, permet aux ha-

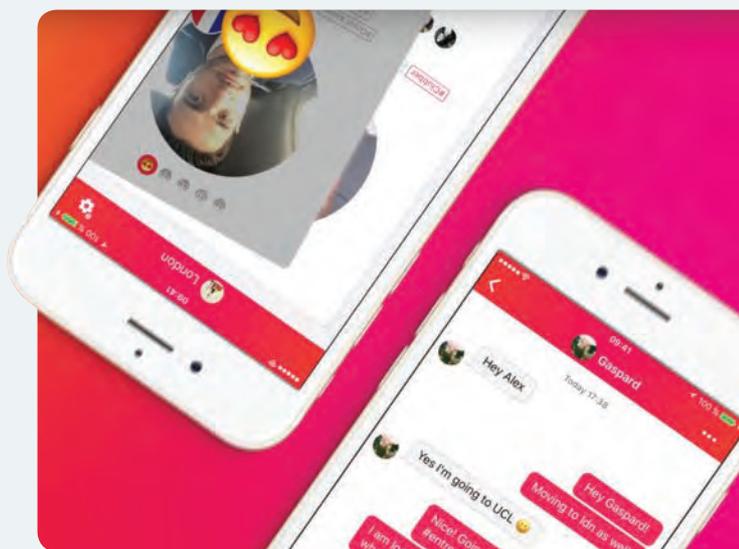


bitants de vivre libres, chez eux, en partageant des espaces communs avec les autres acteurs de ce projet.

Le confort et le tarif ne sont pas les arguments massue, bien que le prix du mètre carré d'un logement en habitat participatif ait de quoi faire pleurer un Parisien... C'est avant tout un choix de vie, un état d'esprit, une quête de mixité sociale et générationnelle, la

volonté de vivre dans un environnement sain et écologique et de mutualiser les ressources. Car au sein d'un bâtiment participatif, le concept de « vivre ensemble » prend tout son sens. On partage les charges, les frais, les équipements, les lieux, les joies, les problèmes, parfois même les peines... Bref, on vit plus solidaires. ●

avril 2018 Courrier international



PLUTÔT FÊTARD, VÉGÉTARIEN, OU NON-FUMEUR ?

LE TINDER DE LA COLOC'

C'est après avoir vécu des expériences d'habitat collectif peu concluantes que Lauren Dannay et Alexandre Assal ont décidé de lancer Whoomies. Cette appli permet de rechercher une colocation ou un colocataire par affinités. Chaque utilisateur est invité à renseigner des critères tels que le mode de vie, l'alimentation ou la sociabilité. À l'arrivée, un profil qui détermine un score de compatibilité avec d'autres. Quand deux utilisateurs valident mutuellement leur vision de la coloc', c'est alors le « match », comprendre la mise en relation. ● **Côme Bastin, avril 2018** Collab'active



TRAFIC D'AUTO

LA RÉVOLUTION DE LA MOBILITÉ PARTAGÉE

Avec le boom du numérique, le secteur de la mobilité foisonne d'idées et d'initiatives chaque jour un peu plus abouties. Hier, les voitures ou les vélos en libre-service ; aujourd'hui, les start-up solidaires, demain, les véhicules autonomes. Les villes doivent rapidement s'adapter pour répondre aux défis sociétaux et environnementaux. **Avril 2018 L'OBS**

C'est quoi la mobilité en France en 2018 ? Chaque jour, 70 % des actifs se rendent au travail en voiture contre 15 % en transports en commun.

Quant à la bicyclette, malgré l'essor du vélo-partage (plus de 30 villes en France proposent des bornes de vélos en libre-service), elle ne roule que pour 2 % des actifs, soit 500 000 travailleurs environ. Les marcheurs sont trois fois plus nombreux (6 %). Pourtant, une question se pose : avec le tout-voiture, comment faire pour respirer et arriver à l'heure ? L'an dernier, les émissions de CO₂ provenant des véhicules neufs étaient à la hausse. Une première depuis 23 ans. Sachant que le trafic routier correspond déjà à 25 % des émissions de particules fines dans les grandes agglomérations, le risque de s'étouffer en roulant devient majeur. Heureusement, de nouveaux acteurs responsables proposent aux citoyens de changer leurs habitudes. Alors que la population

au sein des villes augmentera de 30 % d'ici 15 ans, le temps d'une mobilité durable a sonné. Ne serait-ce que pour avoir une chance de ne pas passer des heures dans les bouchons, l'autopartage ou le covoiturage deviennent des usages nécessaires.

IDÉES SOLIDAIRES

Depuis 2011 et l'arrivée des premières Autolib' à Paris, le service d'autopartage de voitures électriques, le marché de la mobilité est entré dans une nouvelle phase, une sorte de 2.0 où l'aspect social et participatif prend le dessus. C'est dans cette quête de solutions intelligentes que Charlotte de Vilmorin a créé en 2015 Wheeliz, une start-up de location de voitures aménagées entre particuliers. Pour les 400 000 Français en fauteuil roulant, la difficulté de trouver un véhicule adapté était un casse-tête quotidien. Désormais, en quelques clics, il est possible de trouver une voiture disponible et as-

surée contre tous les risques. La mobilité solidaire touche toutes les communautés et tous les types de transports. Même les passionnés de camping-car peuvent se retrouver pour louer leur véhicule à des particuliers. Plus qu'un simple service, le site Yescapa permet ainsi de faire des économies (30 à 50 % moins cher que chez un loueur professionnel) et de démocratiser un peu plus encore les voyages en camping-car. Pas de doute, l'essor du numérique a redistribué les cartes de la mobi-

“LA MOBILITÉ SOLIDAIRE TOUCHE TOUTES LES COMMUNAUTÉS ET TOUS LES TYPES DE TRANSPORTS.”

lité. Et la mutation est en cours : d'ici 2030, plus d'un kilomètre sur trois sera « partagé », tandis que 40 % des kilomètres parcourus pourraient l'être à bord de véhicules autonomes. À ce train-là, la révolution est en marche ! ●



DR

COVOITURAGE LIBRE

L'UNION FAIT LA FORCE

Les plateformes RoulezMalin et Covoiturage-libre vont mutualiser leurs communautés ainsi que leurs moyens techniques. Objectif : défendre l'esprit d'origine du covoiturage.

Fleur Weinberg, août 2018 

«  quand quelqu'un partage son trajet avec quelqu'un d'autre, cette générosité et cette conscience écologique ne doit pas venir enrichir des fonds d'investissement », explique Bastien Sibille. Président de Covoiturage-libre,

l'homme vient de nouer un partenariat avec le site RoulezMalin. Ces deux acteurs du covoiturage libre (ils ne prélèvent pas de commissions) souhaitent augmenter leur masse de covoitureurs pour être une vraie alternative. Pour Bastien, l'aventure Covoiturage-

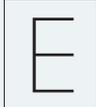
libre a débuté en 2016, lorsqu'il reprend les rênes du site « *laissé un peu en jachère* ». L'association, née en 2011, a survécu face au géant BlaBlaCar (ex covoiturage.fr). Elle propose 100 000 trajets annuels et revendique une communauté active de 25 000 membres. « *Certains usagers n'ont jamais supporté que covoiturage.fr change de modèle économique (en devenant BlaBlaCar, la plateforme a commencé à prélever une commission sur chaque trajet, ndr)* », raconte Bastien Sibille.

PLATEFORME OPEN SOURCE

Face à l'importante communauté de BlaBlaCar, l'idée de s'allier avec RoulezMalin fait son chemin rapidement. En 2017, Matthieu Jacquot, son fondateur, accepte de passer son infrastructure sur un socle open source, ce qui entame le partenariat entre les deux plateformes. Aujourd'hui, RoulezMalin et Covoiturage-libre vont plus loin en fusionnant leurs annonces. Pour les covoitureurs, rien ne change : ils continueront à aller sur la même plateforme. Mais ils auront accès à beaucoup plus de propositions de trajets puisque celles-ci seront mutualisées entre les deux sites. De nouvelles fonctionnalités feront aussi leur apparition sur Covoiturage-libre comme le compte utilisateur (pour éviter les lapins) ou les pages événements. « *On est en train de redessiner les cartes du covoiturage en France* », espère Bastien Sibille. ●

L'IDÉE FAIT SON CHEMIN...

DES TRANSPORTS EN COMMUN GRATUITS ?

«  Et si demain, on empruntait le métro sans avoir besoin de ticket? Selon un courrier adressé à la Commission européenne, l'Allemagne envisage de prendre cette mesure pour réduire la pollution, en particulier à Berlin. À Paris, Anne Hidalgo déclare que « *la question de la gratuité des transports est une des clés de la mobilité urbaine dans laquelle la place de la voiture polluante n'est*

plus centrale. » Cette idée est déjà une réalité dans plusieurs villes d'Europe. En France, la plus grande des agglomérations à avoir opté pour la gratuité totale est Niort (120 000 habitants). Idem pour Torrevieja en Espagne (101 381 habitants). Tallinn, la capitale de l'Estonie, a ouvert gratuitement son réseau d'autobus, trolleybus et tramways à ses 447 414 habitants, un record. ● Côme Bastin, mars 2018 



COVOITURAGE URBAIN

QUAND ON ARRIVE EN VILLE

Solidaire, citoyen, économique, écologique... Bien qu'il offre de nombreux avantages, le covoiturage urbain ne représente encore que 3 % des déplacements quotidiens en France. Petit tour d'horizon des services disponibles entre particuliers *via* des applications mobiles. **Sandra Coutoux, juin 2018** 

**PARTAGER SA VOITURE AVEC SES COLLÈGUES**

85 % des automobilistes français roulent seuls pour se rendre sur leur lieu de travail.

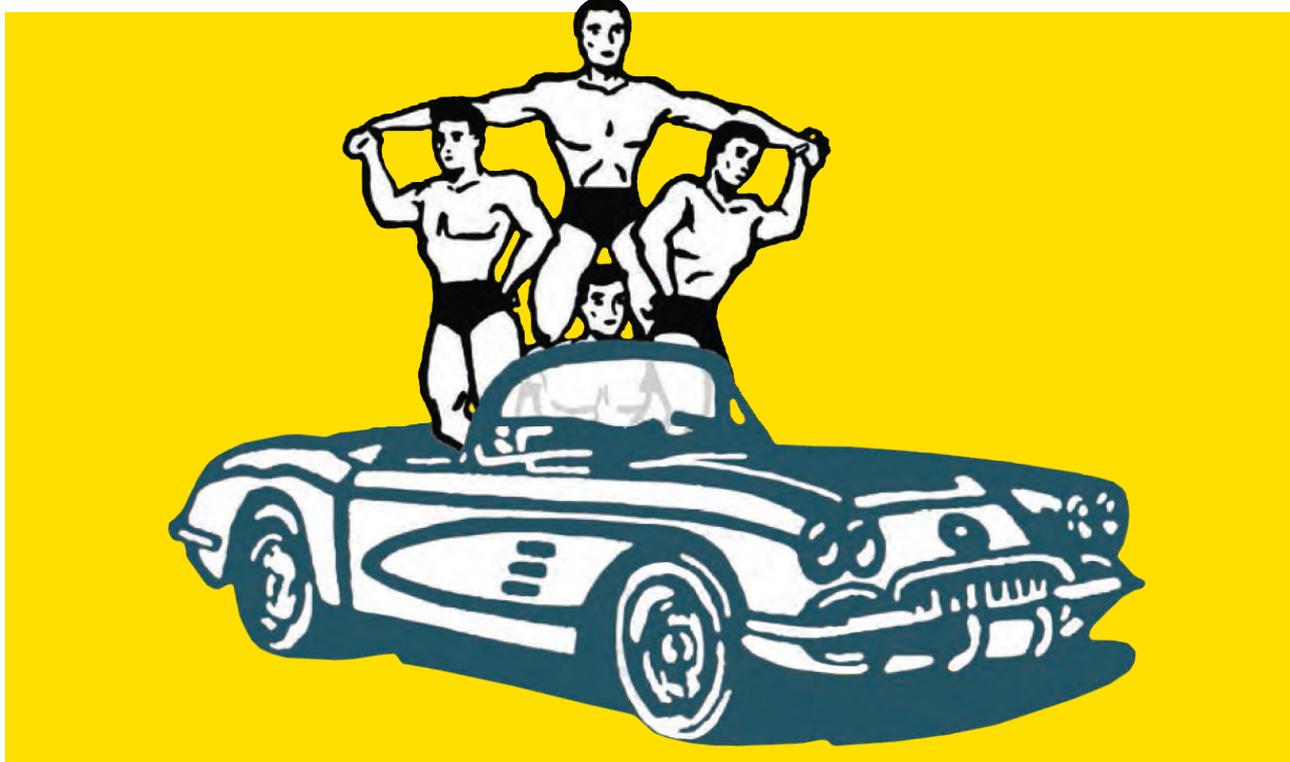
Pourtant, 30 % des salariés se disent prêts à covoiturer ! Pour les aider à franchir le cap, Klaxit propose des itinéraires réguliers entre les grandes villes françaises et les bassins d'emplois. Le leader du covoiturage domicile-travail compte parmi ses clients une centaine de grandes entreprises. L'application permet ainsi à un salarié d'identifier dans son

entreprise ou une entreprise voisine, un collègue qui parcourt un trajet quotidien identique au sien et de planifier un déplacement commun. « *Ce service facilite le covoiturage car l'un des freins au déplacement partagé, c'est souvent la méfiance* », explique Julien Honnart, cofondateur de Klaxit. L'avantage ? Les frais d'abonnement sont pris en charge par l'entreprise. 100 000 trajets réguliers sont ainsi proposés chaque jour en France à des milliers de salariés.

**L'AUTO-STOP CONNECTÉ EN VILLE**

L'application OuiHop met en relation, en temps réel, des piétons et des auto-

mobilités qui vont dans la même direction. Le conducteur partage son trajet en ligne avant de prendre la route et reçoit une notification lorsqu'il croise un passager potentiel sur son chemin. À lui ensuite de décider s'il souhaite s'arrêter ou non pour le déposer. Ce covoiturage instantané fonctionne bien dans les grandes villes : « *L'urbanisation croissante éloigne de nombreux citoyens des arrêts de transports en commun* », analyse Franck Rougeau, le cofondateur de OuiHop. L'abonnement à ce service d'auto-stop urbain est facturé 2 euros par mois aux piétons. L'automobiliste est lui récompensé par des chèques carburant ou des places de parking gratuites. 50 000 personnes utilisent



cette application à Paris, Nantes, Bordeaux et Lyon.



LE COVOITURAGE ENTRE VOISINS

Proxiigen est une plateforme collaborative, idéale pour échanger des services entre voisins, se prêter du matériel de bricolage ou organiser un déplacement en voiture. La particularité du site ? L'entraide est sans contrepartie financière. Le covoiturage est donc totalement gratuit. La plateforme fonctionne comme un réseau social de proximité. Il suffit de s'y inscrire pour trouver ou proposer des trajets ponctuels ou réguliers. Le site met ensuite en relation des conducteurs et des passagers en fonction des besoins des uns et des possibilités des autres. Une solution pratique et solidaire pour amener ses enfants à l'école, aller faire ses courses ou se rendre dans son club sportif. « *Ce covoiturage de proximité fonctionne bien dans les zones rurales et les villes de moins de 100 000 habitants* », précise Franck Dechaume, le fondateur de la plateforme.



LE COVOITURAGE POUR ARRONDIR SES FINS DE MOIS

Certains automobilistes proposent de transporter des passagers sur des courtes distances car cela permet de générer des revenus occasionnels. Avec Citygoo les règles sont fixées à l'avance. Les conducteurs se connectent sur l'application, indiquent leur itinéraire et proposent un prix pour leur trajet. Les passagers font de même et sont libres de faire leur choix parmi les différents tarifs affichés. Le conducteur est rémunéré entre 10 et 60 centimes par kilomètre parcouru. L'application est très utilisée dans les zones urbaines où se déplacer d'une banlieue à une autre nécessite énormément de temps. La majorité des utilisateurs de Citygoo sont situés en Île-de-France. ●



COURSES PARTAGÉES MON VOISIN EST MON LIVREUR

Ils sont de plus en plus nombreux à faire appel à des particuliers pour faire leurs courses, court-circuitant ainsi les services de livraison des grandes enseignes.

Côme Bastin, janvier 2018 CONSO COLLABORATIVE

Il s'appellent Shopopop, OuiKAN, Courseur, You2You ou encore Yper. En deux ans, les start-up de livraison de courses entre particuliers se sont multipliées en France. Elles s'inspirent du succès outre-Atlantique d'Instacart, qui propose à des « shoppers » d'aller faire les courses pour leurs voisins au supermarché du coin. « *On s'adresse à deux publics différents, détaille Johan Ricaut, qui a lancé Shopopop. D'un côté, de jeunes actifs et des couples avec enfants qui cherchent à gagner du temps. De l'autre, des personnes dépendantes et/ou éloignées des supermarchés.* » Lancée fin 2016, Shopopop se déploie pour l'instant à Nantes, Rennes, Angers, Lyon et bientôt Orléans et Bordeaux. En partenariat avec plusieurs distributeurs tels que Leclerc, Auchan ou encore Leroy-Merlin, la plateforme repose sur un système d'annonces. Le client fait ses courses sur le site de l'enseigne, puis poste la référence de sa liste sur Shopopop. Un des shoppers (livreur) peut alors récupérer les produits au « drive » d'un magasin pour les lui déposer à domicile. Coût pour le client : six euros, dont cinq reviennent au livreur et un à Shopopop.

SECTEUR NAISSANT

Dans ce secteur encore naissant, les modèles diffèrent. Chez OuiKAN, le shopper ne va pas simplement récupérer les courses dans un drive mais effectue les achats au sein de l'hypermarché. La livraison en elle-même n'est pas rémunérée, mais le Shopper bénéficie d'un certain nombre d'avantages, en partenariat avec les magasins. « *Certaines enseignes créditent par exemple 5 % du montant sur une cagnotte qu'il peut ensuite utiliser personnellement* », détaille Jean-Yves Maurel, fondateur de OuiKAN. Si la rémunération peut sembler un peu faible, ce ne sont pas les volontaires qui manquent pour livrer leurs voisins. « *On a plutôt du mal à recruter des clients* », raconte le fondateur de OuiKAN. « *C'est pas évident de se faire livrer ses courses par quelqu'un qu'on ne connaît pas* », confirme Johan Ricaut. ●



Dans sa mini-boutique de la Goutte d'Or (Paris 18^e), Pierre Coulon produit, affine et vend une quarantaine de fromages faits maison.

© Erwan Floch

UN FROMAGE À LA GOUTTE D'OR ET PLUS SI AFFINÉ

Ancien éleveur de brebis, Pierre Coulon a décidé de « retourner à la ville » ouvrir sa propre fromagerie. En cette fin 2017, la Laiterie de Paris est devenue la première à fabriquer du fromage intramuros. Portrait d'un artisan militant, garanti sans conservateurs.
Sarah Diep, février 2018 SOCIALTER



« Aah ! Bah voilà le Béarn ! » Pierre Coulon lâche un grand soupir de soulagement en apercevant le poids lourd s'arrêter devant sa vitrine et décharger sa livraison de tommes cendrées odorantes. Nous sommes à la veille de l'ouverture de la Laiterie de Paris, dans le

quartier effervescent de la Goutte d'Or, et le jeune fromager s'agite dans tous les sens. C'est qu'il est attendu au tournant : il inaugure en ce 15 décembre la première laiterie urbaine de la capitale. À ne pas confondre avec les fromageries en vogue de « SoPi » (quartier sud de Pigalle) non loin de là : cette Laiterie avec un grand « L » est aujourd'hui la seule à produire ses fromages sur

place. *« On ne travaille que du lait cru, qu'on fait venir de la région, principalement de Seine-Maritime pour le vache et d'Ille-et-Vilaine pour le chèvre »,* précise Pierre. *« Parfois, on importe directement des créations qui viennent de plus loin – comme ces tommes incroyables du Sud-Ouest –, mais toujours de producteurs qu'on est allé dénicher et qu'on connaît personnellement. »*

Si le Nantais y met un point d'honneur, c'est qu'il a lui-même été éleveur en Loire-Atlantique. À 33 ans, le jeune homme a déjà eu plusieurs vies : alors qu'il travaille sur sa thèse de psycho, un peu déprimé par les débouchés, il se lance dans un BTS agricole par correspondance. *« Un de mes profs de fac a trouvé bête que je me disperse, il m'a dit : "Faut choisir entre la psycho et aller élever des chèvres." Je l'ai pris au pied de la lettre ! »* Mais au bout de cinq ans de splendeurs et misères de la vie paysanne, son naturel de citadin revient au galop. *« Ça suffit Pierre, faut*

rentrer à la ville ! » Un passage de deux ans comme directeur adjoint dans la prestigieuse maison Androuet, et c'est décidé : il va créer sa propre laiterie dans la capitale.

FINI LES VACHERIES

« On a lancé les fromages il y a trois semaines, donc là on commence à avoir un peu de stock en affinage », se réjouit le jeune homme en pénétrant dans l'arrière-boutique. « Dans la gamme chèvre, on fait des pyramides, des crotins. On fait aussi des petits lingots de brebis. Ça, c'est une sorte de Brillat-Savarin en bien meilleur, avec de la crème qui nous est envoyée et transformée dans les 12 heures après l'écrémage pour qu'elle reste liquide – c'est un défi à chaque fois ! Sinon, on fait évidemment des yaourts aromatisés avec nos propres confitures. » Enfin, le laitier nous présente sa petite fierté perso : le « Myrha », du nom de la rue voisine, un moelleux au lait de vache affiné avec la bière locale de la Goutte d'Or. « C'est l'histoire d'une floppée de voyages », raconte-t-il. « Un été, j'ai travaillé en alpage où l'on faisait du reblochon. C'est inspiré de ça, mais également des ferments du pont-l'évêque et du maroilles.

“QUAND ON TE DIT QUE C'EST BON, ÇA RENVOIE À TES ÉLEVEURS, À CE QUE TU AS FAIT DE TES MAINS, À TON ÉNERGIE.”

L'idée, c'est de laisser s'exprimer ce qu'il y a dans l'air de Paris. Eh ben, pour l'instant, ça va bien ! » Capitale du pays qui compte tout de même près de 250 fromages différents, Paris n'en a pourtant aucun à son nom. « Il y avait seulement des vacheries où l'on faisait du lait frais autrefois. Mais la chance qu'on a ici, c'est que la ville est pleine d'énergie. La clientèle est curieuse, elle recherche de la nouveauté mais aussi de la qualité. Ça crée une vraie ébullition culinaire. »

Fraîchement installé dans ce coin populaire du 18^e arrondissement où il a élu domicile, Pierre y importe des savoir-faire venus de loin. Avant de concrétiser son projet de laiterie, il a d'abord passé six mois sur la route à la rencontre des fromagers de France, qu'il a finalement prolongés par... deux ans de « tour du monde des fromages ». Les rencontres entre passionnés lui donnent mille idées à la seconde. « Je suis tombé amoureux du cheddar en Écosse. J'aimerais bien en fabriquer un avec du lait de vache salers ! »

LE JUSTE PRIX

41 000 euros de crowdfunding plus loin, la Laiterie de Paris se veut non seulement une boutique d'excellence mais surtout un exemple à suivre en termes de modèle économique. « Déjà, j'ai voulu mener la plus grosse “campagne food” de KissKissBankBank pour montrer que l'on peut financer l'artisanat autrement. Aujourd'hui, nous n'avons pas d'offre bas de gamme, notre positionnement prix s'aligne sur celui des crémiers parisiens, parce que derrière on fait vivre nos producteurs, nos salariés et aussi nos consommateurs en leur servant des bons produits. » Réfutant une gentrification marketing, le fromager milite plutôt sur l'importance d'éduquer les clients au fait que « les choses doivent avoir un prix, le juste prix » : « Je dis souvent aux fermiers qu'ils ne vendent pas assez cher. On achète le litre de lait de vache à 75 centimes, contre 33 en moyenne. Et puis on fait tout à la main, on retourne nos fromages à la louche un par un... »

Ces dernières années, Pierre regarde d'un œil amusé toute une génération de « néo-artisans » se tourner vers les métiers de bouche. Lorsqu'il sort sur le pas de sa laiterie encore dépourvue d'enseigne, un passant l'alpague : « C'est bien ce que vous faites ! » Il rit gaiement : « C'est drôle qu'il y ait un tel engouement. Ma reconversion, je l'ai faite il y a dix ans et pour moi c'est juste un job, je n'ai pas l'impression de faire quelque chose d'exceptionnel quand je réchauffe mon lait et que je fabrique mes yaourts tous les matins ! »

Fatigué par ses longues journées passées à courir derrière la dernière livraison et à retaper l'échoppe avec l'aide de ses proches avant le grand jour, le bosseur confirme néanmoins que c'est une profession « valorisante et humainement chouette ». « Quand on te dit que c'est bon, ça renvoie à tes éleveurs, à ce que tu as fait de tes mains, à ton énergie. » Pas près d'en manquer, Pierre Coulon propose déjà une quarantaine de produits et prévoit de trouver encore d'autres zones d'affinage naturel dans la métropole pour perfectionner ses « saveurs parisiennes ». ●



DÉMUSÉIFICATION

LA CULTURE PAR TOUS

Si la démocratisation culturelle a longtemps été pensée en termes d'accessibilité, le numérique vient aujourd'hui ouvrir les perspectives d'avenir d'une médiation collaborative. À l'image des expérimentations Museomix, destinées à réinventer le musée pour en faire un espace ouvert, connecté et participatif. **Août 2018** 

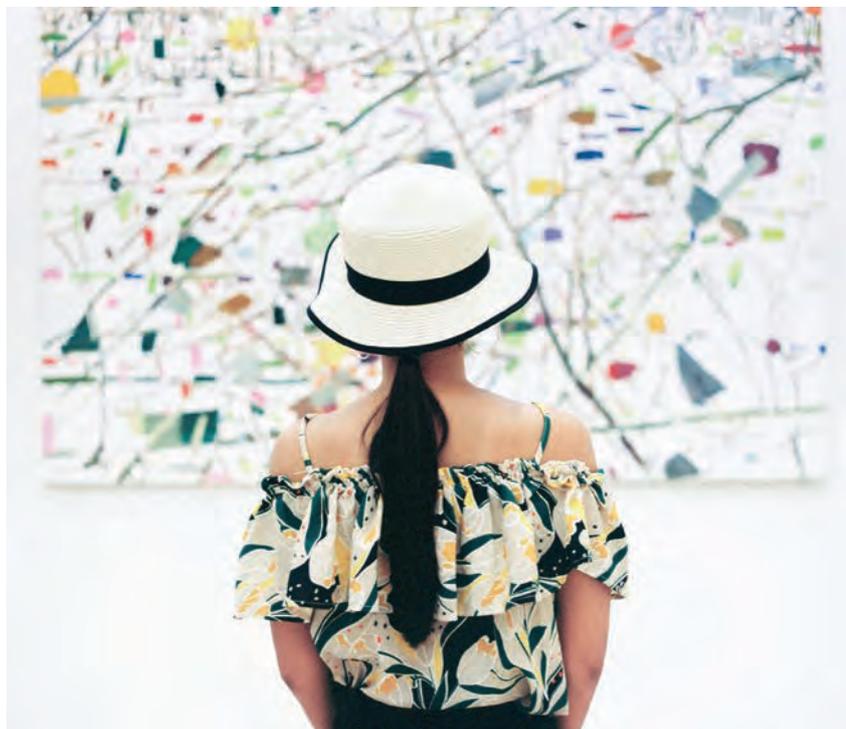
Un constat : les politiques culturelles ne parviennent plus à répondre au défi de l'élargissement des publics. Une conséquence : une démocratisation culturelle au point mort.

Une solution : sortir de « la culture pour tous » et aller vers une « culture par tous ». Museomix, événement citoyen créé en 2011, est devenu le premier *makeathon* culturel international. Un marathon créatif de trois jours pendant lesquels des équipes pluridisciplinaires investissent un musée et mettent leurs talents en commun pour inventer, fabriquer et tester des prototypes de médiation numérique interactive. Ils sont professionnels de musées, acteurs de l'innovation et des nouvelles technologies, amateurs d'art et de science, passionnés de médiation et de culture...

LE MUSÉE DU XXI^e SIÈCLE

« La vocation première de Museomix est de créer du lien », explique Fabrice Denise, président de l'association Museomix. Pour lui, « le pari est là : placer un écosystème créatif éphémère au sein d'un cadre organisé et voir comment il réussit à se nourrir des collections d'un musée pour en réinventer la médiation. Il doit être producteur de nouvelles façons de travailler. » Museomix, ce sont désormais des centaines de communautés créatives, françaises et internationales, connectées entre elles *via* une plateforme collaborative.

Au bout des trois jours de création, les publics sont invités par les museomixeurs à découvrir et expérimenter leurs prototypes, finalisés ou pas. L'occasion de découvrir un « nouveau » musée aux allures



DR

de laboratoire vivant. « Le public apprécie cette nouvelle facette un peu plus indisciplinée de l'institution culturelle. » Et pour Fabrice Denise, l'un des enjeux de Museomix sera sans doute d'impliquer

Aujourd'hui, Museomix est devenu un phénomène organique qui se répand et se transforme à travers le monde au gré des expériences. L'association devrait prochainement muter en ONG. Mais

“LE PUBLIC APPRÉCIE CETTE NOUVELLE FACETTE UN PEU PLUS INDISCIPLINÉE DE L'INSTITUTION CULTURELLE.” Fabrice Denise, président de l'association Museomix

davantage encore le public. « S'il arrive aujourd'hui en aval du processus, il serait intéressant de le faire intervenir en amont, en intégrant des visiteurs dans les équipes de museomixeurs. »

la grande communauté Museomix peut d'ores et déjà s'enorgueillir d'avoir désacralisé l'espace muséal pour mettre la culture non pas à la vue mais à la portée de tous. ●

HISTOIRE(S) DE VOISINS

UN CABINET DE CURIOSITÉS COLLABORATIF

« **C**ette cafetière a 100 ans, c'est une dame qui nous l'a confiée. Elle appartenait à son arrière-grand-mère », lance fièrement Michel Lacaille, le fondateur de l'association Mémoires, à l'initiative de ce projet de ce musée collaboratif. Dans ce cabinet de curiosités, on découvre un monde oublié: un téléphone des années 80, un vélo de facteur des années 40, en passant par le premier téléviseur vendu au Havre en 1951... Ce comédien havrais l'avoue, il n'aime pas jeter les choses. Lorsqu'il a l'idée de créer un musée participatif gratuit ouvert à tous qui raconterait l'histoire des habitants du quartier, la ville décide de le soutenir en mettant à sa disposition un local: « *J'avais juste envie que ce soient les gens qui créent ce musée* », explique-t-il. Aujourd'hui, la Fabrique à souvenirs expose près de 900 objets qui évoquent le passé ouvrier, maritime ou tout simplement populaire de la ville. Les habitants se sont pris au jeu et

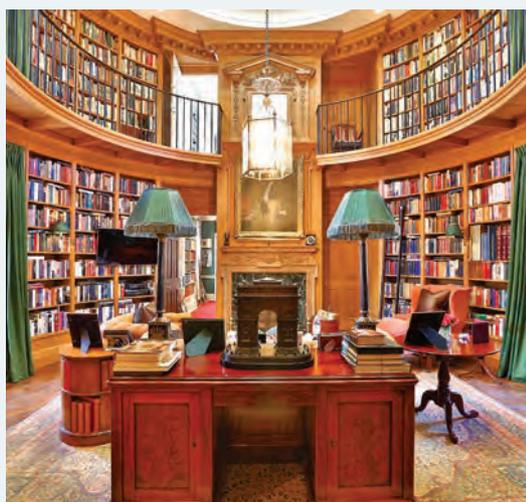


viennent régulièrement proposer leurs trésors de famille.

ACCOMPAGNER LA TRANSITION DU QUARTIER

Au cours des visites, des enfants découvrent les téléphones et les tourne-disques de leurs grands-parents. « *Certains demandent comment on envoyait des SMS à l'époque...* », sourit Michel. Lors des visites, la parole se libère. « *Les objets évoquent des souvenirs communs. Cela*

rapproche les gens. » Le quartier Danton, où se situe la Fabrique à souvenirs, est en pleine restructuration, à l'issue d'une concertation citoyenne. D'ici 2020, le quartier aura changé de visage: des jardins partagés, un centre sportif avec un mur d'escalade de compétition et 400 logements verront le jour. À proximité de ce chantier, la Fabrique à souvenirs fait office de pont entre le passé et l'avenir. ● **Sandra Coutoux, décembre 2018** 



TROUVEZ VOS LIVRES CHEZ VOS VOISINS

VOUS AURIEZ DU ZOLA ?

« **Q**ui n'a jamais regretté d'avoir une bibliothèque remplie, mais inutile ? Ou d'avoir acheté un livre qu'un voisin aurait pu prêter ? C'est pour donner une nouvelle vie aux livres que Valentine Dubot et Arnaud Poissonnier ont imaginé Tonbooktoo. L'application smartphone scanne les codes-barres de tous les livres pour les faire correspondre avec une base de données. Une fois cette « bibliothèque numérique » créée, il est possible de se connecter à d'autres bibliothèques à partir de différents critères géographiques et littéraires. Reste alors à fouiller dans les collections des autres utilisateurs, à entrer en contact *via* la messagerie du site puis à récupérer le livre. ● **Côme Bastin, juin 2018** 



TOURISME 2.0

UNE GÉNÉRATION EN QUÊTE DE SENS

Écologie, solidarité, responsabilité, coopération : le tourisme collaboratif propose de nouvelles façons de voyager. À la croisée des chemins entre tourisme, commerce et innovation, il séduit de plus en plus, marchant sur les platebandes des acteurs traditionnels du secteur. **Juin 2018** III

Peut-être avez-vous déjà pratiqué le tourisme collaboratif : soit en réservant votre location, en proposant d'échanger votre maison ou encore en recherchant une bonne âme pour garder votre animal de compagnie. Aujourd'hui, que vous soyez adepte des vacances 5 étoiles, des voyages en mode sac à dos ou des vacances culturelles, de multiples services vous mettent en relation avec d'autres particuliers. Car c'est cela, le tourisme collaboratif : un court-circuit du tourisme de masse traditionnel. *Exit* les vacances packagées et autres voyages organisés : le touriste 2.0 veut donner du sens à ses vacances.

NOUVEAUX VOYAGES, NOUVEAUX USAGES

Autour de l'offre centrale qu'est l'hôtellerie, les pratiques se développent et tout

un écosystème se met en place. Cela passe nécessairement par le numérique : sur le Net, les forums fourmillent de trucs et astuces pour trouver LE point de vue imprenable où poser son van pour la nuit, LE petit restaurant qui ne paie pas de mine et pourtant si authentique. Le géant du tourisme collaboratif Airbnb a bien anticipé cette tendance : en plus de réserver un logement, vous pouvez acheter une « expérience », par exemple un cours de photo ou de cuisine, une dégustation de vin ou le vernissage d'une exposition. À la clef, un regain d'authenticité et une expérience plus immersive sur son lieu de villégiature. Et surtout, le sentiment d'avoir vécu des vacances uniques, à l'inverse des circuits traditionnels du tourisme de masse. Authenticité et simplicité sont aussi de mise avec des services d'échange de maison comme GuestToGuest.

TRAVAILLER PLUS POUR VOYAGER PLUS

Pour s'investir encore davantage dans leur voyage, de plus en plus de touristes n'hésitent pas à mettre la main à la pâte. Entre 2016 et 2017, plus de 20 000 français sont partis en Australie avec le fameux PVT, Passeport Vacances Travail. Au programme : découverte bien sûr, selfies avec les kangourous, mais aussi travail à la dure dans des exploitations agricoles. Apprendre, transmettre des valeurs de l'agriculture biologique et faire découvrir les terroirs : c'est le pari de l'association WWOOF France, qui met en relation touristes en quête de sens (les « woofeurs ») et hôtes en recherche de coups de main. Un peu d'huile de coude et beaucoup de bienveillance : la recette pour des vacances coopératives réussies, à petit budget et sans prise de tête ! ●



HÉBERGEMENT EN CIRCUIT COURT BOOK DIFFERENTLY

Et si voyager de manière plus équitable commençait déjà par le choix de la plateforme de réservation ? Passer par les grandes centrales telles que Booking, Hotels.com ou Trivago est devenu un réflexe pratique pour une majorité d'internautes. Du côté des professionnels de l'hôtellerie, ces sites permettent de rendre facilement visible son établissement. Mais ils interrogent désormais – d'autant que ces professionnels ont été peu épargnés par la déferlante Airbnb...

« Les commissions pèsent très lourd sur la trésorerie des hébergeurs. Entre 15 et 30 % sont prélevés sur la réservation pour être visible sur le site », déclare Laurent Bougras, directeur de Fairbooking. Face à ce constat, il veut défendre la réservation directement auprès des hébergeurs. Le site

Fairbooking, qu'il a lancé en 2013 avec des hôteliers nantais, recense près de 4 000 offres de logement. En échange d'une réservation directe auprès de l'hébergeur, celui qui voyage se voit proposer un surclassement, une réduction sur sa facture ou un petit-déjeuner.

COOPÉRATIVE TOURISTIQUE

Alors que les géants de la réservation peuvent déboursier des sommes astronomiques en marketing, des sites comme Fairbooking doivent miser sur le bouche-à-oreille. « On met en garde les offices du tourisme. Ne privilégiez pas Booking comme plateforme de réservation parce que ça appauvrit votre territoire », fait remarquer Laurent Bougras. Pour émerger, la plateforme veut devenir une coopérative ouverte à l'ensemble des acteurs touristiques locaux tels que les bars, restaurants et sites culturels. David contre Goliath ? « Oui, mais c'est David qui gagne à la fin », aime à rappeler le directeur. ●

Jeremy Pain, mars 2018 

ET VOUS ?

1 FRANÇAIS SUR 3 VOYAGE COLLABORATIF

Un tiers. C'est la part de Français qui ont déjà utilisé ou comptent utiliser une plateforme de l'économie collaborative pour organiser leurs vacances. Ce chiffre est issu d'une étude



réalisée par l'institut Yougov pour Sailsquare, start-up qui permet de voyager à plusieurs en voilier. Dans le détail, 64 % des sondés ont déjà utilisé une plateforme d'hébergement (comme Airbnb, NightSwapping ou

Couchsurfing) et 47 % une plateforme de transport collaboratif (comme BlaBlaCar). Parmi ces adeptes, une part significative (57 %) utilise plusieurs plateformes à la fois. ●

Côme Bastin, juin 2018 

INNOVATION DANS LE SPORT

LES START-UP FRANÇAISES MÉDAILLE D'OR !

Paris, capitale de l'innovation dans le domaine du sport ? Depuis quatre ans, les jeunes entreprises dynamisent le secteur à travers des idées aussi audacieuses que pérennes. Pour y parvenir, elles peuvent s'appuyer sur des incubateurs comme Le Tremplin qui propose un accompagnement personnalisé et de qualité. **Août 2018 L'OBS**

Roland-Garros, le Parc des Princes, Jean-Bouin... trois temples mythiques du sport français qui se tiennent à quelques dizaines de mètres. Trois lieux qui voient passer depuis des décennies les plus grands sportifs français, mais également des futurs grands chefs d'entreprises. Il suffit de franchir les portes de Jean-Bouin pour s'en rendre compte. Depuis 2015, une plateforme d'un nouveau genre s'est installée dans le bel écrin du Stade français. Son nom : le Tremplin.

Lancée en novembre 2014 par Paris&Co, l'agence de développement économique et d'innovation de Paris, cette plateforme dédiée au sport est aujourd'hui présidée par Omar El Zayat. Son but ? « Accueillir les start-up dans nos locaux et les aider dans leur développement. Pour y parvenir, nous réunissons tous les acteurs du secteur, des fédérations aux acteurs publics en passant par les grandes entreprises. », précise le président du Tremplin.

UN GRAND MELTING-POT

Le 15 juin dernier, à l'issue de l'audition de plus d'une centaine de candidatures, le Tremplin a annoncé sa quatrième promotion. Parmi les heureuses élues : Atawa (service de location de tente événementielle), Football Inclusive (plateforme statistique et sociale en open source) ou Yoga Connect (cours de yoga en vidéo). À la lecture des chiffres, le succès est au rendez-vous : 80 start-up ont déjà été incubées, 425 emplois créés et plus de 80 millions d'euros levés.

« Notre fierté est de constater que plus de 90 % de nos start-up sont toujours en activité alors que nombre d'entre elles ne passent pas le cap des deux ans. Cela souligne la qualité de notre accompagnement quotidien. » Une start-up qui rejoint le Tremplin peut rester jusqu'à trois ans dans les locaux du 16^e arrondissement de Paris. Pour cet accompagnement, elle débourse 1 000 euros par mois en phase d'amorçage, puis 450 euros en phase de développement. Avec des conditions de travail optimales, des rencontres permanentes et des formations avec les experts (PwC, Microsoft, RedBull...), les start-up maximisent les opportunités de business.

CAP SUR 2024

Le Tremplin n'a pas qu'une ambition locale ou nationale. Selon Omar El Zayat, la plateforme vise large : « Dans le secteur du sport, nous avons été la première du genre. Berlin, Londres ou même Los Angeles se sont inspirés de notre modèle. Dans une économie globalisée, nous voulons créer des synergies avec les autres grandes villes et partager nos connaissances. » Près de 10 % des start-up incubées sont étrangères. Elles contribuent ainsi à l'attractivité de Paris et de la France en matière de sport. Et avec la perspective des JO prévus dans la capitale en 2024, ce dynamisme *made in France* devrait continuer à attirer à l'international ! ●





Aujourd'hui, on cohabite et on covoiture, on coinvente et on cofinance.
On partage des idées, des connaissances, des expériences et des biens.
La MAIF s'engage pour cette société collaborative où les gens se font confiance pour mieux vivre ensemble.

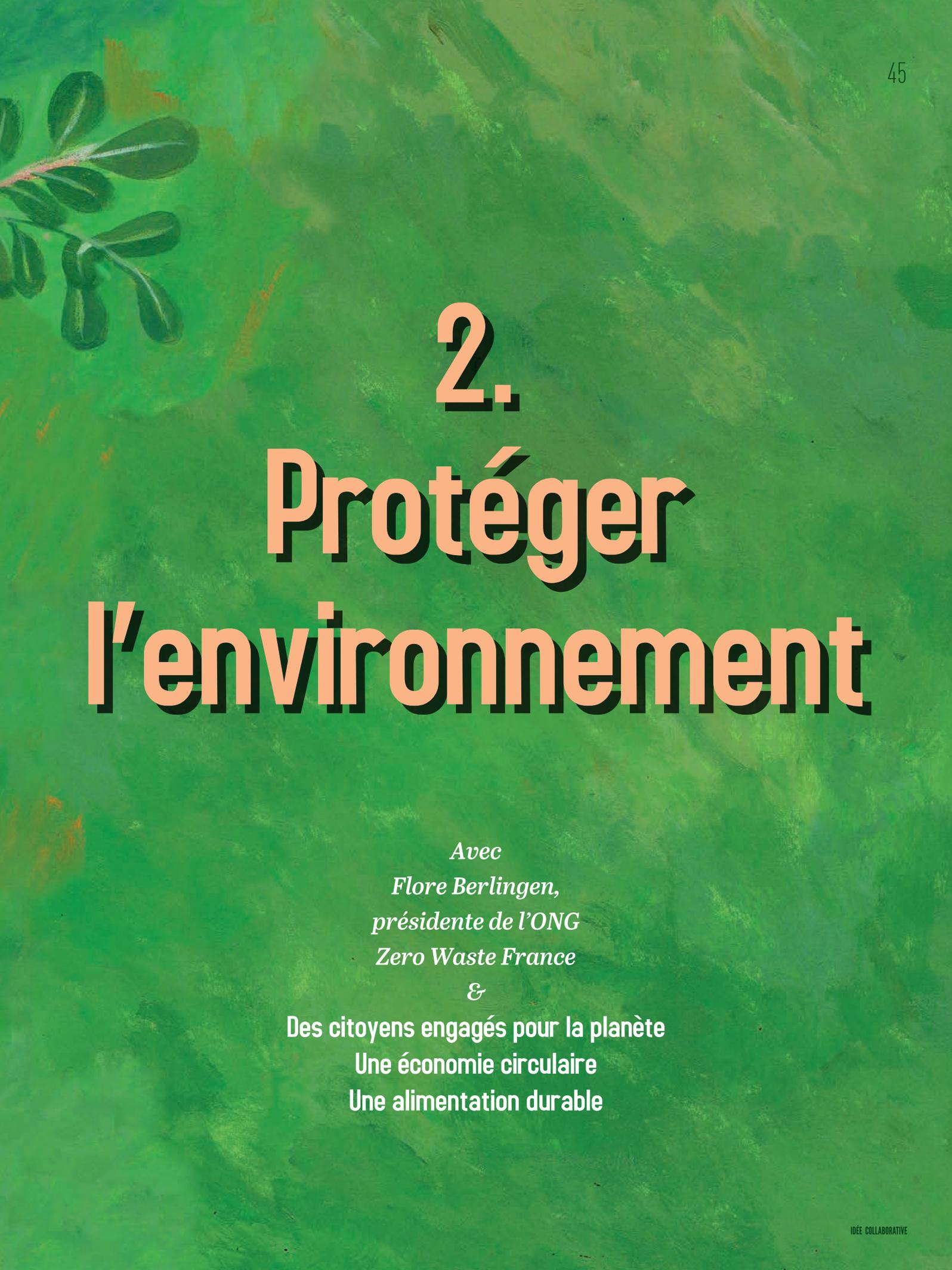
Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*





2. Protéger l'environnement

*Avec
Flore Berlingen,
présidente de l'ONG
Zero Waste France*

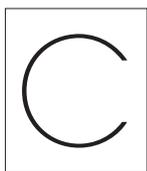
&

**Des citoyens engagés pour la planète
Une économie circulaire
Une alimentation durable**

FLORE BERLINGEN

DÉLIVRONS-NOUS DES DÉCHETS

Sensibilisation, plaidoyer législatif, actions en justice ou organisation d'événements : son ONG Zero Waste France combat sur tous les fronts le fléau de la surconsommation et les monceaux de détritiques que notre société produit. Quitte à s'attaquer aux mentalités récalcitrantes, aux entreprises hors-la-loi... et aux fausses bonnes idées. Propos recueillis par **Côme Bastin** / Photos : **Sophie Palmier**



Comment passe-t-on de OuiShare, collectif dédié à la société collaborative, à une ONG dédiée

à la réduction des déchets ?

Je travaillais au Cniid (Centre national d'information indépendante sur les déchets) lorsque les initiatives collaboratives ont émergé dans les années 2010. J'ai rejoint OuiShare parce qu'un nouvel horizon s'ouvrait alors pour la lutte contre le gaspillage, avec la promesse d'une meilleure allocation des ressources. Et puis j'ai décidé de revenir à une action plus militante au sein du Cniid, qui est ensuite devenu Zero Waste France (dont je suis à présent directrice). Le Zero Waste (*zéro déchet et zéro gaspillage*, ndr), c'est un nouveau mot d'ordre pour de nombreux territoires à l'échelle européenne. Il existe un réseau Zero Waste Europe – et nous avons aussi des homologues dans d'autres pays : Zero Waste Italy, Switzerland, Austria, Germany... Chaque organisation est indépendante, mais nous partageons la même vision.

Pourquoi la problématique des déchets est-elle si importante à vos yeux ?

Elle est bien plus vaste qu'elle n'en a l'air, parce qu'elle est liée à toutes les autres problématiques environnementales. S'attaquer

à la quantité de rebuts que notre société produit, c'est s'attaquer aux enjeux climatiques, de biodiversité, de la santé des sols, à la surconsommation, à nos modes de production... Ce qui me motive, c'est que l'on peut tous agir, à la maison, au travail, en tant qu'élu. Parfois on est dépassé, angoissé, par l'ampleur des enjeux climatiques. Mais réduire les déchets, c'est possible. Les solutions sont à portée de main et le problème pourrait être résolu à 90 % si l'on prenait les bonnes décisions. Pour cela, il y a évidemment beaucoup de blocages à surmonter.

Quels sont aujourd'hui les champs d'action de Zero Waste France ?

D'abord, l'information et la sensibilisation sur la question des déchets. C'est un sujet qui peut sembler technique, avec des enjeux juridiques et économiques qu'il faut pouvoir décrypter pour montrer qu'il y a des choix politiques derrière. Un rôle de lobbying ensuite – même si on préfère parler de « plaidoyer » comme c'est pour l'intérêt général. Trois personnes travaillent à plein temps pour suivre la réglementation et les projets de lois sur les déchets aux niveaux français et européen. Enfin, nous œuvrons sur le terrain pour accompagner tous ceux qui s'engagent dans des démarches

Flore Berlingen

1986

Naissance près de Rouen.

2008

Première expérience militante au Cniid et première visite d'un incinérateur.

2012

Cofonde le collectif OuiShare pour explorer l'économie collaborative.

2014

Prend la direction de Zero Waste France.

2016

Publie *Le scénario Zero Waste 2.0* (Éditions Rue de l'échiquier)

zero waste. Cela va des citoyens qui veulent réduire la quantité de détritiques qu'ils produisent à la maison, aux collectivités, en passant par les entreprises et les salariés qui veulent faire évoluer leurs modèles...

Beaucoup de porteurs de projets inventent aujourd'hui les biens et les services qui nous serviront demain à vivre sans déchets.

Qui vous a récemment inspiré ?

Nous sommes impressionnés par le travail du Smicval – le syndicat mixte intercommunal de collecte et de valorisation du Libournais Haute-Gironde – pardon pour le nom à rallonge. Alors que les déchetteries sont souvent des lieux un peu glauques, ils ont ouvert le Smicval Market, où l'on peut apporter des matériaux et des biens usagés mais aussi en emporter avec soi. C'est comme une grande ressourcerie à ciel ouvert, où l'on apprend aux gens à faire le tri, à remettre en vente ce qui peut l'être. Côté entrepreneurs, on ne les compte plus ! Je citerais une nouvelle plateforme qui s'appelle Murfy et propose à la fois des tutoriels pour que les gens puissent réparer eux-mêmes un certain nombre d'objets et l'intervention d'un professionnel lorsque ça coince. Il y a une continuité entre ces deux services normalement séparés qui vise à rendre le grand public au maximum autonome.

A woman with dark, curly hair is shown from the chest up, wearing a white long-sleeved shirt with black piping at the collar and cuffs. She is resting her chin on her hand, looking thoughtfully to the right. The background is a plain, light-colored wall. On the right side of the image, there is a quote in white, bold, uppercase letters.

**"RÉDUIRE
LES DÉCHETS,
C'EST POSSIBLE.
LES SOLUTIONS
SONT À PORTÉE
DE MAIN ET
LE PROBLÈME
POURRAIT ÊTRE
RÉSOLU À 90 %."**

Quels sont les combats dans lesquels vous êtes engagé en ce moment ?

Nous lançons plusieurs actions en justice pour forcer certaines grandes marques à changer leurs pratiques. Zero Waste France a porté plainte à Strasbourg contre Intermarché et Pizza Hut, qui continuent à distribuer des prospectus dans les boîtes aux lettres qui affichent un autocollant « Stop Pub ». Nous avons également porté plainte contre des restaurants McDonald's et KFC parisiens qui ne respectent pas l'obligation de trier leur déchets. Ces actions ne visent pas seulement à condamner les enseignes, mais aussi à rappeler la loi. Ainsi, il est obligatoire de trier le papier dans tout lieu de travail où il y a plus de 20 personnes, mais c'est rarement respecté.

Vous avez également lancé le « Défi rien de neuf », pouvez-vous nous en parler ?

Nous proposons aux participants d'acheter le moins d'objets neufs possibles durant l'année 2018. Il leur faut donc avoir recours à toutes les solutions alternatives : occasion, produits reconditionnés, troc, emprunt, réparation, auto-fabrication. Plus de 10 000 personnes se sont réunies sur un groupe Facebook où elles s'entraident et échangent des astuces. Nous leur envoyons une newsletter toutes les semaines pour leur faire découvrir des alternatives et organisons des rencontres dans plusieurs villes. Avec ce défi, il s'agit de sensibiliser au « sac à dos écologique » des objets. Nous ne voyons que les produit finis – un ordinateur, un smartphone – mais pas les centaines de kilos de ressources qui ont été consommées pour les fabriquer. Je crois que si autant de gens ont essayé de relever le défi, c'est qu'il commence à y avoir un ras-le-bol, un écœurement vis-à-vis d'une frénésie de consommation dont on sait qu'elle ruine notre planète. Pour l'année 2019, nous visons 100 000 participants, pour cette

fois-ci peser sur les décisions politiques et économiques.

Justement, beaucoup ont vu en l'économie collaborative une façon d'optimiser l'usage de nos ressources. Avez-vous le sentiment qu'elle a tenu ses promesses ?

Nous avons mené des études avec le collectif OuiShare pour creuser l'impact environnemental des pratiques collaboratives. En soi, le développement de plateformes de partage, de don, de revente ou d'échange d'objets est positif, parce qu'il permet d'allonger la durée de vie des produits. Mais il y a de nombreux « effets rebonds » qui compliquent le diagnostic. Par exemple, si l'on fait un long trajet en voiture individuelle pour aller chercher un objet, même de seconde main, on augmente son impact carbone. Autre effet rebond : si l'on investit l'argent gagné ou économisé grâce à l'économie collaborative pour acheter des objets électroniques neufs et consommer encore plus. Savoir qu'on peut revendre en quelques clics peut aussi pousser à l'achat... Il est donc très difficile de chiffrer l'impact environnemental de ces pratiques, qui dépend plus largement du mode de vie des utilisateurs. À vrai dire, l'environnement n'a jamais été la première raison d'être des plateformes collaboratives mais plutôt un supplément d'âme, à côté de la promesse de faire des économies. Peut-être y a-t-on donc placé des espoirs démesurés.

Beaucoup d'applications et d'entrepreneurs se positionnent sur le créneau de la lutte contre le gaspillage.

C'est très bien de faciliter les échanges, de mettre en relation des offres et des demandes qui ne se rencontreraient pas avant pour sauver des produits qui allaient finir à la poubelle. Mais là encore, gare aux effets rebonds. Si on utilise le matériel déjà en circulation comme les smartphones, c'est un moindre mal. Mais à partir du moment où l'on rajoute des

"IL EST TRÈS DIFFICILE DE CHIFFRER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES PRATIQUES COLLABORATIVES, QUI DÉPEND PLUS LARGEMENT DU MODE DE VIE DES UTILISATEURS."

objets électroniques, la pente devient glissante. Parmi ceux qui me font bondir, il y a la poubelle connectée. C'est extrêmement consommateur de ressources pour un impact écologique fort discutable...

Comment rendre les consommateurs plus conscients de l'impact de leur achats sur notre planète ?

Je crois qu'on a tous en nous un potentiel d'empathie mais qu'on préfère parfois fermer les yeux. Il faut donc d'abord se confronter à la réalité, au boulet social et environnemental que charrient nos modes de vies. J'ai été frappée par la lecture du livre *La machine est ton seigneur et ton maître* (1), qui décrit la torture psychologique qui a cours dans les ateliers de Foxconn, sous-traitant numéro un d'Apple. Il faut ensuite montrer que des alternatives existent. Je suis récemment intervenue dans une classe de lycée et j'ai été surprise par la désignation des élèves qui m'ont dit « *Mais Madame, on ne peut rien faire !* » Mais si, on peut choisir de consommer différemment, faire durer, acheter d'occasion, se tourner vers des produits responsables comme le Fair-Phone. Si nous, consommateurs, ne le faisons pas, les entreprises continueront à prétendre que c'est trop compliqué de changer. Il y a urgence !

Le vrai problème n'est-il pas le poids des lobbies ?

Prenez l'exemple des microbilles en plastique dans les cosmétiques et les produits d'entretien, dont les dangers sont avérés scientifiquement. Cela a pris des années pour les interdire, alors qu'on savait qu'on pouvait les remplacer par des ingrédients naturels ! Le Parlement européen a récemment voté l'interdiction des plastiques jetables. Toutes les fédérations

(1) *La machine est ton seigneur et ton maître*, Yang, Jenny Chan et Xu Lizhi (Agone, 2015).



professionnelles de plasturgistes ont évidemment signé un document disant que c'était inapplicable. Il faut donc bien sûr les combattre, parce qu'ils défendent et défendront leur activité envers et contre tout.

Ces avancées encourageantes font-elles le poids face à l'urgence de changer nos modes de production et de consommation ?

Depuis 5 ans, ces problématiques sont clairement identifiées. En France, il y a une appétence citoyenne forte et un engagement de beaucoup de collectivités. Les politiques publiques, malgré quelques avancées sur la fiscalité environnementale, sont à la traîne. Heureusement la Commission européenne avance de son côté. Tant que ce n'est pas bloqué à tous les niveaux, il y a de l'espoir ! Le combat doit se mener à l'échelle planétaire,

avec des offensives coordonnées de la part des ONG et des mouvements citoyens. Il faut attaquer localement les multinationales tout en les confrontant à leurs contradictions dans d'autres pays. La coalition Break Free From Plastic commence ainsi à vraiment porter ses fruits.

Vous présidente, quelles mesures chocs engagez-vous ?

Les produits plastiques à usage unique comme les gobelets, les récipients pour la vente à emporter, les couverts sont interdits immédiatement, au profit de leurs alternatives réutilisables. La consigne devient obligatoire dans les cafés et les restaurants. On met aussi à l'ordre du jour des sujets tabous comme celui des protections hygiéniques féminines et des couches pour bébés pour lesquelles il existe des alternatives moins polluantes. Et surtout, on réembauche au ministère de l'Environnement, car des tas de

"ON A TOUS EN NOUS UN POTENTIEL D'EMPATHIE. IL FAUT DONC SE CONFRONTER AU BOULET SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL QUE CHARRIENT NOS MODES DE VIES."

lois existent, par exemple sur le suremballage, mais ne sont pas respectées faute de fonctionnaires pour les faire appliquer.

Pour finir, pouvez-vous nous présenter le lieu où nous nous trouvons ?

Nous sommes dans la Maison du zéro déchet, que nous avons ouverte à Paris. C'est l'aboutissement d'un an de travail suite au premier Festival Zero Waste que nous avons organisé en 2016. Nous voulions un espace pour pouvoir échanger et sensibiliser toute l'année, un lieu de démonstration du mode de vie sans déchets dans la vie quotidienne. C'est aussi une boutique animée et tenue par des bénévoles pour apprendre à utiliser des produits zéro déchet. Le soir, nous avons un espace où se déroulent des ateliers pratiques, par exemple sur le « faire soi-même » ou sur le compostage. Et puis notre équipe a aussi ses bureaux ici. ●

DE LA FRANCE À L'ASIE

PLANÈTE PLASTIQUE

Sous forme d'emballages, de bouteilles, de pailles, de sacs ou de bidons, les déchets plastiques envahissent les océans. Comment s'en débarrasser et retrouver une mer propre ? Aux quatre coins du monde, des citoyens se mobilisent. **Grégoire Belhoste, septembre 2018** **Society**

Il stagne au ras de l'eau, douze mètres de long sur trois mètres de large. « Un coup on passe au-dessus, un coup on passe en dessous... » soupire Yvan Bourgnon, navigateur franco-suisse habitué à heurter ces larges containers. Il y a quelques années, durant son tour du monde en catamaran de sport, cet aventurier quadragénaire a pu constater de ses yeux combien l'océan Indien, notamment, était pollué par ces déchets géants. Et peut-être pire encore, par les tonnes de plastique qui flottent à la surface des mers. « Quand je suis rentré, je me suis demandé ce que l'on pourrait faire, poursuit le skipper. Par exemple, pourrait-on aller récupérer une partie de ces déchets en mer ? »

USINE DÉPOLLUANTE MOBILE

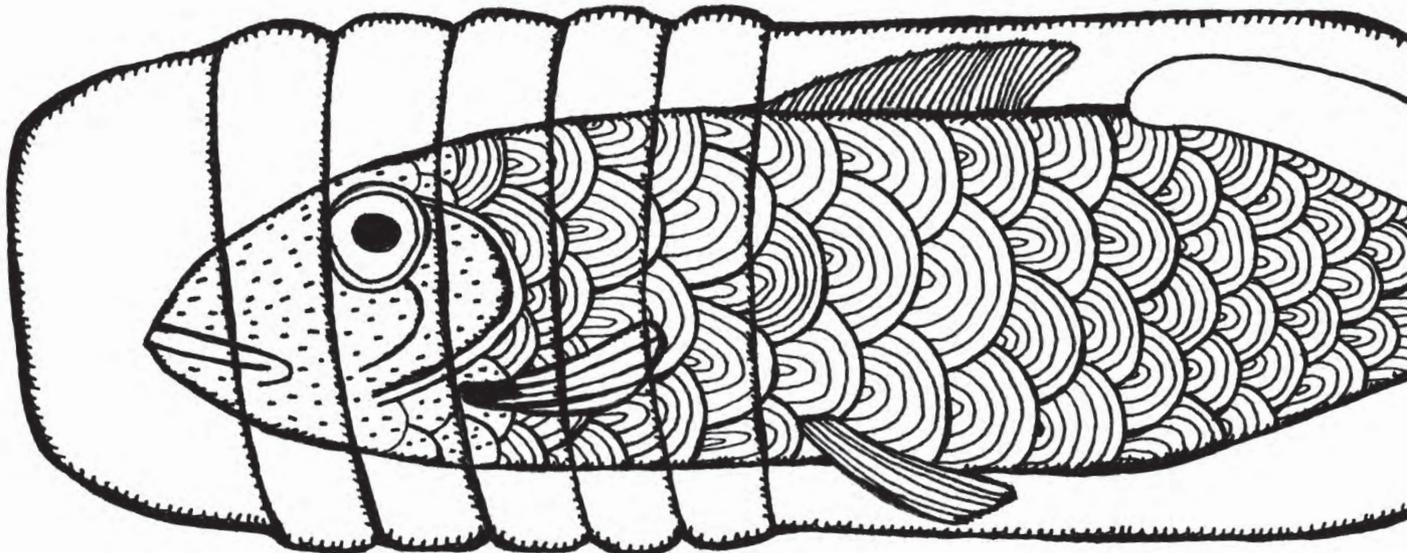
De ce constat est née l'idée du Manta. « Soixante-dix mètres de long, 49 de

large, 62 de hauteur, 3 000 mètres carrés de surface de voile, 36 membres d'équipage. Et des campagnes qui vont durer de deux à quatre semaines pour ramasser environ 600 mètres cube de plastique », énumère Yvan Bourgnon à propos de ce catamaran géant dont la mission consiste à nettoyer les mers. Pour l'heure, le Manta, projet monté avec l'association The Sea Cleaners, n'est pas sur l'eau. La mise à flot est prévue pour 2022. Mais ses missions sont déjà parfaitement délimitées. Yvan Bourgnon : « On ne va pas aller au milieu des océans, dans le "septième continent", là où les plastiques sont dégradés. On va vraiment aller à la source, là où ils sont concentrés, jetés à la mer depuis seulement quelques semaines ou quelques mois. » De fait, le colossal navire fonctionnera comme une usine dépolluante mobile : entre ses coques, des tapis roulants feront remonter les déchets à l'intérieur du bateau. Puis, ceux-ci se verront compactés en packs

d'un mètre cube avant d'être recyclés à terre. Pour les déchets détériorés, une autre solution est prévue. « Ceux-là, on les utilise directement à bord dans des fours transformant le plastique dans sa matière initiale, c'est-à-dire le pétrole, le gasoil. On re-fabrique du carburant, dont on a de toute façon besoin à bord. On est dans un cercle vertueux qui nous permet d'aller chercher une autonomie énergétique. »

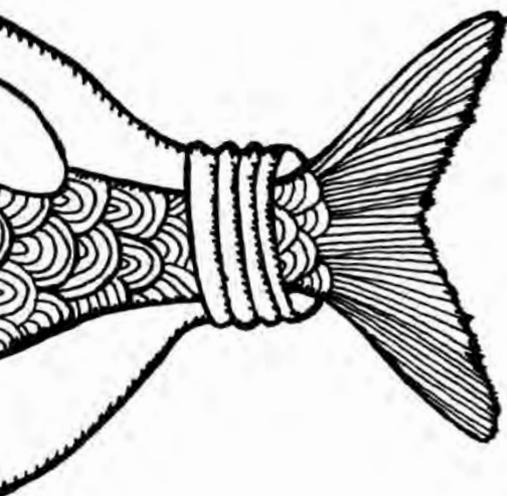
DRONES ET BRIQUES DE PLASTIQUE

Yvan Bourgnon n'est pas seul. Comme lui, de nombreux hommes et femmes se mobilisent contre la pollution aquatique. Un sujet de plus en plus préoccupant, quand on sait qu'environ huit millions de tonnes de plastique se retrouvent chaque année dans les océans, causant selon l'Unesco la mort de plus d'un million d'oiseaux et de plus de 100 000 mammifères marins. D'après les projections de la Fondation Ellen MacArthur, les mers du globe devraient



même abriter en 2050 davantage de plastique que de poissons. Alors, que faire ? Chacun, à son niveau, échafaude des solutions. Le Néo-Zélandais Peter Lewis a eu l'idée de lancer une machine transformant les déchets en briques de construction. Même principe chez les surfeurs philippins du mouvement The Plastic Solution, qui remplissent des bouteilles de déchets risquant de finir dans les océans pour les empiler et bâtir des murs. Au Royaume-Uni, un dénommé Peter Kohler a quant à lui lancé une start-up, baptisée The Plastic Tide. Son idée consiste à établir une surveillance précise des déchets marins, grâce à une flotte de drones équipés de caméras. Car tous l'affirment : la communication et l'information du grand public demeurent des enjeux cruciaux. Ainsi, Yvan Bourgnon veut interpeller les populations d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie du Sud-Est qu'il croise sur les risques de la pollution marine. « *C'est cela, insiste-t-il, le problème de la mer : on est seulement un pour mille à aller sur les océans. Il y a très peu de gens qui peuvent constater cette pollution. C'est donc à nous de prendre en main ce problème.* » ●

 Retrouvez cet article en podcast sur www.maif-deezer.com



© Hector de la Vallée



DR

LA MOBILISATION S'AMPLIFIE DÉCHETS ET MAT !

Une vie sans déchets, est-ce possible ? Entre mesures souhaitées et initiatives concrétisées, l'avenir ressemble à une terre fertile qui ne demande qu'à germer. **Mai 2018** **LOBS**

En dix ans, malgré quelques initiatives louables comme la généralisation du tri sélectif ou l'interdiction des sacs plastiques à usage unique dans les commerces, rien n'a changé : nous produisons autant de déchets qu'il y a dix ans. La France est même un très mauvais élève au niveau de la collecte des emballages plastiques (20 %, contre 30 % en moyenne dans l'Union européenne). Cela fait tâche, surtout lorsque le gouvernement Philippe clame haut et fort son objectif de 100 % de plastiques recyclés en 2025 et la division par deux des déchets mis en décharge. Inciter les collectivités et les individus à faciliter le tri des déchets, notamment ceux recyclables et alimentaires : la route est encore longue pour atteindre l'excellence en la matière.

UN BESOIN D'ÉTHIQUE

« *Ce qui prévaut, c'est l'éthique* », souligne le créateur de la fondation GoodPlanet, Yann Arthus-Bertrand. Une éthique d'abord portée par les citoyens – il suf-

fit d'observer l'importance du bénévolat écologique pour s'en convaincre. Un exemple : Surfrider, une association qui collecte depuis presque 30 ans les déchets sur la plage. En 2017, à travers les opérations *Initiatives Océanes* et *Océan Campus* qui ont mobilisé 38 000 personnes, plus de 1300 m³ de déchets ont été récoltés.

De leur côté, les entreprises, à commencer par celles œuvrant dans le secteur de la construction (responsable de plus de 70 % des déchets en France), doivent privilégier l'innovation si elles souhaitent être raccord avec les vœux du gouvernement. En Aquitaine, Cyclabat ambitionne de développer de nouvelles filières de recyclage des déchets industriels. Ce projet mobilisateur va dans le sens de l'objectif fixé par une directive européenne d'il y a trois ans : valoriser à 70 % les déchets du BTP d'ici 2020. Dans ce domaine, la France devrait être dans les clous. Ça tombe bien : c'est le prix à payer pour espérer repousser l'obsolescence programmée de la planète. ●



FRICHE FESTIVE

LA FÊTE AUX RENUVELABLES

Les défis climatiques ont parfois de quoi faire peur ou décourager. À Montreuil, l'association Atelier 21 a décidé de sensibiliser à la transition énergétique dans la bonne humeur, en transformant une friche en lieu culturel, écolo et festif. **Côme Bastin, septembre 2018**

Faire la fête en contribuant à la transition énergétique et à la recherche environnementale vous paraît impossible ? C'est pourtant le projet porté par Station-E, une friche réhabilitée en espace culturel à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Entièrement alimentée grâce aux énergies renouvelables, Station-E propose des concerts

mais aussi des conférences, ateliers et événements autour des enjeux écologiques d'aujourd'hui.

DJ SETS ET DÉBATS

En entrant, le quidam peut observer plusieurs plantes alignées le long des murs. Elles filtrent l'eau de pluie qui peut ensuite être réutilisée. Un grand container a quant à lui été transformé en bureau pour l'association, et c'est

sur son toit que sont disposés les panneaux solaires permettant d'alimenter la friche, notamment une scène qui accueille des DJ sets, concerts et débats plusieurs fois par semaine. À côté du bar, plusieurs vélos-dynamos sont posés sur un support et servent à recharger les batteries lorsque l'énergie vient à manquer. Et si cela ne suffit pas, Station-E est aussi relié au fournisseur d'énergie verte Enercoop.

Ce soir-là, Station-E fête la sortie du livre *RétroFutur*. Fruit de plusieurs années de recherche collaborative avec la communauté d'Atelier 21, l'ouvrage part à la rencontre des innovations liées à la transition énergétique, mais tombées dans l'oubli. Parmi elles, un régénérateur de piles alcalines. Le public peut en tester un prototype, baptisé RegenBox. « *Beaucoup d'acteurs importants sur les questions de transition et sur l'état des ressources sont présents, comme Kevin Desmond, grand historien de l'énergie* », s'enthousiasme Cédric Carles, le designer qui chapeaute les lieux.

QUARTIER POPULAIRE

À l'origine de cet espace, son association : Atelier 21. « *Nous étions basés aux Grands Voisins (NDLR : un hôpital reconverti en village alternatif à Paris) lorsque nous avons entendu parler d'un appel d'offre de la communauté d'agglomérations Est Ensemble. (...) C'était l'occasion d'ouvrir un espace pour aller à la rencontre du public à travers des évènements.* »

“CONTAINER AUTONOME, SOUND SYSTEM MOBILE, KIT DE CUISINE SOLAIRE... TOUT CE QU'ON SAIT FAIRE PEUT ÊTRE DIFFUSÉ AILLEURS.”

Lancée en mai 2018, Station-E a su fédérer un public varié dans ce quartier populaire à l'est de Paris. « *On a autant des locaux que des personnes qui se déplacent de loin parce qu'elles ont entendu parler de la philosophie du lieu* », décrit Cédric Carles. L'équipe espère pouvoir rester sur la friche jusqu'à l'année prochaine. Quoi qu'il en soit, Station-E ne demande qu'à être dupliquée. « *Container autonome, outils de transition énergétique, sound system mobile, kit de cuisine solaire... Tout ce qu'on sait faire peut être diffusé ailleurs.* » ●

AVEC MODÉRATION

LE FOURNISSEUR QUI VALORISE LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Plüm Energie valorise le circuit court et les économies d'électricité en récompensant les clients les moins consommateurs. **Côme Bastin, mai 2018** COOPÉRATIVE

Puiser l'énergie à la source : c'est ce que propose Plüm Energie, fournisseur alternatif lancé en 2016. C'est en effet grâce à l'eau de la Seine (et à un partenariat avec 4 petites centrales hydrauliques réparties le long du fleuve) qu'il peut fournir ses clients en électricité. Les foyers sont de plus en plus attentifs à la provenance de l'énergie qu'ils consomment et Plüm Energie veut assurer à ses clients une énergie 100 % verte et respectueuse de l'environnement. « *C'est une production non invasive pour le fleuve et sa faune, explique Lancelot d'Hauthuille, co-fondateur et directeur marketing. La construction de la centrale et son utilisation ne rejettent ni CO₂, ni déchets polluants, elle ne fait que capter la force de l'eau de la Seine.* »

SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Consommer des énergies vertes c'est bien, mais l'énergie la moins chère reste celle que l'on ne consomme pas. Pour se démarquer de ses concurrents, Plüm Energie a donc choisi d'accompagner ses clients vers la sobriété énergétique. Pour cela, la start-up propose un système de cagnotte récompensant les économies d'électricité. « *Concrètement, si vous avez consommé moins sur une période que sur la précédente, nous remboursons la diffé-*

rence ainsi qu'un bonus de 70 % », explique Lancelot d'Hauthuille.

Pousser à la déconsommation est un choix commercial osé, dans la mesure où Plüm Energie se rémunère, comme tout fournisseur, sur la consommation facturée à ses clients. C'est ce qui explique que ses tarifs soient un peu plus élevés que certains de ses concurrents. « *C'est comme si on récompensait les clients les moins consommateurs avec une réduction supplémentaire* », explique le co-fondateur. Pour mieux maîtriser leur facture, les foyers fournis par Plüm Energie bénéficient d'une communauté d'entraide ainsi que d'un compteur détaillé disponible sur internet.

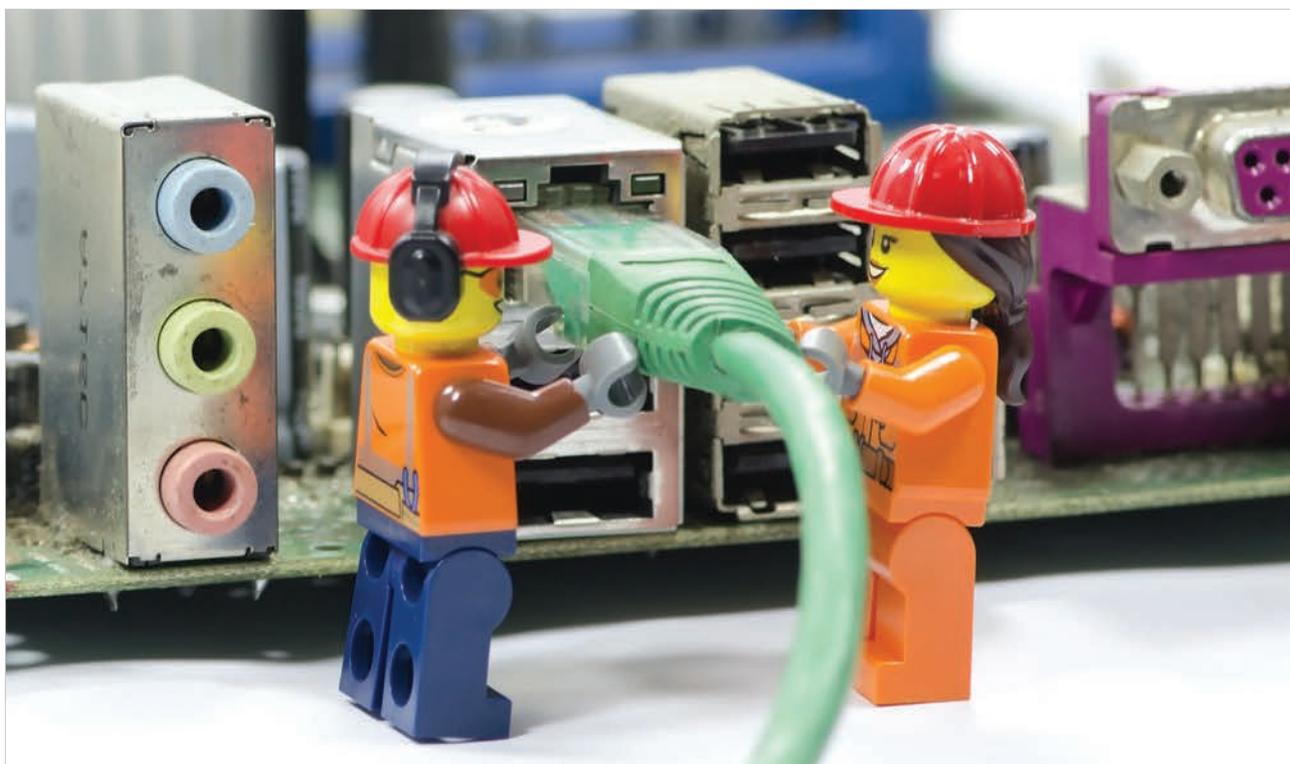
Lancée sur Ulule auprès de 100 « early adopters », Plüm Energie fournit aujourd'hui de l'électricité à 20 000 foyers ainsi qu'à 5 000 bâtiments de la municipalité parisienne. L'entreprise installée à Saint-Denis compte 17 salariés « *qui devraient être 30 d'ici la fin de l'année* », s'enthousiasme Lancelot d'Hauthuille. ●



NUMÉRIQUE MODULAIRE

UN ORDI FAÇON LEGO

Cairn Devices, une jeune entreprise strasbourgeoise, développe un prototype d'ordinateur portable totalement modulaire. Une innovation qui pourrait nous inviter à repenser le modèle technique et économique sur lequel repose aujourd'hui l'informatique. **Damien Mestre, juin 2018 SOCIALTER**



© Zaidi Razak

Imaginez un ordinateur portable en kit que l'on peut démonter à l'envi. Quatre Strasbourgeois tentent actuellement de développer un tel prototype – un concept qu'ils ont baptisé « Open Computer ». Leur ambition : pouvoir changer la carte graphique, modifier la mémoire ou bien « déclipser » écran et clavier en quelques secondes, comme on démonte une construction en Lego. L'idée est simple, le chemin sera long. Leur start-up, Cairn Devices, n'en est qu'au stade du prototype et cherche actuellement une cinquantaine de milliers d'euros pour le

développer. L'appareil comprendra deux niveaux de modularité. Le premier repose sur 5 blocs autonomes : un pour le processeur, deux pour l'espace disque (SSD) et deux pour la mémoire (RAM). Le second niveau regroupe les modules, appelés « Mods », qui viendront personnaliser l'ordinateur ou ajouter des fonctionnalités – une extension webcam, par exemple. « À terme, on peut imaginer que des entreprises tierces finissent par concevoir des modules et développent des fonctionnalités que l'on n'avait même pas imaginées », s'enthousiasme Alexandre Combe, directeur technique de Cairn Devices. L'entreprise souhaite proposer trois modèles : des ordinateurs de 11, 15 et

17 pouces. Les standards informatiques lui permettront de mettre au point ces ordinateurs modulaires sans avoir à concevoir l'ensemble des pièces. « Il suffit d'utiliser des composants tout à fait classiques et déjà disponibles sur le marché, qu'on vient clipser sur les blocs, détaille le directeur technique. Une fois que c'est fait, on peut très facilement les intégrer à la structure de l'ordinateur. »

PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT ET PORTER DES VALEURS LIBRISTES

La modularité, c'est-à-dire la possibilité de démonter et changer un produit pièce par pièce, n'est pas une idée particulièrement originale dans le secteur des nou-

velles technologies. Le Fairphone, ce célèbre téléphone équitable porté par une entreprise néerlandaise, a déjà exploré quelques pistes en matière de smartphones modulaires. Google avait également essayé de lancer son projet « Ara », un mobile totalement personnalisable, avant d'abandonner en cours de route sans donner plus d'explications. En ce qui concerne les ordinateurs, chacun se souvient qu'il y a quelques années il était encore courant de changer les composants des tours de PC pour améliorer leur performance. « *Aujourd'hui, avec les ordinateurs portables, cela devient très compliqué de démonter le matériel* », déplore Alexandre Combe. La faute à la miniaturisation et à des designs conçus pour empêcher la bidouille. D'où cette initiative : « *À ma connaissance, nous sommes les premiers à nous lancer* », se félicite-t-il.

La modularité présente bien des avantages, à commencer par un côté pratique indéniable. Mais son intérêt est aussi écologique. « *Évidemment, si on peut changer une partie défectueuse en deux minutes, on évite de jeter tout l'ordinateur à la poubelle et de gaspiller des métaux rares* », résume le directeur technique. Cairn Devices s'est fixé comme objectif une

se reposer sur ses acquis : « *Si on ne se protège pas abusivement avec des brevets, cela nous forcera à innover* », veut croire le directeur technique.

DÉVELOPPER DES MARCHÉS DE DISTRIBUTION ALTERNATIFS

Rallonger considérablement la durée de vie des produits, faciliter la concurrence en dévoilant les plans, inciter les gens à mieux comprendre le fonctionnement de leur ordinateur pour qu'ils puissent le bricoler... Comment imaginer qu'un tel projet – à rebours de toutes les logiques du marketing actuel – puisse être viable commercialement ? Pour l'instant, Cairn Devices vise un marché de niche, composé de trois cibles principales : les passionnés d'informatique qui souhaitent bidouiller leur ordinateur plus facilement, les consommateurs sensibles aux enjeux écologiques et les militants du logiciel libre. Si elle est loin du marché de masse, l'entreprise se satisfait de l'enthousiasme que suscite déjà le projet. « *Nous avons eu énormément de retours sur des choses auxquelles on ne s'attendait pas du tout. Les claviers par exemple : beaucoup de gens avaient l'air enchanté à l'idée de changer leur classique clavier "azerty"* », s'amuse Alexandre Combe.

“LA MODULARITÉ PRÉSENTE BIEN DES AVANTAGES, À COMMENCER PAR UN CÔTÉ PRATIQUE INDÉNIABLE. MAIS SON INTÉRÊT EST AUSSI ÉCOLOGIQUE.”

durée de vie de dix ans par ordinateur, contre quatre à cinq ans en temps normal selon les estimations de l'entreprise.

La philosophie du logiciel libre irrigue également tout le projet. Les « Open Computers » seront proposés avec différentes distributions Linux, des systèmes d'exploitation complètement ouverts. « *On ne porterait pas ce projet si on n'avait pas de fortes valeurs libristes* », assure Alexandre Combe. Une fois commercialisés, les plans de l'ensemble des produits conçus par Cairn Devices seront partagés pour permettre aux gens de s'en inspirer et de développer des modules. Un moyen de participer à « l'intelligence collective », tout en évitant de

Le plus dur sera certainement d'élargir progressivement cette niche pour ne pas se contenter de prêcher des convaincus. D'autant plus que les modèles d'« Open Computer » devraient être 200 euros plus chers que la moyenne du marché. Cairn Devices pourrait alors avoir intérêt à s'insérer dans des réseaux de distribution alternatifs. Des modèles économiques existent déjà pour valoriser le durable, à l'image de Commown, une jeune coopérative de location également strasbourgeoise. Cette entreprise s'appuie sur le principe de « l'économie de la fonctionnalité ». L'idée ? « *Plutôt que de vendre un bien, on fournit un service en abonnement* », explique Élie Assémat,

Le projet « Phonebloks », qui a inspiré Google pour son portable modulaire « Ara », finalement avorté.



président de Commown. *Pour le client, cela revient à utiliser un produit en location plutôt que d'en avoir la possession.* » Avec, par conséquent, un niveau de service très élevé en ce qui concerne la réparabilité et la remise à niveau du produit. Dans un tel modèle, la durée de vie n'est plus une variable à réduire au maximum afin de stimuler le renouvellement du marché. Au contraire : plus elle est longue, mieux le système fonctionne. Pour l'instant, question modularité, la coopérative se contente de proposer des Fairphones à ses clients. Mais son président assure, « *le projet "Open Computer" s'inscrit tout à fait dans ce que l'on souhaite faire* ». Même son de cloche du côté de Cairn Devices, qui se réjouit à l'idée de pouvoir un jour travailler avec Commown. Si Élie Assémat reconnaît à son tour qu'il sera difficile d'aller chercher des marchés de masse, il espère que les grandes entreprises finiront par jouer le jeu. « *Il suffit qu'un grand groupe comme La Poste décide de changer sa flotte d'ordinateurs pour démultiplier la production et provoquer de grosses économies d'échelle. Cela permettrait d'enclencher un vrai cycle de développement.* » Tous pourraient s'y retrouver : consommateurs, grandes entreprises, coopératives, concepteurs de modules... Le projet « Open Computer » pourrait alors devenir le fer de lance d'un écosystème de solutions, réunissant des acteurs complémentaires qui travailleraient à l'émergence d'un secteur informatique enfin modulaire et durable. ●

RECONDITIONNÉS

HIGH TECH CIRCULAIRE

Exit les iPhone relégués dans les fonds de tiroir. Tous les objets, informatiques comme électroménagers, peuvent désormais vivre une seconde vie grâce à l'entreprise de vente en ligne Back Market. **Manon Michel, novembre 2018 Society**



© Hector de la vallée

Acheter un iPhone X tout en contribuant au bien-être de l'environnement ? C'est désormais facile. Derrière cette possibilité, Back Market, entreprise d'économie circulaire notamment dédiée aux produits high-tech et lancée en 2014 par un trio d'entrepreneurs : Thibaud Hug de Larauze, Vianney Vaute et Quentin Le Brouster. Le principe de Back Market est simple : un site web et 350 reconditionneurs proposant à la vente des produits remis à neuf, après une vérification minutieuse de leurs standards de qualité.

Avec un objectif clair : offrir une « alternative incontournable » au neuf. Tout commence quand Thibaud rencontre un reconditionneur de Brive-la-Gaillarde. Curieux, il se rend à

ces produits. » Et ainsi est né le site Back Market.

Au-delà des produits high-tech, et notamment des smartphones – représentant trois quarts des ventes –, l'électro-

“IL Y A DES SIGNAUX POSITIFS. DE PLUS EN PLUS DE CONSTRUCTEURS SE COMPORTENT COMME DES RECONDITIONNEURS.” Vianney Vaute, cofondateur de Back Market.

l'usine pour comprendre les subtilités du métier. Vianney raconte la suite : « Il manquait un canal de distribution qui permette de rendre accessibles

ménager à sa place. « Si l'on regarde la structure de ré-achat de nos clients, la plupart arrivent pour acheter un smartphone et reviennent acheter une télé ou

de l'électroménager. On éduque le marché sur la diversification du reconditionné », détaille Vianney. Une éducation nécessaire, puisque seuls 3 % des produits mis sur le marché sont aujourd'hui réemployés. En cause, un manque d'habitude des constructeurs. Vianney analyse : « Je pense qu'il y a un fétichisme du neuf, une pensée magique : "C'est neuf, ça marchera mieux." Alors qu'une batterie, si tu la changes, l'appareil marchera de la même manière qu'en neuf. »

CONTRE L'OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

Ce combat attire une grande diversité de clients, continue Vianney : « Des gens qui veulent acheter des appareils électroniques fonctionnels, pas trop vieux, deux

fois moins cher et garantis, il y en a beaucoup. Les parents qui veulent acheter un iPhone 5 pour leur fille qui veut tester Snapchat, l'étudiant(e) fauché(e), ceux qui viennent pour des raisons idéologiques... »

À ce jour, plus de 450 tonnes de déchets ont été épargnés grâce à Back Market. Car au-delà d'un aspect économique intéressant, avec des produits de 30 à 70 % moins cher qu'en neuf, le trio d'entrepreneurs est guidé par des problématiques éthiques. Vianney détaille : « Notre objectif est de faire une alternative afin qu'une personne qui s'apprête à s'équiper d'une console ou d'un lave-linge, par exemple, ait le réflexe de chercher du reconditionné. »

De quoi faire frémir les géants de la tech, souvent critiqués pour l'obsolescence programmée de leurs produits ? « Quand

on s'est lancés, on était assez énervés contre ces gens-là. On l'est encore, car on a envie que les choses bougent plus vite. Malgré tout, il y a des signaux positifs. De plus en plus de constructeurs se comportent comme des reconditionneurs. » De son côté, déjà présent en Allemagne, en Italie, en Espagne et désormais aux États-Unis, le trio de Back Market ne compte pas s'arrêter là. « Le problème est global, et notre modèle est une solution qui peut marcher à grande échelle. D'autant plus qu'il existe des synergies, des marchés complémentaires. Par exemple, récupérer les flux des tech addicts américains, et revendre les produits en France ou en Allemagne. » Avis aux intéressés. ●



Retrouvez cet article en podcast sur www.maif-deezer.com



TOUS BRICOLOS ?

L'AUTORÉPARATION SÉDUIT

De plus en plus de consommateurs choisissent de réparer plutôt que de jeter. Reste encore à posséder les bons matériaux et conseils pour y parvenir : de nombreux sites se positionnent justement sur le créneau. **Jeremy Pain, mars 2018**

CONSO
COLLABORATIVE



Qui ne s'est jamais retrouvé démuné devant une machine à café en panne ou un aspirateur qui n'aspire plus rien ?

Faut-il alors réparer ou jeter ? Les Français sont de plus en plus tentés par la première proposition. Une étude du site Spareka et de l'Ademe publiée en 2017 nous apprend qu'un sondé sur deux a déjà réparé lui-même un appareil électroménager. Le même sondage montre que ce chiffre pourrait être encore plus important s'il était facile de se procurer des pièces détachées rapidement et une aide pour diagnostiquer la panne.

C'est ce que propose justement le site Spareka. Avec son slogan « Réparer, c'est facile », la plateforme, créée en 2012, assure pouvoir fournir 8 millions de références de pièces détachées pour la répa-

ration de petit ou gros électroménager, de motorisation de portail, de matériel de piscine et de jardin. « Nous venons de dépasser le million de clients avec une croissance de 40 % chaque année. Le secteur de l'auto-réparation est en plein développement », déclare Floriane Richiardi, porte-parole de Spareka.

VIDÉOS TUTOS

Aujourd'hui, 45 personnes travaillent pour le site marchand, dans les secteurs de la vente mais également pour les fonctions d'aide au diagnostic, de service avant ou après-vente. « Nous proposons 600 tutoriels vidéos sur YouTube pour apprendre soi-même à déceler la panne et changer les pièces, c'est la première chaîne de réparation », poursuit la porte-parole. Plus de 10 millions de vidéos Spareka

auraient été visionnées. Sur le site « L'atelier de Spareka », les internautes peuvent également échanger entre eux pour enrichir leurs connaissances.

Proposant jusqu'alors majoritairement des services sur internet, Spareka souhaite désormais aller à la rencontre des réparateurs lors d'ateliers pédagogiques ou dans le cadre de son Repair Tour, qui a lieu dans plusieurs villes de France. Spareka se partage le marché de l'auto-réparation avec d'autres acteurs comme iFixit ou SOSav.fr qui proposent des pièces détachées et des tutoriels pour réparer les objets électroniques tels que les téléphones portables, les tablettes ou encore les appareils photo. De nombreux « youtubeurs », qu'ils soient plombier ou électricien dans l'âme, publient également des vidéos sur le net. ●



Port de loisirs aménagé par Bellastock en Seine-Saint-Denis.

VASTE CHANTIER

ÉVITER LA BENNE À TOUT PRIX

Que faire des déchets après les chantiers ? La filière du réemploi des matériaux de construction s'organise, mais de nombreux freins réglementaires entravent encore son développement.

Céline Mouzon, mai 2018 Alternatives Economiques

Faire en sorte que les rebuts des chantiers de construction ne finissent à la déchetterie et permettre leur réemploi, tel est l'un des objets de l'économie circulaire appliquée au bâtiment. De plus en plus d'associations et de sites internet œuvrent en ce sens. Les unes fonctionnent comme des ressourceries, les autres sont des plateformes collaboratives. La loi pour la transition énergétique impose de valoriser 70 % des déchets du BTP à l'horizon 2020. En 2014, ils avoisinaient les 230 millions de tonnes par an, dont 40 millions pour le bâtiment.

DES INITIATIVES MULTIPLES

Créée en 2016 par une équipe d'architectes, Minéka est une association de

la région lyonnaise. Elle collecte, reconditionne et revend à prix très bas (- 70 % du prix du neuf) des matériaux (bois, pierre, brique, carrelage...) ou des produits de construction (fenêtres, portes, tuyaux...) à des particuliers ou des professionnels. La structure a remporté le trophée de la transition écologique décerné en mars dernier dans le cadre des Trophées Up Mag & Alternatives Economiques. Grâce à sa vingtaine de bénévoles, elle a collecté 10 tonnes de matériaux en 2017. En 2018, elle espère multiplier ce chiffre par quatre, créer quatre équivalents temps plein et trouver un local de stockage adapté.

À Toulouse, l'association Recyclo'Bat, qui existe depuis 2014, a collecté 300 tonnes de matériaux en 2017 et réalisé un chiffre d'affaires de 130 000 euros. Pour ce faire, il faut éviter que le

matériau en question ne devienne juridiquement un déchet et ne tombe sous le coup d'une réglementation contraignante. Une fois collectés, les matériaux sont reconditionnés et revendus à un tiers de leur prix de vente neuf. L'association n'est pas encore rentable. Elle ne fait pas payer la collecte et ses coûts de stockage sont élevés : un loyer mensuel de 4 000 euros pour 800 m² couverts et 2 000 m² de parking.

EXPERTISE TECHNIQUE

De leur côté, le bureau d'études Egis et le promoteur immobilier Icade, mastodontes du secteur, ont lancé à l'automne dernier Cycle Up. La plateforme a vocation à fédérer au-delà de leur seul réseau. Plus petite, Batiphoenix propose un service similaire. Avec, dans les deux cas, une expertise technique. « Pour le réemploi, une photo sur

un site ne suffit pas, détaille Sylvain Bordebeure, de l'Ademe. *Il faut être capable de caractériser précisément le produit et de dire pour quels usages il peut être réemployé.* » L'autre contrainte est liée au temps : « *Un chantier de démolition est court. Il faut donc l'identifier le plus en amont possible* », explique ainsi le spécialiste.

Même si le secteur regorge d'initiatives, des freins réglementaires demeurent. Les textes restent imprécis, par exemple sur la frontière exacte entre le réemploi, qui implique un usage identique, et la réutilisation, où l'usage change (une porte devient une

“UN CHANTIER DE DÉMOLITION EST COURT. IL FAUT DONC IDENTIFIER LES MATÉRIAUX LE PLUS EN AMONT POSSIBLE.”

table). Le réemploi implique aussi pour les acheteurs d'en assumer la responsabilité, parfois de renoncer à certaines garanties ou d'être prêts à payer une augmentation de la prime d'assurance. Pour que le réemploi change d'échelle, il faudra aussi changer les pratiques au moment de la conception, comme le montrent l'association Bellastock ou la société coopérative d'intérêt collectif (Scic) Nobatek, qui accompagnent les acteurs du bâtiment dans une approche durable de la construction, intégrant dès le départ une déconstruction qui ne soit pas une démolition. ●

EN SAVOIR PLUS

« Identification et freins et des leviers au réemploi de produits et matériaux de construction », Ademe, avril 2016, <https://lc.cx/WiFP>

La carte des acteurs de la filière : <https://lc.cx/Wit3>

Les liens utiles : www.bazed.fr/liens-utiles

DATE LIMITE DE REDISTRIBUTION TOUT DOIT DISPARAÎTRE !

10 millions de tonnes. C'est la quantité de produits consommables jetés chaque année en France. Face à ce gâchis, la start-up Phenix s'est taillée une place de choix pour donner une seconde vie aux aliments. **Côme Bastin, mars 2018** CONSEIL COLLABORATIVE

« Nous avons été portés par la loi de mars 2016 qui rend délictuel le fait de détruire de la nourriture pour les magasins supérieurs à 400 m², c'est-à-dire n'importe quel Franprix de quartier », analyse Jean Moreau, cofondateur de l'entreprise avec Baptiste Corval en 2014. Aujourd'hui, sa start-up travaille avec 850 magasins pour sauver 50 tonnes de nourriture par jour, soit l'équivalent de 100 000 repas. Répartis dans toute la France, ses 75 salariés assurent une collecte quotidienne (voire deux fois par jour) dans chacun des magasins.

DES SUPERMARCHÉS AUX ASSOS

Phenix s'appuie sur un modèle où chacun trouve son compte : du côté des associations, les produits sont récupérés gratuitement ; du côté des supermarchés (Carrefour, Lidl, Franprix, Biocoop...), donner à Phenix rapporte. « Imaginons

qu'une palette entière de votre magasin va périmer, illustre Jean Moreau. Vous avez le choix entre la jeter et payer pour cela des frais de destruction à Veolia, ou bien nous la donner et récupérer 60 % de sa valeur, soit 6 000 euros, en don défiscalisable. Le calcul est vite fait ! »

Pour autant, 850 supermarchés, c'est encore peu. « Sur 25 000 points de vente, on ne couvre même pas 5 % », explique Jean Moreau. En cause : la longueur des démarches à engager pour convaincre les supermarchés de devenir partenaires : « il faut aller voir le service des achats, la com, le département juridique, la compta », détaille le fondateur de Phenix. Beaucoup de supermarchés ne respectent par ailleurs pas la nouvelle loi. « Jeter une tonne de nourriture ne coûte encore que 100 euros. Si on triplait ce prix, cela inciterait à passer à l'action. » La lutte ne fait que commencer. ●



DR



DR

VENDEUR D'INVENDUS

LA PREMIÈRE ÉPICERIE ANTI-GASPI

Le 4 mai dernier, la première épicerie française anti-gaspillage ouvrait ses portes à Melesse, près de Rennes. Le but : aider les producteurs locaux, faire économiser les consommateurs et sensibiliser à la cause. Une initiative destinée à faire des petits. **Manon Michel, juin 2018 Society**

Dans les rayons, les produits s'accumulent : tomates à la forme atypique, yaourts à la pièce, pamplemousses violets, jambon découpé de travers et bières au packaging passé. Le tout de qualité, et prêt à être consommé. Bienvenue chez « Nous », premier magasin anti-gaspillage français. Une idée née il y a 18 mois sous l'impulsion de Charles Lottmann et Vincent Justin. À eux deux, ils ont l'idée d'ouvrir un magasin entièrement dédié aux invendus, afin de réduire le gaspillage alimentaire. Une vaste

mission lorsqu'on sait que chaque année, un individu gaspille en moyenne 20 à 30 kilos de nourriture, dont sept toujours emballés...

30 % DE RÉDUCTION

Pendant un an et demi, les deux compères vont aller à la rencontre de centaines de producteurs et fabricants. En achetant les produits refusés par la grande distribution – en raison de leur taille, forme ou couleur – à un prix inférieur de 30 % par rapport au prix initial, Nous fait économiser 30 % au consommateur. Un système gagnant-gagnant, qui prouve qu'il n'est pas nécessaire de

se ruiner pour déguster des produits de bonne qualité, sur le plan gustatif comme nutritionnel. Charles détaille : « Nous avons des maraîchers, un producteur de fromage de chèvre, un producteur d'œufs bio et un producteur de viande. » Avant d'ajouter : « Prenons un exemple concret : les milliers de bouteilles de bière qui vont être produites avec les drapeaux des différents pays pour la Coupe du monde. Après le dernier match, elles seront refusées par les grandes enseignes. C'est là que l'on intervient ! »

Quant au lieu, la commune de Melesse – zone zéro déchet située à dix kilomètres au nord de Rennes – s'est impo-

sée comme une évidence : « La Bretagne est la première région de l'industrie agroalimentaire en France, ça nous paraissait logique d'être au cœur de l'action. » Le magasin se veut un espace d'échange et de sensibilisation. « On a créé tout un système d'affichage dans les rayons et à la caisse, pour informer les clients sur l'origine de chaque produit, décrit Charles Lottmann. On explique pourquoi il a été refusé, pourquoi il est parfaitement bon à consommer. On a des fiches recettes, des fiches anti-gaspi... »

LES PROJETS FOISONNENT

Cette initiative est loin d'être isolée. Car la France est le berceau de nombreux projets ayant pour but de lutter contre le gaspillage. À l'instar du premier frigo solidaire installé dans la ville de Bordeaux en mai dernier, des confitures Re-Belle (société qui transforme les fruits refusés en délicieuses confitures maison) ou encore de l'action du centre hospitalier du Mans, qui organise une redistribution aux réfugiés des repas non servis dans la journée. La fin du gaspillage pourrait d'ailleurs, selon Guillaume Garot, ancien ministre délégué à l'agroalimentaire à l'origine de la loi contre le gaspillage alimentaire votée en

“ON EXPLIQUE POURQUOI UN ALIMENT A ÉTÉ REFUSÉ, POURQUOI IL EST PARFAITEMENT BON À CONSOMMER.”

2016, booster l'économie française : « Ce qui est gaspillé est évalué à seize milliards d'euros par an en France, soit plus de 200 euros par personne. Si cet argent était réinvesti dans l'économie réelle, et dans des productions de meilleure qualité, cela serait un soutien aux productions françaises. » En attendant, les magasins Nous comptent bien continuer à se développer : « Nous avons pour ambition d'ouvrir des boutiques un peu partout en France puis nous aimerions ouvrir des magasins en centre-ville, à Paris par exemple. » ●



Retrouvez cet article en podcast sur www.maif-deezer.com

ÉPICERIE PARTICIPATIVE MONÉPI RANIME LES VILLAGES

En deux ans, une vingtaine d'Épis ont ouvert en Île-de-France. Derrière cette success-story, une gestion numérique qui permet d'acheter en gros et de supprimer charges et intermédiaires. **Fleur Weinberg, juin 2018** CONSO COLLABORATIVE

Natif de Châteaufort, dans les Yvelines, Théophile Pouillot souffre du manque de magasins de proximité. C'est pour cette raison qu'il lance, avec des habitants de son village, une épicerie participative. « Comme les boutiques classiques n'étaient pas rentables, on a mis en place une épicerie où chacun travaille à tour de rôle. Il y a eu plusieurs articles dessus et d'autres villes ont voulu la leur. » Monépi est née. La règle ? Des produits de qualité à des prix attractifs.

Pour assurer la logistique, le réseau d'épicerie s'appuie sur une plateforme numérique. Elle permet de gérer les stocks, les commandes ou la facturation, et surtout le planning. Chaque adhérent s'engage à travailler deux heures par mois dans l'épicerie. Il peut en échange commander ses produits en ligne parmi les 200 à 300 références proposées.

ACHATS GROUPÉS

Mais comment Monépi peut-elle vendre des produits moins chers, bio et locavores ? D'abord, les commandes sont passées au prix de gros grâce à des achats groupés entre plusieurs Épis ou plusieurs familles. Par ailleurs, « comme les mairies prêtent parfois des locaux, que le mobilier est issu de la récup' et que la main-d'œuvre est fournie par les adhérents, aucune marge n'est appliquée sur les ventes », explique Théophile. En un an seulement, huit Épis ont vu le jour en Île-de-France. Avec des conséquences directes pour les producteurs des alentours. « Des Épis passaient tellement de commandes de pain, qu'un fournil bio a dû embaucher des salariés », illustre le cofondateur. D'ici l'année prochaine, 50 devraient ouvrir. ●



AGRICULTEURS UNIS

ILS COURT-CIRCUITENT LA GRANDE DISTRIBUTION

Pour partager le temps et les coûts liés à la vente directe, les agriculteurs créent des magasins gérés collectivement. Exemple à Colmar, où le supermarché Cœur Paysan a ouvert fin 2016.

Marion Perrier, octobre 2018 Alternatives Économiques

Unir leurs forces pour valoriser leurs produits, c'est l'objectif des agriculteurs engagés dans des démarches collectives de vente directe. En parallèle des supermarchés coopératifs de consommateurs se développent en France des magasins de producteurs, gérés par des agriculteurs. À Colmar,

une trentaine d'entre eux a ainsi réuni 1,5 million d'euros pour acheter les anciens locaux d'une enseigne discount. Cœur Paysan a ouvert fin 2016. Parking, chariots et caisses enregistreuses, il a tout du supermarché classique. Sauf que ce sont les producteurs associés, épaulés par neuf salariés, qui assurent l'approvisionnement et la tenue du magasin. L'initiative n'est pas nouvelle. Le premier

magasin de producteurs a ouvert en 1978. Mais le développement de ces structures s'est accéléré. Elles sont 350 à 400 aujourd'hui, selon les données du projet de recherche Magpro.

COMMISSIONS VARIABLES

En 2010, une note de service du ministère de l'Agriculture fixe les conditions dans lesquelles les producteurs des points de vente collectifs bénéficient du cadre réglementaire sanitaire et fiscal de la remise directe, identique à celui de la vente à la ferme (être présents à la vente, demeurer propriétaires et responsables de leurs produits jusqu'au passage en caisse). Depuis 2014, la loi précise que les produits des agriculteurs doivent représenter au moins 70 % du chiffre d'affaires.

“LE PREMIER MAGASIN DE PRODUCTEURS A OUVERT EN 1978. MAIS LE DÉVELOPPEMENT DE CES STRUCTURES S'EST ACCÉLÉRÉ.”

Association, société, groupement d'intérêt économique ou coopérative, les statuts de ces magasins varient. Ils réunissent treize agriculteurs en moyenne pour un volume de vente moyen de 360 000 euros par an, selon



© Cœur paysan

le projet Magpro. L'origine géographique des produits dépend des règles fixées par les agriculteurs. En Auvergne-Rhône-Alpes, le réseau Terre d'envies (34 magasins) préconise une distance maximale de 80 km entre les fermes et le point de vente. Beaucoup intègrent des produits bio et 12 % ont une gamme exclusivement biologique. Les associés des magasins fixent le prix de leurs produits. Le fonctionnement de la structure est financé par une commission sur les ventes. « *Le taux varie de 8 % à 25 % selon l'âge du magasin, l'emploi de salariés et les*

investissements réalisés », constate Laurence Rouher, de l'Afipar. « *Le magasin n'a pas vocation à faire du bénéfice* », explique Denis Digel, le maraîcher cofondateur de Cœur Paysan, à Colmar.

DRIVES FERMIS

À côté de ces boutiques physiques, émergent des drives fermiers : les produits des agriculteurs sont proposés sur un site internet commun où s'effectuent les commandes, puis sont distribués par leurs soins en un point donné et sur un créneau fixe. Le pre-

mier a ouvert en 2012 près de Bordeaux. Une quarantaine de paysans y participent et assurent à tour de rôle la distribution des 200 à 250 commandes hebdomadaires sur cinq points de retrait. Une commission de 20 % sur les ventes finance le fonctionnement du drive. Aujourd'hui 118 services de ce type sont recensés par le réseau Bienvenue à la ferme, une marque des chambres d'agriculture. D'autres drives de produits fermiers sont gérés par des entrepreneurs. Ils seraient en tout 300 en France. ●

LA CHARRETTE AVANT LES BŒUFS BLABLACAR DES PRODUCTEURS

Mutualiser les livraisons des uns pour transporter les fruits et légumes des autres : c'est la recette de La Charrette, une plateforme de livraison collaborative pour producteurs.
Côme Bastin, mai 2018 

Pourquoi une orange locale peut-elle avoir une empreinte carbone supérieure à une orange importée d'Espagne ? Et pourquoi une pomme de terre cultivée localement coûte-t-elle souvent plus cher qu'une autre qui a parcouru 1 000 kilomètres ? À ces deux questions, la réponse est la même : la livraison est complexe et onéreuse pour les producteurs locaux. Dans les Hauts-de-France, elle représenterait par exemple jusqu'à 40 % de leur chiffre d'affaires, selon une étude de l'IFSTTAR.

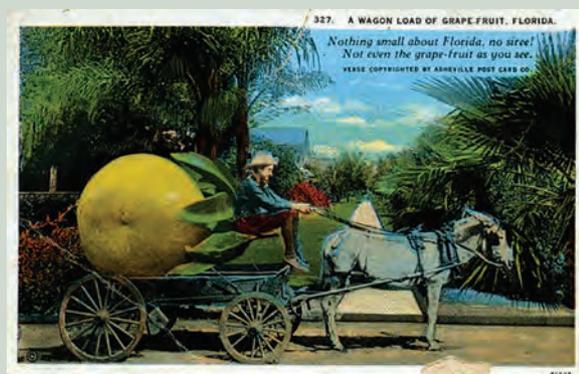
« *On s'est aperçu que c'était le principal problème pour les producteurs en circuits courts*, explique Laura Giacherio. *La vente directe est aléatoire, et la livraison, quand on est seul, revient chère puisque souvent le véhicule n'est pas entièrement rempli.* » Avec sa sœur Marie, elle a lancé « La Charrette » pour y remédier. Leur plateforme reprend les principes du BlaBlaCar des débuts pour l'appliquer à la livraison de fruits, légumes, viandes, vins ou champignons.

UNE CENTAINE D'INSCRITS

Si de nombreuses start-up se sont lancées sur le créneau de la livraison entre particuliers, aucune ne visait pour l'instant les producteurs. Une centaine d'entre eux serait désormais inscrite sur La Charrette. « *On a*

par exemple un producteur de truffes qui tient à voir ses clients à chaque livraison, illustre la cofondatrice. *Il a beaucoup de place dans son véhicule et peut donc transporter des produits pour d'autres.* » Distance moyenne des trajets effectués : 70 km, pour lesquels le livreur demandera environ 10 euros.

Pour financer son développement, la jeune pousse a lancé une campagne de crowdfunding sur la plateforme WeDoGood en avril 2018. Elle a récolté 20 000 euros, soit deux fois la somme escomptée. De quoi donner des envies de développement à Laura Giacherio : « *un estimateur de prix, une assurance sur les produits transportés, le paiement en ligne, la géolocalisation.* » ●





AGRICULTURE COLLABORATIVE

UN JARDIN POUR DEUX

Vous aimez cultiver vos propres légumes mais vous n'avez pas l'énergie ou le temps nécessaires ? Vous aimeriez jardiner mais vous ne disposez pas de terrain ? Des sites collaboratifs aident les particuliers à se rencontrer pour répondre à leurs besoins respectifs. **Sandra Coutoux, septembre 2018** UP LE MAG

« **N**otre site a pour but de rendre le potager accessible à tous grâce à l'échange de services », lance Danièle Heiligenstein, la créatrice du site collaboratif pretersonjardin.com. Cette plateforme met en relation des propriétaires de jardin et des particuliers qui aimeraient cultiver leurs légumes. Il suffit de publier une annonce pour indiquer si vous avez besoin de bras ou d'un terrain. Tout est

possible : partage de parcelles et des récoltes, échanges de services, troc. Déjà 19 000 personnes sont inscrites sur cette plateforme créée en 2010 par cette journaliste passionnée de jardinage. « *Le partage de jardin fonctionne particulièrement bien en Île-de-France et en région Provence-Alpes-Côte d'Azur* ».

UN PONT ENTRE LES GÉNÉRATIONS

En plus de créer du lien social, pretersonjardin.com facilite le partage des connaissances. « *De nombreuses personnes âgées*

n'ont plus forcément la forme physique nécessaire à l'entretien d'un potager, mais elles sont heureuses de transmettre leurs savoir-faire », relève Danièle Heiligenstein. À Marseille, la maison de retraite Les Opalines a proposé de prêter un coin de terrain situé au beau milieu du parc paysagé de l'établissement, pour la création d'un potager. Matthieu Roux, le directeur de cette maison médicalisée, a proposé à un jardinier amateur de planter des herbes aromatiques, des fraises et des salades pour sa culture personnelle sur

un terrain d'une vingtaine d'hectares. En gardant cet espace accessible aux résidents, Matthieu Roux souhaite rassembler les générations. « *Les échanges que l'on a avec une personne âgée sont très enrichissants. La plupart de nos résidents possèdent des connaissances en matière horticole qu'ils adoreraient transmettre.* »

DU JARDIN PARTAGÉ...AU TROC

À Chatou, en banlieue parisienne, Betty, passionnée de cuisine et maman de trois enfants, se désolait de voir des kilos de fruits gâchés faute d'être ramassés dans les vergers de ses voisins. Elle a proposé d'échanger les surplus de récoltes des jardins autour de chez elle, contre des confitures réalisées par ses soins. Des propriétaires de jardin sont venus frapper à sa porte, la confiance s'est établie et un troc régulier s'est installé. « *Ça fait presque trois ans que je n'ai plus acheté de fruits* ». Les sites collaboratifs centrés sur le partage de jardins semblent répondre à un désir grandissant de retrouver la saveur des aliments sains, produits localement. Dans un contexte économique difficile, ce type de troc construit à la fois des liens de solidarité et contribue à limiter le gaspillage des ressources. Betty n'est plus à convaincre : « *Vous vous rendez compte que l'année dernière, j'ai vu sur le marché des cerises à 12 euros le kilo ?* » De quoi méditer en effet...

UN RETOUR AUX SOURCES

À Toulouse, Octavia Ivan a créé au printemps dernier le site Adopte ma tomate, dans le même esprit. Cette femme de 35 ans a grandi dans un petit village près de Bucarest en Roumanie et consommé durant toute son enfance des produits issus du potager familial. Rien à voir avec les fruits et les légumes vendus dans les supermarchés. Après avoir observé que de nombreux potagers urbains semblaient être abandonnés dans la ville, elle a lancé une plateforme collaborative d'échange de jardins. À Toulouse, 25 jardins ont repris vie grâce à ce type de mise en relation. Grâce à cette plateforme, Octavia Ivan souhaite faire la promotion de l'agriculture urbaine. Elle organise des événements de sensibilisation pour les enfants et envisage de proposer aux bailleurs sociaux, aux collectivités et aux copropriétés de rejoindre sa communauté de co-jardiniers urbains. ●

CAVE AGRICOLE

SOUS LES PAVÉS LA FERME

À Paris, une boutique a installé une ferme urbaine dans ses sous-sols. Depuis elle vend ses légumes et pousses atypiques aux restaurateurs et magasins bio de la capitale.

Fleur Weinberg, mai 2018 CONSO COLLABORATIVE



« *Quand je suis arrivé, j'ai fait un plan cultural, un plan de maîtrise sanitaire et j'ai développé la demande* ». détaille Pablo. Depuis septembre 2017, cet ingénieur, étudiant à AgroParisTech, s'active dans les sous-sols de Yumi. Cette boutique parisienne de jus et de légumes a en effet décidé de produire elle-même ses aliments au sein d'une ferme urbaine souterraine. Des jeunes pousses de capucine, radis, moutarde, bourrache, mais aussi de chou rouge, coriandre ou pois vert germent dans la cave. Vendus en barquette ou ajoutés aux jus, ces aliments questionnent encore les clients, peu habitués à les consommer. Les restaurateurs du quartier, eux, plébiscitent leurs récoltes. « *On représente une alternative bio, plus proche et moins chère que les grands distributeurs* », raconte Pablo. Il illustre : « *le chef cuisinier de restaurant les Résistants invente des recettes qu'on ne connaissait même pas avec nos produits !* » Comme les cycles de production sont courts et que la de-

mande explose, Yumi expérimente en continu de nouveaux semis. Ainsi, pousses de shiso, d'amarante ou d'agastache sont en phase de test.

RESPECT DU LÉGUME

« *Beaucoup disent que l'agriculture urbaine est un truc de bobos. Mais nous arrivons à un rendement intéressant : dans 20 m², on produit 3,5 tonnes de micro-pousses par an* », explique Pablo. La Mairie de Paris estime qu'avec 33,5 hectares destinés à l'agriculture urbaine, on pourrait nourrir à plein potentiel 20 % de la population parisienne. « *On est vendu chez Biocoop et Naturalia. Ce sont des enseignes qui nous ressemblent, elles ont un cahier des charges hyper strict* », conclut Raphaël de Taisne, cofondateur de Yumi. Et de lister : « *absence d'arômes ayant poussés dans des serres chauffées, interdiction d'utiliser des fruits et des légumes acheminés par avion, pas de curcuma ni de gingembre de Chine.* » Yumi a été lauréat du programme de Biocoop, catégorie *Jeunes pousses de la Bio* en 2017, ça ne s'invente pas. ●



© Fleur Weinberg



3. Réinventer le travail

Avec

Julia de Funès,

coauteure de La comédie (in)humaine :
comment les entreprises font fuir les meilleurs

&

De nouvelles formes d'organisation
Une finance au service de tous
La recherche et la fabrication collaborative

JULIA DE FUNÈS

LE BONHEUR NE SE MANAGE PAS

Julia de Funès a coécrit avec l'économiste Nicolas Bouzou *La Comédie (in)humaine, comment les entreprises font fuir les meilleurs*. Dans ce livre, la philosophe cloue au pilori le management contemporain qui prétend prendre en charge le bonheur des salariés. Car c'est le sens que l'on porte à son travail qui rend heureux, et non les babyfoots ou les réunions interminables. Propos recueillis par **Fleur Weinberg** / Photos : **Sophie Palmier**



quelle comédie faites-vous allusion dans votre livre ?

On fait allusion à la mode managériale qui consiste à faire les mêmes choses que tout le monde, de façon formatée et conforme. Cette façon de faire déshumanise très souvent les collaborateurs. En fait, c'est plus une tragi-comédie qu'une comédie qui se joue en entreprise. Évidemment, il y a des choses cocasses comme les babyfoots, les smoothies bio, les plantes vertes ou les consoles de jeux qu'on voit désormais dans les open spaces. Mais ce vernis cache souvent un profond mal-être lié à la perte de sens dans le travail. On parle des burn-out, mais il y a de plus en plus de cas de bore-out (quand le salarié s'ennuie par manque de travail), ou de brown-out (quand il ne sait plus pourquoi il va travailler). Or, un salarié qui vient juste pour son salaire est un salarié perdu.

Absurdités managériales, crise de confiance, tyrannie du collectif : vous mettez sévèrement à l'amende le management contemporain.

Oui, le management actuel est rempli de non sens. On est dans

une logique de mouvement pour le mouvement, de travail pour le travail. Pour moi, les powerpoint et les réunions plombent le management. Les slides ne servent à rien, simplifient la pensée à outrance et nuisent à la productivité en entreprise. Il faut se remettre à rédiger des documents, car c'est en structurant un texte que l'on peut identifier et comprendre ce qui est vraiment essentiel. Les réunions incessantes posent un autre problème : le renversement de valeurs sur le collectif. Si on est quinze en réunion, on travaille automatiquement moins que si on est seul face à quelqu'un. Bien sûr, je ne critique pas l'intelligence collective, mais je critique l'usage du collectif qui est fait en entreprise, quand ça devient de la guimauve morale prétexte à la paresse individuelle. Un collectif qui n'est pas sous-tendu par un travail individuel fort et rigoureux ne sert à rien.

Au-delà du management, la valeur travail a elle-même évolué. Cela peut-il expliquer pourquoi de plus en plus de jeunes sont dégoûtés du monde de l'entreprise ?

C'est intéressant de voir comment la valeur travail a évolué dans notre société. Avant,

Julia de Funès

1979
Naissance à Paris.

2010
Crée sa société
Prophil Conseil.

2012
Conçoit et présente des chroniques média (France 5 et BFM) et écrit son premier livre *Coup de philo sur les idées reçues* (Michel Lafon).

2018
Coécrit *La comédie (in)humaine, comment les entreprises font fuir les meilleurs*, avec l'économiste Nicolas Bouzou (Éditions de l'Observatoire).

on allait en entreprise pour faire carrière. Désormais, la notion de travail est très individuelle et la reconnaissance sociale n'est plus la seule justification au travail. Pour les jeunes diplômés, qui claquent la porte du monde de l'entreprise parce qu'ils en sont écœurés, je l'explique par la perte de sens. Ils occupent souvent des postes très techniques, et la technique, c'est un moyen mais jamais une finalité. Quand un salarié est « *coordinateur de flux transverses* », c'est très difficile pour lui de voir à quoi il contribue de façon concrète et tangible. Or les gens ont besoin de toucher et de voir ce qu'ils font. Un centralien qui ouvre une maison d'hôtes ou un normalien une boulangerie aspirent à des choses plus concrètes qui leur permettent de se modifier, de s'augmenter eux-mêmes. C'est cette aspiration qui explique cette tendance, ajoutée aux lourdeurs administratives et procédurales en entreprise que les gens ne supportent plus.

Les Chief Happiness Officers sont-ils là pour essayer de contenir l'hémorragie ?

Jamais les managers n'ont fait autant pour le bien-être des salariés, à qui l'on met tout à disposition et en même temps.



**"CE QUI ME DÉRANGE,
C'EST DE FAIRE
DU CHIEF HAPPINESS
OFFICER UN POSTE
CLÉ, ALORS QU'IL
S'AGIT D'UN EMPLOI
FICTIF. PARCE QUE
S'OCCUPER
DU BONHEUR,
C'EST S'OCCUPER
D'UNE FICTION."**

Pourtant, il n'y a jamais eu autant de maladies professionnelles que depuis qu'on s'occupe du bonheur des salariés. On est dans une forme de démagogie managériale. Qualité de vie au travail, Chief Happiness Officer, cocooning : c'est une forme de fidélisation du salarié, et tant mieux si on fait du bureau un lieu agréable. Mais ce qui me dérange, c'est de faire du Chief Happiness Officer un poste clé, alors qu'il s'agit d'un emploi fictif. Parce que s'occuper du bonheur, c'est s'occuper d'une fiction. Le bonheur est indéfinissable, instable et dépend des autres. Je vois ça juste comme un adoucissant. Il faut être performant mais à côté, on vous offre quelque chose. Ce ne sont que des artifices. Ce n'est pas le bonheur qui va rendre les gens plus performants. Ce sont les capacités d'agir véritablement et de travailler bien qui vont rendre les gens plus heureux. Le bonheur comme conséquence de la performance oui, comme condition, non.

Dans votre livre, vous dites que les compétences clés du XXI^e siècle seront les plus humaines. Ça semble évident et pourtant ce n'est pas le cas. Pourquoi ?

Ça devient un poncif même de dire ça, que les compétences clés sont les plus humaines face à l'intelligence artificielle, la robotisation, la digitalisation. Simplement, les entreprises n'arrivent plus à le faire car il nous manque du sens et des mots. Les gens ne parlent plus, ne lisent plus beaucoup et jouent. Toutes les formations en entreprise tournent autour du jeu. Les salariés en réunion ne se parlent plus directement les yeux dans les yeux et font des slides avec des images pour communiquer. Les salariés ont du mal à renouer avec des compétences strictement humaines, parce qu'on les a perdues de vue, parce qu'on

est dans la norme, la mode managériale, où il faut du ludique, du fun, du visuel, mais on a perdu tout ce qui est de l'ordre la pensée, de l'écoute, même si ce sont des mots qu'on entend en entreprise mais qui sont formatés, galvaudés, parce que rarement incarnés.

Que pensez-vous des nouvelles formes de gouvernance plus horizontales ?

Je ne prône pas le pur retour à la verticalité mais on est passé d'un management très vertical, à un management très nivelant. Je pense que ça a été une grosse erreur dans les entreprises de faire du management une promotion. Car le management, c'est une compétence, et il devrait être accordé à ceux qui la possèdent réellement. On se retrouve avec cinquante managers parce qu'il fallait récompenser autant de personnes qui travaillent bien, et du coup on a trop de niveaux de management. Ça engourdi, ça congestionne toutes les façons d'être et de faire. Et il y a d'autres façons de récompenser. Il faudrait évaluer les gens qui ont le charisme, le leadership suffisant. Je suis pour ce retour à l'autorité véritable. Pas l'autoritarisme, mais l'autorité, c'est-à-dire quelqu'un qui va venir augmenter ses troupes. Il faut trouver un juste milieu entre une certaine solennité, un certain leadership et une proximité, une convivialité entre les équipes.

Vous énoncez cinq principes pour travailler mieux, parmi lesquels oser la confrontation, le dialogue véritable.

Avec Nicolas, on ne cherche pas à dériver vers une explication unique à la crise de l'entreprise. Mais en entreprise, on n'a pas le courage de se regarder et de s'affronter. On n'a pas le courage de dire les choses, avec des mots simples, par exemple exprimer son désaccord, car on confond confrontation et

"VOUS VOULEZ VRAIMENT QUE VOS SALARIÉS SOIENT PLUS AUTONOMES ET PLUS ÉPANOUIS ? SUPPRIMEZ LES POINTEUSES ET LAISSEZ-LES LIBRES DE CHOISIR DEUX JOURS DE TÉLÉTRAVAIL PAR SEMAINE."

conflit. On n'a pas le courage de penser véritablement ce qu'on fait. Ce sont toutes ces façons de faire qui sont uniformisées, et qui créent beaucoup de souffrance. Du coup, on prône tout ce qui va vers l'autonomie et la simplification.

Si chercher à faire le bonheur des salariés est une impasse, quelle proposition faites-vous pour améliorer le travail en entreprise ?

Arrêter avec les formations et le team building inutiles, qui font beaucoup de mal aux salariés. C'est humiliant d'en être réduit à faire des ateliers pâte à sel pour souder une équipe. Il faut aussi réussir à formuler le mantra de l'entreprise en une phrase claire. C'est compliqué, mais c'est essentiel. Elon Musk arrive à le dire, « coloniser Mars ». Le projet est clair et fait rêver tous les ingénieurs de la Silicon Valley. Facebook, c'est « relier le monde », c'est très clair aussi. Mais dans la plupart des entreprises, les gens ne savent même plus penser et énoncer la finalité de ce qu'ils font. Il faut aussi repenser le temps en entreprise pour sortir de la culture de l'horloge. Vous voulez vraiment que vos salariés soient plus autonomes et plus épanouis ? Eh bien, supprimez les pointeuses et laissez-les libres de choisir deux jours de télétravail par semaine. Vous voulez entrer dans une logique de confiance avec eux ? Divisez par deux le nombre de réunions et de slides. Avec Nicolas, notre réflexion consiste à définir le contenu qu'on met derrière ces grands mots brandis aujourd'hui en entreprise. C'est seulement à ce prix-là qu'on peut en faire des outils réellement opérants.

Certaines entreprises y parviennent-elles ?

Oui, certaines se remettent en question, comme La Poste.



Ils ont repensé la finalité de leur entreprise en fonction du contexte et se sont modernisés grâce au numérique. Ce n'est pas une question de taille d'entreprise mais de souplesse et de simplification des process. Des entreprises américaines ou canadiennes ont fait des choix radicaux en ce sens. Les gens n'ont plus de programme, plus de calendrier, ils sont libres, mais ils ne travaillent pas moins que ceux qui sont à 35 heures. Au contraire, plus ils sont autonomes, plus ils sont productifs et performants. Il y a plein d'exemples qui fonctionnent. Les entreprises qui n'y arrivent pas manquent juste

de courage et de sens. Du coup, elles se perdent en coaching et en formations qui coûtent une fortune et qui ne servent à rien.

C'est quoi un bon manager ?

Il faut devenir le plus humain possible. C'est un terme archi galvaudé : ça veut dire quoi, mettre l'humain au centre ? Eh bien ça veut dire pour un manager être à l'écoute de chaque individu dans son équipe, ne pas raisonner de façon formatée et quantitative en permanence. Un bon manager c'est celui qui ne fait pas du bonheur une condition de la performance, mais qui fait du travail autonome une source

"UN BON MANAGER ARRÊTE LES RÉUNION DÉBILITANTES ET FORME LES SALARIÉS À DES DISCIPLINES QUI LES ENRICHISSENT VRAIMENT AU LIEU DE LES INFANTILISER."

de bonheur. Quelqu'un qui mise sur le sens, et non sur les process qui engourdissent les intelligences à un point tel que les salariés ne voient plus la finalité de ce qu'ils entreprennent. Qui laisse de l'autonomie, arrête les réunions débilitantes, et forme les salariés à des disciplines qui les enrichissent vraiment au lieu de les infantiliser. Pour avoir cette autorité-là, un bon manager doit être convaincu en profondeur par ce qu'il fait. Or souvent, en entreprise, on est dans le simulacre le plus total et chacun se contente de jouer le rôle qui lui a été assigné par la comédie. ●



© Metropolitan / Le loup de Wall Street

GOUVERNANCE HORIZONTALE

COMMENT DYNAMISER LA DÉMOCRATIE EN ENTREPRISE

« B Corp », entreprises sociales, coopératives, fondations : de nombreux labels et formes d'organisation coexistent aujourd'hui pour mieux partager le pouvoir et les bénéfices. Plongée dans ces entreprises qui réinventent le capitalisme grâce à une gouvernance plus horizontale. **Côme Bastin, août 2018 SOCIALTER**

Le point commun entre Nature & Découvertes, microDON, Patagonia ou LITA.co (ex-1001PACT) ? Toutes sont des *B Corp* (*benefit corporations*). Créé outre-Atlantique en 2006, ce label entend « faire évoluer le capitalisme » en rassemblant les entreprises soucieuses de leur mission. Elles sont aujourd'hui 2 500 dans le monde et 53 en France à s'être vu décerner le label. « Contrairement à l'économie sociale et solidaire, une *B Corp* n'a pas besoin de rechercher un objectif

d'utilité sociale à titre principal », précise M^e Alissa Pelatan, fondatrice du cabinet AMP Avocat spécialisé en droit des entreprises sociales et *social business*. « Il faut en revanche que les salariés, les parties prenantes et l'environnement soient respectés et valorisés tout au long la chaîne. » L'important n'est donc pas tant ce que fait l'entreprise que la manière dont elle le fait. À ce titre, la dimension de la gouvernance occupe une place centrale au sein de l'évaluation permettant d'intégrer le club. « Les entreprises doivent répondre à 200 questions et obtenir un

score d'au moins 80 à l'issue des vérifications effectuées par un comité indépendant de *B Lab* », détaille M^e Pelatan. Parmi ces questions : « Est-ce que votre entreprise partage ses bénéfices avec ses employés ? Quel est l'écart entre le plus bas et le plus haut des salaires (bonus compris) ? Quel pourcentage de la société est détenu par des salariés non fondateurs ? Est-ce qu'il existe un comité consultatif ou de surveillance ouvert aux salariés ? »

CONSULTATION ET INTÉRESSEMENT

Le cabinet Utopies et ses 41 salariés aident les entreprises à intégrer les en-

jeux sociaux et environnementaux à leur stratégie – et notamment à devenir des *B Corp*. Labellisé lui-même, il pratique en interne le partage de la valeur et de la décision qu'il promet. « Nous informons et consultons régulièrement l'équipe sur nos résultats et les choix stratégiques, indique la fondatrice, Élisabeth Laville. Nous avons mis en place un accord d'intéressement distribuant un tiers du résultat de l'entreprise aux salariés. Enfin, l'écart entre les plus basses et les plus hautes rémunérations est limité à un rapport de 1 à 4. »

De plus petites entreprises s'engagent également à améliorer leur gouvernance à travers *B Corp*. En témoigne Elizabeth Soubelet, qui emploie 7 personnes au sein de Squiz – une entreprise qui commercialise des gourdes

de l'économie sociale et solidaire (ESS). La raison ? Elles partagent une gouvernance démocratique caractérisée par « l'information et la participation des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise » (article 1^{er}). Les sociétés commerciales peuvent elles aussi devenir des entreprises de l'ESS si elles respectent certains critères.

Les coopératives appliquent ainsi le principe « une personne égale une voix » dans leurs prises de décision lors des assemblées générales. Les mutuelles permettent de leur côté à chacun de leurs sociétaires d'élire des délégués, qui éliront à leur tour les membres du conseil d'administration décisionnaire. Toutes les entreprises de l'ESS réinvestissent au moins 50 %

est effectivement mise en place », considère Élisabeth Laville, du cabinet Utopies. Président de la Fondation Crédit Coopératif et du Labo de l'ESS, Hugues Sibille note de son côté que « la vie démocratique des entreprises de l'ESS s'essouffle (1) », avec des taux de participation aux traditionnelles assemblées générales en baisse. Il recommande de s'inspirer de nouvelles pratiques démocratiques telles que les assemblées tirées au sort ou les « civic tech » pour « renouveler les modes de gouvernance » du secteur.

HORS DES RADARS

Enfin, de nombreuses entreprises pratiquent des formes de gouvernance innovantes hors des radars de l'ESS, dont la structure est parfois rigide, ou du label *B Corp*. « Une forme très intéressante est celle de la fondation actionnaire », juge Élisabeth Laville. Ikea (Suède), Carlsberg (Danemark) ou encore Tata (Inde) ont, parmi des milliers d'autres, opté pour ce modèle méconnu en France. « Leurs fondateurs ont transmis tout ou partie du capital et des droits de vote à des fondations pour assurer la mission de l'entreprise, en la protégeant des risques de rachat et de démembrement. » Plusieurs start-up dans le monde, comme la finlandaise Sharetribe, ont aussi fait le choix du « steward-ownership ». S'il est ouvert à des investisseurs extérieurs, ce modèle d'entreprise concentre l'actionnariat dans les mains des salariés et garantit que le pouvoir décisionnaire leur est réservé. De nombreuses plateformes de l'économie collaborative (Peerby, Mutum) proposent, elles, à leurs utilisateurs – souvent contributeurs directs de leur activité économique – de devenir actionnaires via le « crowdlending » (actionnariat participatif). L'avenir passe aussi par ces entreprises à la gouvernance « hybride » décrites dans l'étude *Gouvernances* publiée par OuiShare en mars 2017 : « Plus flexibles que des organisations à gouvernance égalitaire dont elles s'inspirent ; mais aussi plus inclusives que des plateformes fondées sur une gouvernance centralisée. » ●

“SI LES RACINES DU MUTUALISME ET DU COOPÉRATIVISME REMONTENT AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE, ILS INSPIRENT UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE TRAVAILLEURS NUMÉRIQUES À LA RECHERCHE D'UN MODÈLE D'ENTREPRISE PLUS DÉMOCRATIQUE.”

rechargeables pour compotes ou yaourts. « Après avoir été labellisés, nous avons mis en place un conseil d'administration, qui se réunit pour formuler la stratégie de l'entreprise chaque année, et un plan d'intéressement pour les salariés. » C'est la force du label *B Corp* : permettre à ses membres de progresser dans toutes les dimensions (salariés, environnement, clients...) qui le composent. Mais c'est aussi sa faiblesse : on peut être labellisé *B Corp* en excellant dans certains domaines mais pas dans d'autres... comme la gouvernance.

STATUT JURIDIQUE

Associations, coopératives, mutuelles, fondations : pour ces organisations, le partage du pouvoir et de la valeur repose sur le statut juridique. Elles sont, depuis la loi Hamon de 2014, considérées comme membres du sec-

de leurs bénéficiaires au profit du développement de l'entreprise. « La gouvernance démocratique et le modèle économique au service des parties prenantes sont inscrits dans l'ADN des entreprises de l'ESS », estime M^e Pelatan. Si les racines du mutualisme et du coopérativisme remontent au début du xx^e siècle, ils inspirent une nouvelle génération de travailleurs numériques à la recherche d'un modèle d'entreprise plus démocratique. Un exemple : la coopérative SMart, née en Belgique, qui réunit aujourd'hui 35 000 travailleurs indépendants européens autour d'avantages et d'outils de décision partagés.

Les labels et les statuts suffisent-ils pour autant à produire de la vertu ? « Il faut éviter le “mission washing” en s'assurant et en évaluant qu'une gouvernance spécifique intégrant les parties prenantes

(1) Interview du 26 avril 2017 sur le blog *We Are Up*.

ESPRIT, ES-TU LÀ ?

LES NOUVEAUX CHEMINS DU COWORKING

Le travail collaboratif, c'est l'esprit du P2P, la philosophie d'entraide, d'échange et de liberté de l'open source. Alors que les espaces de coworking se multiplient, qu'en est-il du « travailler ensemble » ? Juillet 2018 III



Trois millions d'actifs sont aujourd'hui des travailleurs non-salariés en France. *Digital workers*, journalistes, professions libérales, de plus en plus de professionnels « sans bureau fixe » exercent leur métier en électrons libres. En parallèle, les usages évoluent en entreprise, où l'organisation du travail connaît de profondes mutations. Alors structures d'accueil et entreprises se mettent en quatre pour proposer des espaces qui favorisent les interactions et l'épanouissement des travailleurs.

SILENCE, ON INNOVE !

« Une déco sympa, du très bon café, une connexion Wi-Fi : j'avais sans y penser tous les ingrédients pour attirer les indépendants », analyse Agathe, fondatrice du Café Pinson à Paris. Bon nombre de cafés voient ainsi s'installer chaque jour habitués ou oiseaux de passage, ordi sous le bras et téléphone à la main. À l'inverse de ce succès inopiné, de nouveaux cafés ont

fait du coworking leur principal argument marketing. Pionnier du genre, l'espace de coworking Mutinerie vient pourtant de fermer ses portes parisiennes. Antoine Van Den Broek, l'un des fondateurs, explique : « *Le coworking était un mouvement avant de devenir un marché. Il était regardé de haut par les acteurs de l'immobilier mais a fini par attirer leur attention.* » Alors pour conserver l'état d'esprit originel, le collectif s'est mis au vert et a créé Mutinerie Village au cœur des vallons perchons. Un potager en permaculture, des ateliers de fabrication, des espaces de vie et de travail : pour Antoine Van Den Broek, Mutinerie Village répond aux aspirations des pros « *qui passent leur vie derrière un ordi et ont envie d'un retour à la terre.* »

RATS DE LABORATOIRE

Autre versant de la réinvention du coworking : certaines entreprises misent sur le *test & learn*, l'apprentissage par l'expérimentation. Pour améliorer le bien-être de leurs salariés (et pourquoi pas leurs performances, au passage), elles créent dans

leurs bureaux de nouveaux espaces décloisonnés, à mi-chemin entre zones de repos et de travail. Orange est allé plus loin en ouvrant la Villa Bonne Nouvelle, un espace de « corpoworking » lancé en 2014. Maya Sérigne, directrice du lieu, explique la démarche : « *C'est un laboratoire des Ressources Humaines pour analyser l'évolution du travail, mesurer la dimension de bien-être et l'engagement de l'individu.* » Un espace sans règles où se côtoient salariés d'Orange sur des projets ponctuels et start-up hébergées, et qui permet aux RH de tirer un certain nombre d'enseignements. De plus en plus de grandes entreprises investissent ainsi le champ du collaboratif pour insuffler de nouvelles dynamiques à leurs équipes. Hold-up ou mutation ? Chacun voit midi à sa porte, et pour finir sur un mot d'Antoine Van Den Broek : « *Derrière chaque espace se développe un contrat social implicite : quand un freelance choisit un espace, il choisit d'entrer dans un groupe.* » La variété des espaces permet à chacun de trouver l'état d'esprit et l'environnement qui lui conviennent. ●

ZÉRO CARBONE ET 100 % CRYPTÉ UN AUTRE WEB EST POSSIBLE

C'est pour promouvoir un web respectueux des individus et de l'environnement que Stéphane Petitbon a fondé Newmanity en 2012. Au départ pensée comme un réseau social, cette start-up propose aujourd'hui un système de messagerie, mails et stockage de fichiers 100 % crypté et sans aucune revente de données personnelles. Newmanity s'attaque également à la facture environnementale du web puisque l'ensemble des informations de ses utilisateurs est hébergé sur des serveurs alimentés à 100 % par les énergies renouvelables. « Notre data center zéro carbone est situé en Hollande et tourne à l'énergie hydraulique et éolienne, détaille Stéphane Petitbon. C'est aussi un des pays les plus exigeants en termes de protection des données personnelles. »

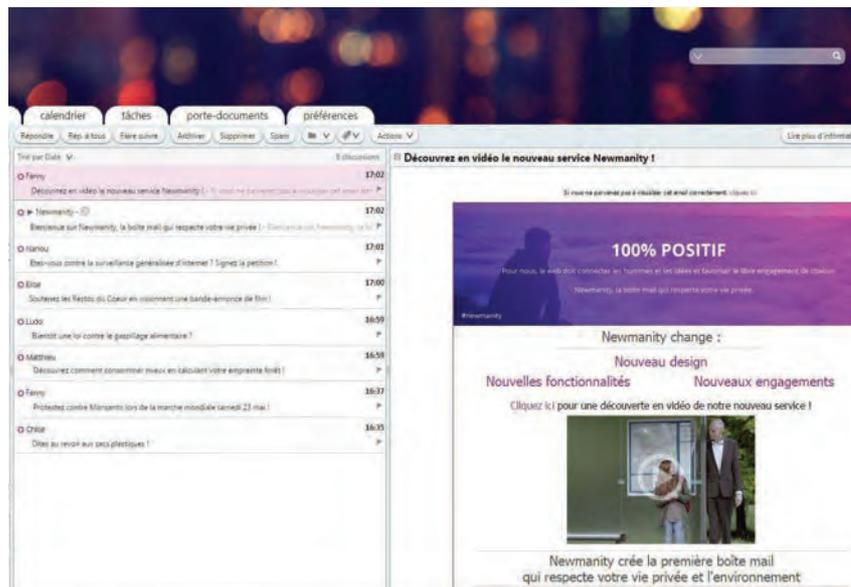
MISER SUR LES ENTREPRISES

L'objectif de Newmanity est de convaincre les entreprises d'adopter

son offre. D'abord parce qu'elles sont de plus en plus sensibles à la protection des données de leurs salariés. Ensuite parce qu'une loi européenne les y oblige désormais. « Elle va entrer en application en mai et stipule notamment

que les entreprises doivent utiliser des messageries hébergées en Europe et s'assurer que les données de leurs collaborateurs et de leurs clients ne sont pas exploitées. » ●

Côme Bastin, février 2018



REPRENDRE LE CONTRÔLE COOPÉRATIVE DE DONNÉES

On connaissait les coopératives de travailleurs, place désormais aux coopératives d'internautes et de données. C'est une première, portée par la start-up myCO, afin de permettre aux Français de mieux contrôler l'usage qui est fait de leurs données lorsqu'ils utilisent le web. En effet, 85 % d'entre eux se disent préoccupés par la protection de leurs données personnelles en ligne selon une étude CSA de septembre 2017.

BOÎTE À OUTILS DIGITALE

MyCO propose d'abord un navigateur sécurisé qui permet de choisir à tout moment entre trois niveaux de protection : « invisible » (pas de traces laissées sur les sites), « protégé » (empêche tout échange de données à l'insu de l'internaute) ou « à risque » (comparable à un navigateur classique). Mais l'aspect le plus ambitieux du projet concerne la gestion des données des internautes et c'est là que la forme coopérative entre en jeu. Chaque utilisateur de myCO doit souscrire une part de la coopérative. Celle-ci lui permet de répondre – ou non – à des questions auprès de marques ou d'instituts, de façon anonymisée « Plus un sociétaire est actif, plus il va engranger de myCoins, explique Arnaud Blanchard, CEO. À la fin de chaque mois, il est rétribué en euros selon le chiffre d'affaires engrangé et sa participation. » ●

Côme Bastin, juillet 2018





Coursiers Bordelais réalise aujourd'hui environ 200 livraisons par mois.

© Coursiers Bordelais.

DES COURSIERS À VÉLO EN QUÊTE D'ALTERNATIVES

LIVRAISON SOCIALEMENT RESPONSABLE

Pour mettre un terme à leur dépendance aux grandes plateformes de livraison, des coursiers à vélo s'associent, avec pour objectif de créer des coopératives. **Céline Mouzon et Clément Pouré, mai 2018** Alternatives Économiques

J' ai rapidement compris que travailler pour les grandes plateformes rendait précaire », témoigne Christophe Le Bail, livreur à vélo à Nantes. Comme d'autres à Toulouse, Bordeaux, Paris ou Lyon, il a décidé de créer son entreprise de livraison, en l'occurrence Les Coursiers Nantais. Et de tourner le dos à Foodora, Deliveroo, Uber Eats... ces plateformes qui dominent le marché de la livraison de nourriture à domicile, bataillant sur les prix à coups de réduction des tarifs des livreurs (des auto-entrepreneurs payés à la course).

Un peu partout en France, des associa-

tions de coursiers se sont créées ces derniers mois. La plupart existent sous forme d'associations, mais l'objectif est d'en faire des coopératives. À Lyon, la SAS Fends La Bise !, née en 2014, aimerait adopter le statut de société coopérative et

“POUR S'ÉMANCIPER, IL FAUT UNE SOLUTION TECHNOLOGIQUE QUI TIENNE LA ROUTE.”

participative (Scop). Pourtant, malgré un joli chiffre d'affaires (303 000 euros en 2017), sa situation reste fragile. L'activité repose sur les deux gérants, salariés, et une équipe de 18 coursiers ayant le statut d'auto-entrepreneurs. Même schéma à

Bordeaux, où le modèle économique n'est pas encore trouvé. « Nous réalisons environ 200 livraisons par mois, surtout de fleurs, de prothèses dentaires et de colis pour la chambre de commerce », précise Arthur Hay, cofondateur des Coursiers

Bordelais. L'association rassemble trois livreurs qui se financent sur leurs économies personnelles. Venus de la livraison de nourriture de restaurant, ils ont élargi leur activité à des secteurs où les géants de la « foodtech » (l'utilisation de la tech-

nologie pour se faire livrer un repas d'un restaurant) ne sont pas présents.

SOLUTION TECHNOLOGIQUE

Mais pour s'émanciper, il faut une solution technologique qui tienne la route, afin de gérer les commandes, interagir avec les commerçants et les particuliers, et indiquer où en est la livraison. Deux projets distincts ont vu le jour, à Toulouse et Paris. Dans la cité rose, AppliColis s'adresse aux commerçants (des fleuristes aux cavistes en passant par Carrefour et Biocoop) auxquels elle propose des transporteurs. Localement, ces transporteurs sont les Coursiers toulousains, créés par les fondateurs d'AppliColis, ou bien des entreprises d'utilitaires lorsque le vélo-cargo est insuffisant. L'application peut aussi être utilisée par d'autres commerçants ailleurs en France. Ils se verront alors proposer d'autres entreprises de livraison respectant les valeurs d'AppliColis, comme Coursiers Bordelais ou Coursiers Nantais. Ce n'est donc pas le particulier qui choisit de faire appel à un service éthique et écologique. Il ne saura qui est derrière la livraison que si le commerçant le lui précise, ce qui n'est pas toujours le cas.

L'utilisation de l'application est facturée 5 % du prix de la livraison aux entreprises de coursiers. Cela ne représente qu'un faible montant (1 500 euros par mois), qui complète l'activité de livraison des Coursiers toulousains. Celle-ci progresse de 15 % par mois et s'élevait environ à 4 000 euros en avril.

À Paris, l'application CoopCycle est en phase de test. Également destinée aux coopératives de coursiers, elle propose une mise en relation entre particuliers et commerçants, à la différence d'AppliColis. AppliColis et CoopCycle espèrent l'une et l'autre se transformer en société coopérative d'intérêt collectif (Scic) d'ici la fin de l'année, afin d'associer collectivité publique, commerçants, salariés et entreprises de livraison, qu'elles soient collectives ou individuelles (car en réalité beaucoup de coursiers souhaitent rester indépendants pour garder de la flexibilité). Avec, comme enjeu, une volonté de se réapproprié l'outil de travail et de sensibiliser pouvoirs publics, commerçants et particuliers aux enjeux de la livraison sur le dernier kilomètre. ●

UNISSEZ-VOUS ! LA COOPÉRATIVE AUX 35 000 MEMBRES

Sur un modèle mutualiste, cette communauté offre à ses travailleurs de nombreux avantages tels qu'un fonds de garantie pour les paiements et une assistance administrative.

Côme Bastin, juillet 2018 

La coopérative de travailleurs SMart (Société mutuelle pour artistes) a vu le jour il y a 20 ans, en Belgique, pour répondre aux besoins spécifiques des intermittents et des auteurs : travail irrégulier avec des clients multiples, importants délais de paiements, absence de contrat... Si elle a conservé son nom, elle rassemble cependant aujourd'hui des coopérateurs de tous horizons : communication, mode, web, conseil... « De plus en plus de travailleurs basculent, soit par choix soit par nécessité, vers le travail indépendant et ce qui était la norme des artistes devient leur lot aussi », décrit Emily Lecourtois, responsable développement de SMart et anciennement dirigeante d'une structure de développement culturel. Ainsi, SMart a rapidement séduit au-delà des artistes et après avoir ouvert en France en 2009, elle rassemble aujourd'hui 35 000 travailleurs en Europe. »

SMart fonctionne selon les principes du mutualisme : en mettant leur

chiffre d'affaires en commun, les coopérateurs peuvent partager les risques et bénéficier d'outils auxquels ils n'auraient jamais eu accès seuls, ou même dans une TPE (très petite entreprise). Au fil du temps, la coopérative a développé pour ses membres de nombreux outils : une plateforme web d'administration, un fonds de garantie pour être réglé rapidement, des assurances (civiles et professionnelles), une assistance juridique, des financements...

LE MUTUALISME SÉDUIT

La moyenne d'âge du coopérateur SMart est de 39 ans. Un chiffre un peu élevé qui s'explique par le fait que la jeune génération utilise souvent le statut d'auto-entrepreneur. Mais Emily Lecourtois l'assure, « les jeunes sont de plus en plus intéressés par le modèle mutualiste face à la précarisation du travail ». Un modèle qui, face aux crises du capitalisme, « a toujours été une source de réinvention et de résistance. » ●



Lors d'une assemblée générale de SMart.

© SMart.

QUAND LES ENTREPRISES SE PASSENT DES BANQUES

LE CROWDFUNDING EST DANS LA BOÎTE

Troc, prêt ou investissement participatif... des solutions émergent pour les entreprises à côté du financement bancaire. **Marion Perrier, août 2018** Alternatives Economiques

Permettre aux entreprises de financer leurs projets sans faire appel aux banques, c'est l'une des facettes de l'économie collaborative. Troc interentreprises, prêts (crowdlending) ou investissement en capital (crowdequity) de particuliers *via* des plateformes se multiplient, encouragés par les pouvoirs publics. En 2014, ont été créés les statuts d'intermédiaire et de conseiller en financement participatif qui fournissent un cadre aux activités des plateformes.

Balbutiant en France, le « barter », l'échange entre entreprises, est très développé dans les pays anglo-saxons ou en Suisse. Née en 2014, la société coopérative d'intérêt collectif (Scic) France Barter anime un réseau de 970 entreprises qui peuvent échanger leurs biens et ser-

vices, et couvrir certains besoins sans toucher à leur trésorerie, *via* l'attribution à chaque membre d'un compte

sur les transactions. Depuis sa création, elle a enregistré 3 000 transactions pour une valeur de 5,5 millions d'euros. Avec

“SANS CAUTION NI GARANTIES, LE PRÊT PARTICIPATIF S'ASSORTIT EN REVANCHE DE TAUX D'INTÉRÊT SOUVENT PROCHES DE 8 %, TRÈS SUPÉRIEURS À CEUX DES BANQUES.”

libellé en « euros barter ». « *Nous avons fait appel à un imprimeur et travaillé pour une dizaine de membres du réseau* », illustre Juliette Eskenazi, fondatrice de l'agence Poussin Communication.

France Barter se rémunère grâce aux abonnements des membres (235 euros par an) et à une commission de 5 %

200 000 euros de chiffre d'affaires en 2017, elle n'est pas encore rentable mais vise l'équilibre d'ici 2019.

UN SECTEUR ENCORE MARGINAL

Plutôt que d'échanger entre elles, les entreprises peuvent aussi solliciter les particuliers sur les plateformes de



Lendix propose aux PME de postuler pour des prêts de 30 000 à 5 millions d'euros, à des taux d'intérêt supérieurs à ceux des banques.

crowdlending. Fondée en 2014, Lendix propose aux PME de postuler pour des prêts de 30 000 à 5 millions d'euros, sur trois mois à sept ans, auprès de prêteurs qui peuvent investir à partir de 20 euros. « Les banques ne financent pas les investissements immatériels, qui ne peuvent faire l'objet de garanties », précise Olivier Goy, le fondateur. Pour Jean-Michel Chassal, devenu propriétaire d'une boulangerie-sandwicherie grâce à un prêt participatif de 218 000 euros, c'était la seule option : « Cela coïncidait au niveau des assurances emprunteur car je venais d'avoir un souci de santé. » Sans caution ni garanties, le prêt participatif s'assortit en revanche de taux d'intérêt souvent proches de 8 %, très supérieurs à ceux des banques (1,68 % en moyenne [1]).

Les plateformes comme Lendix, Lendosphere ou Lendopolis sélectionnent strictement les projets et ne s'adressent qu'aux entreprises ayant déjà deux ou trois années d'ancienneté. Avec 195,4 millions d'euros de prêts et 4 643 projets financés en 2017, le secteur reste marginal : fin avril 2018, la Fédération bancaire française comptabilisait 26 milliards d'euros de nouveaux crédits mensuels aux entreprises.

PLACEMENT RISQUÉS

Le poids du crowdequity, qui permet aux entreprises de lever des fonds sous la forme d'actions achetées par des particuliers, est encore moindre. Intéressant pour les start-up qui ne peuvent s'endetter, il suppose qu'elles acceptent d'ouvrir leur capital. En 2017, 58 millions d'euros ont été levés et 164 projets financés sur des plateformes comme Anaxago ou Wiseed.

Même si ces placements sont risqués, la demande des investisseurs est forte. Pour la cinquantaine de plateformes proposant du crowdlending ou du crowdequity, l'enjeu est donc d'attirer plus d'entreprises. Mais leur modèle économique, basé sur des commissions sur les montants levés, est fragile, et peu d'acteurs sont capables de financer des projets au-delà du million d'euros. ●

[1] Taux moyen pour les crédits nouveaux inférieurs ou égaux à 1 million d'euros en avril 2018, selon la Banque de France.



CROWDFUNDING

ALTERNATIVE OU MAILLON DE LA CHAÎNE ?

D'un côté des lanceurs de projets à la recherche d'un financement, de l'autre des investisseurs et entre les deux des plateformes web : voilà pour les présentations. Sauf que ce n'est pas si simple. **Avril 2018** III

Lancer une campagne de financement participatif, c'est donné à tout le monde. Ulule, KissKissBankBank ou Mymajorcompany : les plateformes rivalisent de pédagogie pour aider les porteurs de projets, particuliers, associations ou entreprises à démarrer leur quête. N'importe qui peut espérer obtenir rapidement une somme d'argent pour financer un projet, sans monter de dossier compliqué et sans devoir passer le barrage des banques. Et en face, qui sont les donateurs ? La famille et les amis, bien entendu, mais pas seulement. Sur les modèles de prêt aux entreprises (*crowdlending*) et de capital-investissement (*crowdequity*), le financement participatif apparaît aussi comme une solution pour diversifier ses placements.

BANQUES ET PLATEFORMES

Si les banques sont court-circuitées, les organismes de prêts évincés et

les grands industriels snobés, y a-t-il pour autant péril en la demeure pour les modes de financement classiques ? Pas forcément, puisque les plus gros ont déjà commencé à racheter les plus petits. Ainsi, on entend régulièrement parler de rapprochements stratégiques, sous forme de partenariats ou de rachats, entre banques et plateformes de financement participatif. Le crowdfunding apparaît donc de plus en plus comme un maillon intégré au système actuel. Pour les banques, les plateformes partenaires opèrent un premier tri parmi les demandes de financement, et leur apportent de nouveaux clients. Demain, un projet rejeté dans le cadre d'une demande de prêt classique, pourrait bien se voir requalifié par les banques et proposé à ses clients pour un investissement participatif. Un mode de financement pas si alternatif, finalement. ●



© Seb Jarnot

PATRICK VIVERET

« REFAIRE DE LA MONNAIE UN BIEN COMMUN »

Le Pays basque a l'eusko, Lyon a la gonette : les monnaies locales complémentaires se développent en France. Idée fumeuse ou expérience innovante ? Nous avons posé la question au philosophe et économiste Patrick Viveret, dont le rapport de 2002 « Reconsidérer la richesse » a impulsé le réseau Sol, qui fédère les monnaies locales complémentaires en France. **Philippe Nassif, mai 2018** *philosophie* MAGAZINE

P

ourquoi avoir recours à une monnaie locale complémentaire (MLC) ?

Patrick Viveret :

Les MLC s'inscrivent avant tout dans un mouvement plus large, qui vise à une réappropriation citoyenne de la monnaie. Une MLC est d'abord une monnaie considérée comme un bien public, un moyen d'échange et non de thésaurisation ou de spéculation – à la différence de l'euro ou du bitcoin. Locale, elle s'attache à dynamiser les richesses

s'opposent à l'euro mais viennent corriger ses dysfonctionnements – dont le fait que la Banque centrale européenne échappe à tout contrôle démocratique.

Dans certaines régions en crise, les monnaies locales permettent également de relancer la vie économique.

Les MLC ont en effet pris leur envol après la crise financière de 2008. Or, aujourd'hui, nous vivons sous la menace d'une crise potentiellement plus grave. Au niveau mondial, il existe 28 banques « systémiques », dont la faillite entraînerait un effondrement de

“UNE MONNAIE LOCALE COMPLÉMENTAIRE EST UN MOYEN D'ÉCHANGE, ET NON DE THÉSAURISATION OU DE SPÉCULATION.”

d'un territoire en incitant producteurs et consommateurs à privilégier les circuits courts. Ainsi, le restaurateur toulousain, pour écouler ses sol-violettes, achètera ses tomates à un maraîcher de la région plutôt qu'en Espagne. Enfin, elles sont complémentaires: elles ne se substituent ni ne

tout le système. Il s'agit donc de bâtir une stratégie de résilience qui permettra à la solidarité de s'organiser en lieu et place des paniques identitaires qu'une crise pourrait susciter. Et puis, il faut garder à l'esprit que bien des richesses monétaires sont le résultat de destructions de richesses écologiques

(par des industries polluantes) ou humaines (vente d'armes ou trafic de stupéfiants).

Hors crise, y a-t-il un intérêt immédiat à régler en MLC ?

Il n'y a certes pas un grand intérêt monétaire. Plutôt un intérêt général, puisque, à chaque fois que je paie en MLC, j'encourage une économie plus écologique, qui prend en compte son impact social et qui promeut une démocratie au niveau territorial. En effet, les entreprises qui rejoignent le mouvement prennent des engagements en ce sens. L'intérêt est donc celui du « bien vivre », sachant qu'une telle éthique doit toujours être en acte.

Il s'agit donc d'échapper au « fétichisme » de la monnaie que dénonçait Marx ?

Marx avait bien vu qu'avec le capitalisme, l'argent devient un « fétiche » qui fait écran à la réalité: il n'est plus un intermédiaire entre deux biens échangés mais saute par-dessus la richesse réelle pour créer directement de la valeur. De fait, aujourd'hui, plus de 95 % de la masse monétaire est consacrée à des opérations spéculatives. Mais, au-delà de Marx, toutes les traditions de sagesse et de spiritualité ont dénoncé l'usage de l'argent comme fin et non comme moyen : Aristote distingue l'*oikonomia* (« gestion du domaine ») de la chrématistique qui, elle, renvoie à l'accumulation. Pensons aussi à la dénonciation du « veau d'or » par les monothéismes. Bref, la richesse, ce n'est pas ce qui « se » compte, mais d'abord ce qui « compte ». ●

Les livres de Patrick Viveret
Reconsidérer la richesse
 Documentation française-
 Éditions de l'Aube, 2002
 (rééd. poche: Éditions de l'Aube, 2010)
La Cause humaine,
 Les Liens qui Libèrent, 2012

Sur le web
www.sol-reseau.org

LA FINANCE COLLABORATIVE EN PLEIN ESSOR AVEC LE COBANKING

Investissements records, succès auprès d'un large public : les jeunes pousses de la Fintech (contraction des mots « finance » et « technologie ») bousculent les vieilles habitudes bancaires.
 Juillet 2018 **L'OBS**



LEETCHI, L'HISTOIRE DURABLE

En 2001, Céline Lazorthes organise le week-end d'intégration de sa promo à HEC. Problème : elle doit avancer la somme à tous ses camarades. C'est à ce moment-là que la future chef d'entreprise imagine un service web gratuit et sécurisé qui réponde à ce besoin. Dix-sept ans plus tard, ce vœu a été exaucé et bien plus encore : Leetchi est le leader européen de la « cagnotte en ligne » avec 10 millions d'utilisateurs répartis dans plus de 150 pays. En 2015, la start-up a été rachetée par le Crédit Mutuel Arkéa pour plus de 50 millions d'euros. Pour Céline Lazorthes, c'est l'occasion de se recentrer sur sa deuxième start-up, Mangopay, une solution de paiement en ligne destinée aux plateformes.



LYDIA À L'ASSAUT DE L'EUROPE

Lancée en 2013, cette application mobile permet à la fois de payer ses achats en ligne, de rembourser ses amis en trois clics ou encore d'effectuer ses courses sans avoir besoin de carte bancaire ou d'espèces. « *Nous offrons des services simples, fluides et sécurisés* », explique Cyril Chiche, le cofondateur de l'entreprise. Aujourd'hui, l'application compte 1,3 million d'utilisateurs (particuliers) et, après avoir levé 13 millions d'euros en février 2018, a pour objectif de séduire l'ensemble du marché européen et ses 500 millions d'utilisateurs potentiels.



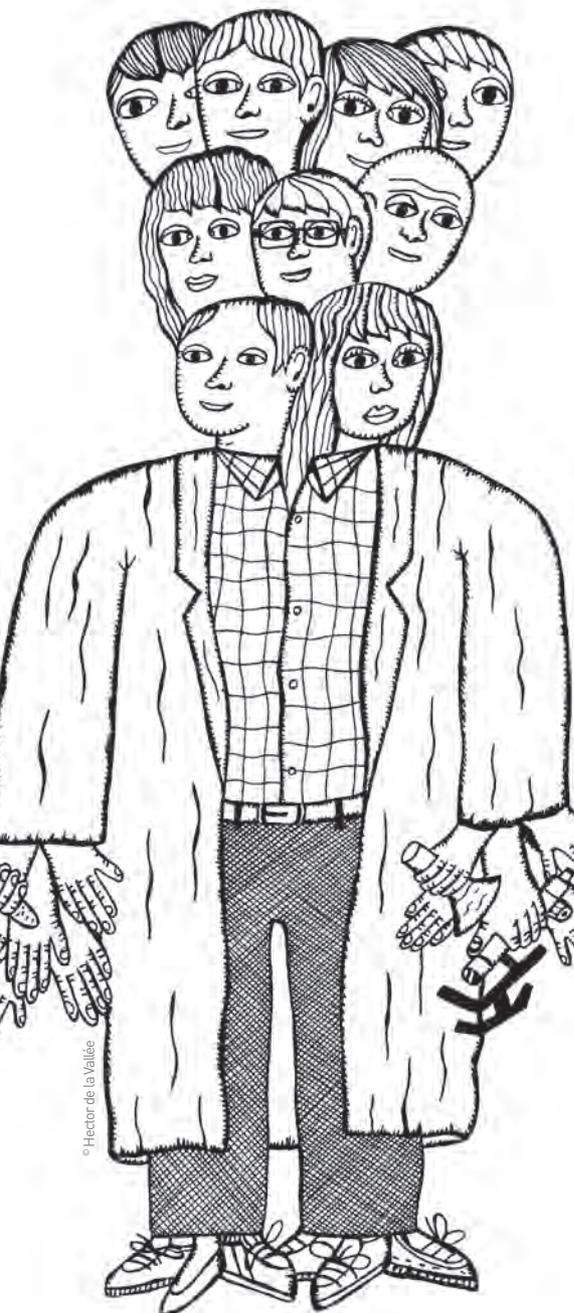
YOUNITED CREDIT, SUCCÈS FRANÇAIS

Les Fintech sévissent également dans le monde du crédit. Les prêts collaboratifs entre particuliers peuvent s'effectuer sur une plateforme dénommée Younited Credit. Fondée en 2009, elle permet à un particulier d'obtenir un prêt en moins de 24 heures auprès d'investisseurs particuliers à des taux très intéressants. Younited Credit est aujourd'hui présente en Italie et en Espagne. Fin août 2018, le fonds français a franchi le cap symbolique des 200 millions d'euros d'encours. ●

RECHERCHE COLLABORATIVE

LA SCIENCE PAR TOUS

Pour découvrir une planète, lutter contre une maladie ou surveiller le climat, la recherche scientifique a besoin de simples citoyens, curieux et motivés. Tour d'horizon des initiatives liées aux « sciences participatives ». **Grégoire Belhoste, juin 2018** **Society**



Chez BioLit, chaque mission comporte son nom de code. Avant « Chlorophyllemania » et « Les saisons de la mer », il y eut « Algues brunes et bigorneaux », première action mise en place par ce programme français de science participative. Objectif de l'opération : mieux comprendre comment cohabitent algues brunes et bigorneaux le long des côtes rocheuses de l'Atlantique, de la Manche et de la mer du Nord. « Certaines algues brunes qui peuplent ces ceintures avaient tendance à disparaître ou régresser, sans que l'on comprenne pourquoi... On s'est demandé : qu'est-ce qui se passe ? Est-ce que c'est un phénomène normal ? Local ? Est-ce lié à la population de gastéropodes, c'est-à-dire de bigorneaux associés aux algues ? Est-ce qu'il y a un changement dans l'écosystème ? » rejoue Laurent Debas, directeur de l'association Planète Mer, à l'origine du programme BioLit (contraction de « biodiversité » et de « littoral »). Pour répondre à ces interrogations, des citoyens volontaires et bénévoles sont appelés à inspecter le littoral rocheux, prendre en photo les coquillages accrochés aux algues et consigner toutes les informations recueillies sur une plateforme en ligne. Si Laurent Debas confie aujourd'hui ne pas avoir trouvé toutes les réponses à ses questions, il se félicite d'avoir réussi à montrer que la démarche, poursui-

vie par des néophytes, « tenait la route scientifiquement ».

LA NASA ENTRE DANS LE JEU

Solliciter le quidam pour faire avancer la recherche et faire l'alliance entre le scientifique et le citoyen, voilà tout le défi des sciences participatives. « Nous avons 5 800 kilomètres de côtes en France métropolitaine. Avec les DOM-TOM, presque 20 000 kilomètres... Impossible à couvrir avec seulement des scientifiques. Se dire que l'on pouvait mettre des dizaines – voire des centaines – de milliers d'observateurs du littoral pour renseigner


 Retrouvez ce sujet en podcast

« Ce sont des sciences participatives, en ce sens où notre programme est totalement ouvert et inclusif : il comprend des gens de l'univers de la santé, de la data science, mais aussi de l'univers de l'informatique, des patients, des gens intéressés ou passionnés par le sujet », explique Olivier de Fresnoye, coordinateur d'Epidemium.

Allez plus loin en retrouvant le podcast de ce sujet sur www.maif-deezer.com

la science, cela nous a séduits », reprend Laurent Debas. D'autres initiatives du même genre existent en France. En premier lieu, le vaste réseau Vigie Nature, dont l'action a permis, en 2018, de confirmer qu'une nouvelle espèce de chauve-souris peuplait le bois de Vincennes, à Paris. Même engouement à travers le monde, où des projets similaires ne cessent de voir le jour. En Tanzanie, le

Rungwe Environmental Science Observatory Network propose ainsi aux habitants des campagnes des outils pour faire des relevés environnementaux afin de poursuivre la veille climatique autour du mont Rungwe. Même la NASA s'est prise au jeu : en début d'année dernière, l'agence spatiale américaine a proposé aux astronomes amateurs d'analyser des images issues de l'un de ses télescopes, dans l'espoir de débusquer la mystérieuse neuvième planète du système solaire, en orbite au-delà de Neptune. Quelques jours après le lancement du portail, première trouvaille : quatre internautes découvraient une « naine brune », sorte d'étoile avortée, et se retrouvaient à cosigner une publication scientifique.

PEOPLE vs CANCER

Au cœur de Paris, de jeunes scientifiques sont réunis à La Paillasse, un laboratoire prônant la science en open source, où les données circulent et sont accessibles à tous, chercheurs ou simples curieux. Depuis trois ans, ce « bio-hackerspace » a lancé le programme de recherche Epidemium, en partenariat avec les laboratoires Roche. Le projet a pour vocation de lutter contre le cancer grâce à l'aide de citoyens motivés, encadrés par un comité scientifique et éthique réunissant des chercheurs internationaux. « *L'une de nos équipes, par exemple, a embarqué une quarantaine de personnes pour aller "nettoyer de la donnée"*, explique Marc Fournier, cofondateur de La Paillasse. *En moins de deux mois, ils ont accompli un travail qui aurait demandé plusieurs années à un chercheur.* » Pour centraliser les avancées, la communauté dispose d'un « wiki » en accès libre, sur lequel trône en page d'accueil le mantra du médecin-entrepreneur américain Jordan Shlain : « *La santé est une activité humaine qui a besoin de technologie et non une activité technologique qui a besoin d'humains.* » Une manière de dire qu'au-delà de jouer les petites mains, les scientifiques amateurs peuvent apporter une aide décisive à la recherche. ●

LA FIN DES GRANDES REVUES SCIENTIFIQUES ? UNE LIGUE DE L'OPEN SCIENCE

Citoyens et chercheurs pourront accéder librement aux résultats de 11 institutions scientifiques européennes. Objectif : accélérer la coopération scientifique en évitant que les données ne soient monétisées par les grandes revues. **Côme Bastin, septembre 2018**



À partir du 1^{er} janvier 2020, les publications scientifiques issues de recherches financées par des subventions publiques devront être publiées dans des journaux ou sur des plateformes en open access (accès libre). C'est l'objectif de cOAlition S, une alliance entre 11 financeurs de la recherche européenne, parmi lesquels l'Agence nationale de la recherche française (ANR).

Concrètement, n'importe quel chercheur ou citoyen pourra accéder aux résultats de ces travaux sans devoir s'acquitter de frais importants tels que l'abonnement à une revue scientifique. L'annonce fait partie d'un plan plus large de la Commission européenne, baptisé Plan S, pour « *accélérer la transition vers un accès complet, immédiat et gratuit aux publications scientifiques.* » Le plan prévoit aussi l'ouverture des

archives des universités, organismes de recherche, librairies. Les droits d'auteurs seront conservés, sous licence Creative Commons. Pour ces financeurs, il s'agit d'enclencher un mouvement pour que d'autres bailleurs de fonds de la recherche du monde entier, publics et privés, adoptent cette philosophie.

UNE NOUVELLE HISTORIQUE

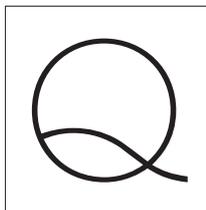
« *C'est une nouvelle d'une ampleur historique, puisque le budget de recherche de la Commission européenne et de ces organismes se compte en dizaines de milliards* », s'enthousiasme Thomas Landrain, initiateur de Just One Giant Lab et cofondateur du laboratoire citoyen La Paillasse. Il espère que cette décision radicale « *poussera les grandes revues telles que Nature ou Science à changer de modèle économique et à ouvrir leurs publications* ». ●



ISABELLE BERREBI-HOFFMANN

« COOPÉRER AVEC LES MACHINES »

Sommes-nous condamnés à être gouvernés par des machines programmées par des multinationales ? Non, répond un nouveau peuple de *makers* qui, rassemblés dans des *fablabs*, bricolent, détournent, inventent un autre rapport à la technologie. Coautrice d'un essai revigorant sur ces nouveaux activistes, la sociologue Isabelle Berrebi-Hoffmann nous éclaire. Philippe Nassif, septembre 2018 **philosophie** MAGAZINE



U'est-ce qu'un makerspace, un fablab, un hacklab ?

Isabelle Berrebi-Hoffmann : Ce

sont des « ateliers de fabrication numérique » qui se sont multipliés à partir de 2005. Soit des lieux ouverts, ou semi-ouverts, portés par une culture collaborative, où travaillent côte à côte et parfois ensemble ingénieurs, artisans, artistes ou étudiants. On y croise des technologies manuelles – machines de travail du bois ou du métal – aussi bien que des technologies nouvelles, telles les imprimantes 3D, fonctionnant sous licence libre. Ces espaces permettent ainsi à n'importe qui

Cette culture du do it yourself (« faites-le vous-même ») n'est donc pas nouvelle ?

Non, les *makers* héritent d'une longue histoire de résistance à la rationalisation du travail et à la standardisation de la consommation. Pensons au « système D » français de l'entre-deux-guerres qui promouvait les jardins ouvriers comme le tricot. Reste que les *makers* s'en distinguent en sortant leur production de la sphère du hobby pour l'inscrire dans les sphères professionnelle et économique. Et, s'ils se réapproprient le numérique, ce n'est pas pour « virtualiser » encore plus mais pour inventer une nouvelle culture alliant la main et la technique.

de jouer le jeu de l'obsolescence programmée ou de la fermeture des objets propriétaires (par exemple, l'impossibilité d'enrichir les applications qui font tourner nos smartphones). La philosophie de Gilbert Simondon fait écho à ce mouvement. Selon lui, parler d'aliénation par la

“LES MAKERS LUTTENT CONTRE LE SYSTÈME CAPITALISTE VERTICAL STANDARDISÉ.”

d'imaginer, de prototyper et de fabriquer soi-même toutes sortes d'objets. Ainsi, Nicolas Huchet a pu se fabriquer, au fablab de Rennes, une prothèse de main bionique pour 200 euros, là où le marché les propose à un prix cent fois plus élevé. L'idée portée par les *makers*, et défendue jadis par les philosophes R. W. Emerson ou John Dewey, est que la construction de ses propres moyens d'existence participe de la construction de soi.

En quoi les makers sont-ils des critiques de la technologie actuelle ?

C'est une critique humaniste qui prend le contre-pied des discours aussi bien technophiles que technophobes. Par-delà leur diversité, les *makers* ont une motivation commune : la démocratisation de l'accès aux objets, aux outils, aux savoirs. On croise dans les *fablabs* de nombreux ingénieurs qui ont renoncé à faire carrière par refus



© Seb Jarnot

technique, de séparation de sa propre réalité par les machines, est une aporie – comme dire que le racisme est une fatalité.

Au contraire, il nous invitait à entrer en relation avec les machines en construisant une culture commune nous permettant de les bricoler, de les programmer, et donc de se les approprier.

Les makers font de la politique ?

Ils en font en inversant la fameuse formule du philosophe anglais John Austin: « *Dire, c'est faire.* » Pour eux, c'est au contraire en faisant que l'on dit. Leur façon de faire de la politique, c'est donc organiser la diffusion et la démultiplication de leurs expériences, de leur culture et de leurs outils collaboratifs. Dans un Maker Faire (événement itinérant rassemblant les makers), il y a toujours des ateliers pour apprendre à construire un makerspace : quel modèle ?

Comment construire un commun ou décider à plusieurs ? Certains makers français surpolitisent la séparation entre le gratuit et le marchand, mais c'est loin d'être le cas partout. Au sein de l'Artisan's Asylum, près de Boston, des milliers de néoartisans ont pu créer leur emploi et en vivre. Le Jokkolabs de Dakar rassemble une communauté d'entrepreneurs rompant avec la « Françafrique ». Les makers luttent contre le système capitaliste vertical standardisé, façon McDonald's ou Leroy Merlin, mais pas contre le marché, qui peut avoir une dimension émancipatrice. Ainsi, à Barcelone, à Shenzhen ou à Montreuil, les municipalités offrent des espaces aux makers avec le pari de réindustrialiser à travers eux le tissu urbain. ●

POUR ALLER PLUS LOIN

Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social, Isabelle Berrebi-Hoffmann, Marie-Christine Bureau et Michel Lallement, Seuil, 2018.

ICI C'EST MARSEILLE LE PLUS GRAND MAKERSPACE DE FRANCE

Sur 3 500 m², la manufacture collaborative et solidaire ICI Marseille accueillera 200 artisans professionnels mêlant numérique et artisanat, ainsi que tous les particuliers passionnés par le *do it yourself*. **Côme Bastin, octobre 2018**

CONSO
COLLABORATIVE

Remettre en centre-ville « *ce que l'on y trouvait il y a 50 ans : des services de proximité, du local, des savoir-faire, de la chaleur humaine, de l'entraide* ». C'est ainsi que ICI Marseille conçoit sa mission. Plus grand « makerspace » de France, cette manufacture collaborative et solidaire ouvre ses portes près des docks de la cité phocéenne.

Artistes de rue, artistes numériques, graffeurs, menuisiers, designers, architectes, serruriers d'art, joailliers, selliers... Autant d'artisans voués à rejoindre les 3 500 mètres carrés de cette usine équipée de 50 machines et outils, des plus traditionnels aux plus numériques. Elle comptera plusieurs espaces de coworking, 5 salles de réunions, et 48 conteneurs ont été aménagés en ateliers, espaces de

convivialité et bureaux. Comme tout fablab qui se respecte, ICI Marseille sera par ailleurs largement ouvert aux particuliers porteurs d'un projet ou désireux de se former à la fabrication.

RAPPROCHER ARTISANAT ET NUMÉRIQUE

« *La philosophie d'ICI Marseille, c'est de rapprocher l'artisanat traditionnel et le monde du numérique, et les croisements sont infinis* », explique David Ben-Haim, cofondateur de ICI Marseille avec Karim Guesmia. Il illustre : « *Récemment nous avons réfléchi à un projet de rénovation de barques traditionnelles en bois de pêcheurs locaux (les pointus), couplée à une adaptation d'un moteur électrique sur le système d'hélice existant. Il s'agit de mélanger tradition, technologie et développement durable.* » ●



© François Moura

UN ATELIER DE RÉPARATION DE VÉLOS COLLABORATIF

DES BICLOUS ET DES HOMMES

Pneu crevé, chaîne cassée, roue tordue... Les cyclistes doivent composer au quotidien avec toutes sortes de mésaventures pas toujours évidentes à gérer. Pour les aider à y faire face et leur apprendre à réparer leur vélo, l'association Cyclofficine propose aux Parisiens de bénéficier des compétences d'autres cyclistes. **Sandra Coutoux, mars 2018** UP LE MAG

Visage concentré, les mains noires de cambouis, Noémie tourne une clé avec application : « *Là je suis en train de dévoiler la roue de mon vélo, c'est assez nouveau pour moi. La mécanique c'est pas trop mon domaine* », sourit-elle. À ses côtés, Giuseppe lui décrit, d'une voix bienveillante, le bon

geste à effectuer. Sans être un expert, il a appris à réparer l'axe d'une roue à force d'être confronté aux nids de poule qui fleurissent sur le pavé parisien. Dès qu'il a du temps libre, il n'hésite pas à venir partager ses connaissances dans cet atelier d'auto-réparation situé dans le 20^e arrondissement de Paris. « *Ici, l'objectif est de s'entraider* », explique-t-il. Comme Noémie et Giuseppe, 1 500 personnes

ont choisi de rejoindre l'association Cyclofficine à Paris. En échange d'une cotisation annuelle de 15 à 20 euros, les adhérents de l'association bénéficient à la fois de l'expérience en mécanique de cyclistes confirmés mais aussi du matériel nécessaire pour effectuer les réparations. « *Ici, j'ai la chance de pouvoir utiliser un centreur de roue pour changer l'axe de ma roue. C'est le genre d'outil que je ne pourrais*





DR

pas avoir chez moi. Il coûte 500 euros », explique Noémie.

L'ÉCONOMIE DE LA RÉCUP'

L'association Cyclofficine est née en 2010, dans l'esprit d'un groupe d'amis qui avaient très envie d'encourager la pratique du vélo en ville. « Au départ, les préoccupations étaient d'abord environnementales. L'idée était de rassembler les usagers du vélo et de porter

dans l'Est parisien : « Nous allons les récupérer dans les caves et les cours d'immeubles. Nous avons signé une convention de partenariat avec la mairie de Paris qui nous autorise à nous servir dans les déchetteries de la ville », explique Hugo. Les carcasses de vélos, oubliés ou jetés par leur propriétaire, sont ensuite désossées pour alimenter les stocks de pièces détachées de l'association. Cette dernière

“CE QUE JE TROUVE GÉNIAL DANS CES ATELIERS D'AUTO-RÉPARATION, C'EST L'IDÉE QU'ON REDONNE DU POUVOIR AUX GENS.”

des valeurs écologiques », explique Hugo, l'un des deux salariés de l'association. Très vite, le projet s'inscrit dans une démarche d'économie sociale et solidaire. Et l'atelier d'auto-réparation devient une plateforme du réemploi. L'association Cyclofficine récupère ainsi près de 600 vélos abandonnés chaque année, principalement

compte aujourd'hui des centaines de selles, pédales, guidons, pneus et dérailleurs de tous types. Naara est très heureuse d'avoir réussi à changer le guidon de son vélo : « C'est une fierté de faire les choses soi-même. On n'est pas toujours obligé d'acheter du neuf. Et puis j'aime l'idée de faire des économies » témoigne-t-elle. Giuseppe

confirme : « Une crevaillon, quand on sait la réparer soi-même, ça prend cinq minutes et ça coûte 20 centimes, c'est le prix d'une rustine. Un réparateur vous prendra 20 euros ». Les pièces d'occasion sont proposées à prix libres aux adhérents de l'association. Cyclofficine propose également à la vente des vélos refaits à neuf. Les prix sont compris entre 30 et 80 euros.

REDONNER DE L'AUTONOMIE AUX CYCLISTES

Les bénévoles de l'association se déplacent aussi dans les quartiers populaires du nord-est de la capitale. C'est le concept de l'atelier mobile financé par des subventions de la ville de Paris. « Nous en organisons une quarantaine par an », précise Hugo. L'objectif est à la fois de créer du lien entre voisins au-delà des murs des ateliers d'auto-réparation, mais aussi de faire la promotion du vélo dans la capitale où 60 % des déplacements sont effectués à pied ou en transports en commun. Un dérailleur cassé ou des freins usagers représentent un défi pour les non-initiés, mais une fois les bases de mécanique acquises, les cyclistes peuvent s'élancer à nouveau sur le bitume parisien, l'esprit tranquille. « Ce que je trouve génial dans ces ateliers d'auto-réparation, c'est l'idée qu'on redonne du pouvoir aux gens. On peut apprendre de nouvelles choses tout au long de sa vie », analyse Giuseppe. En dix ans, les déplacements à vélo ont triplé à Paris. 4 % des trajets domicile-travail se font aujourd'hui à bicyclette. Encore confidentiels il y a quelques années, les ateliers d'auto-réparation de vélos ont connu une véritable explosion. Une trentaine d'ateliers gérés par des associations similaires à Cyclofficine existe aujourd'hui à Paris et en Île-de-France. À ce jour, la France compte près de 200 ateliers participatifs dédiés au vélo, répartis un peu partout sur le territoire. Il y a encore une décennie, le pays n'en comptait que six. Une belle illustration du développement des valeurs de l'économie sociale et solidaire dans l'Hexagone. ●



4.

Repenser la solidarité

*Avec
Salwa Toko,
présidente du Conseil national
du numérique*

&

**Le savoir pour tous
Les nouveaux chemins de la solidarité
Des citoyens en réseaux**

SALWA TOKO

LA TECH GRANDE OUVERTE

Comment faire du numérique un levier pour plus d'égalité ? C'est cette question qui, de l'Afrique à la France, a conduit Salwa Toko à lancer plusieurs initiatives d'éducation populaire au web. Aujourd'hui à la tête du Conseil national du numérique, elle plaide pour une scène tech ouverte à tous les sexes, les territoires et les générations. Propos recueillis par **Fleur Weinberg** / Photos : **Sophie Palmier**

Comment êtes-vous tombée dans le bain du numérique ?

J'ai grandi entre l'Afrique et la France, je viens d'une famille métissée. J'ai passé mon enfance au Mali et je suis arrivée en France à l'âge de 12 ans. C'est sans doute de baigner dans cet environnement très mixte qui m'a donné tôt l'envie de me mettre en danger. Après avoir fini mes études, je suis retournée en Afrique. J'ai dirigé une chaîne de télévision au Bénin, alors que je ne connaissais rien au monde des médias. Puis, j'ai cofondé avec un ami une école qui formait aux métiers du web, en 2004 à Dakar. C'était la première du genre. C'est comme ça que je suis entrée dans les nouvelles technologies.

Pourquoi avoir fait de la place des femmes dans la technologie votre combat ?

C'est en revenant en France fin 2009 que j'ai réalisé qu'il y avait un vrai problème de genre dans ces métiers. Au sein de l'école que j'ai fondée à Dakar, 35 à 40 % de filles venaient s'inscrire aux formations d'elles-mêmes. En Afrique, du

moins en ville, je n'ai jamais vu de familles freinant l'envie d'études de leurs filles, ou les limitant à des secteurs d'activités par rapport aux garçons. Tous priorisent les « meilleures études », donc les voies scientifiques. En Occident, c'est différent. On éduque les filles dans l'affect, on les oriente vers tout ce qui a trait aux relations humaines. Ce qui relève du challenge, du combat, est la chasse gardée des hommes. Résultat : les filles se projettent vers des métiers moins bien rémunérés et beaucoup se retrouvent dans des situations de précarité alors que les hommes gagnent bien leur vie. En bref, on entraîne les femmes à devenir faibles et dépendantes.

Comment vous êtes-vous engagée pour cette cause ?

Dans les écoles d'ingénieurs, la proportion de femmes oscille entre 8 et 10 % et seulement 6 % des développeuses. Dans le même temps, on ne forme que 10 000 ingénieurs par an, alors qu'il en faudrait 25 000. Il faut donc ouvrir les vannes aux femmes, faciliter leur accès aux études scientifiques pour faire bouger la situation ! Avec la Fondation Agir contre l'exclusion, j'ai créé

Salwa Toko

1975
Naissance au Mali.

2004
Lance à Dakar une école formant aux métiers du web.

2014
Démarre le programme Wi-Filles.

2014
Fonde l'association Becomtech.

2018
Devient présidente du Conseil national du numérique.

en 2014 un programme baptisé Wi-Filles. Des élèves âgées de 14 à 17 ans, habitant la Seine-Saint-Denis, ont pu faire des stages dans des entreprises du numérique, participer à des bootcamp (*sessions d'entraînement intensives, ndlr*), apprendre à coder et ainsi s'orienter vers la technologie. Pour prolonger et faire grandir cette expérimentation, j'ai lancé en 2018 mon association, Becomtech. Notre objectif, c'est de montrer aux femmes qu'elles sont tout à fait en capacité de réussir dans les métiers techniques du numérique, même si elles viennent d'un milieu où il n'est pas facile de faire des études. Pour cela nous avons lancé plusieurs programmes de formation tech gratuits avec une approche pédagogique, ludique et fun.

Vous avez été nommée présidente du Conseil national du numérique en mai dernier. Pourquoi avoir accepté ce défi supplémentaire ?

Quand on m'a proposé, j'ai hésité. Je savais que je n'aurais plus beaucoup de temps pour Becomtech. Mais j'ai eu l'envie de mettre en perspective ce que j'avais fait sur le terrain



**"13 À 15 MILLIONS
DE NOS CONCITOYENS
N'ONT PAS ACCÈS
À INTERNET, CE QUI
DEVRAIT ÊTRE
UN DROIT."**

pendant sept ans. Je me suis dit que c'était une opportunité pour rencontrer des acteurs auxquels je n'aurais pas eu accès en restant centrée sur mon association, et surtout, de participer au chantier extraordinaire de la transition numérique. Ce qui est très enrichissant au Conseil, c'est que nous sommes trente membres issus d'environnements différents et très complémentaires. L'une d'entre nous est ainsi anthropologue, avec une expertise sur la santé. Cela lui permet de placer l'humain au cœur de la transition numérique, ce que l'on oublie trop souvent.

Quel est le rôle de ce Conseil ?

La mission du Conseil national du numérique est, comme son nom l'indique, de conseiller, mais aussi d'être un agitateur d'idées sur tout ce qui touche au numérique auprès du gouvernement, des élus et des institutions. Ses membres sont là pour s'assurer que ce

politiques ne lésent personne. Le Conseil est bien connu sur la place parisienne et par les acteurs du numérique, mais j'aimerais que tous les citoyens le connaissent.

Pour vous, qu'est-ce que la transition numérique et comment voulez-vous l'orienter ?

Le numérique est une révolution industrielle différente de toutes celles qu'on a connues, parce qu'avant d'être technologique, elle transforme nos modes de vie et nos usages. Réussir la transition numérique, c'est d'abord faire en sorte qu'aucune partie de la population n'en soit exclue. J'ai à cet égard bien sûr envie de me battre pour qu'il y ait plus de femmes et de diversité dans le monde du numérique. Ensuite, il s'agit de penser une nouvelle relation entre l'État et le peuple. Comment est-ce qu'un citoyen peut mieux entrer en contact avec ses institutions en passant par le

de tout mélanger ! Internet, c'est une technologie. C'est seulement en en faisant un outil qui a un impact positif sur la vie des gens que l'on peut parler d'innovation sociale. Quant à l'inclusion numérique, il s'agit de réorienter les politiques publiques pour leur donner les moyens de répondre aux besoins de tous les territoires et tous les publics. Ouvrir un coworking en banlieue c'est bien. Mais l'associer à Pôle emploi pour lutter contre l'isolement des chômeurs, c'est beaucoup mieux !

Comment lutter contre les multiples fractures numériques qui traversent notre société ?

Il faut commencer par faire un état des lieux des politiques de ces dernières années. Je pense que l'on a commis l'erreur de croire qu'on pouvait tous être autodidactes du web. D'abord, gardons à l'esprit que 13 à 15 millions de nos concitoyens n'ont pas accès à internet, ce qui devrait être un droit. On a pensé qu'il suffisait d'un téléphone portable pour s'initier au digital et je le réfute. Il faut des lieux physiques à même d'accueillir et de former tous les publics. Car la fracture ne touche pas seulement à l'accès, mais aussi à l'usage que chaque individu peut faire du web. C'est seulement à ce prix que la technologie s'adressera à tous et que l'on pourra se poser les bonnes questions. Qu'est-ce qu'on peut faire avec le numérique, mais aussi qu'est-ce qu'on ne peut pas faire avec ? Où est-ce qu'on a envie d'aller collectivement ?

Justement, quels sont les grands débats sur lesquels le Conseil national du numérique souhaite plancher ?

Dans le cadre des États généraux des nouvelles

“Internet, c'est une technologie. C'est seulement en en faisant un outil qui a un impact positif sur la vie des gens que l'on peut parler d'innovation sociale.”

qui est mis en place l'est dans l'intérêt général, qu'il n'y a pas de lobbying de la part d'un secteur particulier. Le Conseil est indépendant : on l'a vu par le passé lorsqu'il a marqué son désaccord avec certaines positions de l'exécutif. Cela ne nous dédouane pas de rendre des comptes, puisqu'il s'agit d'une mission d'État au service du peuple. C'est primordial de le garder en tête afin que nos orientations

numérique ? En tout cas, la montée en puissance du label French Tech, l'engagement de l'association France Digitale, tout cela montre que les acteurs du secteurs veulent un écosystème à la fois plus important et plus varié. Un des gros chantiers que je veux aussi lancer, c'est de clarifier le champ lexical du secteur. Numérique, inclusion, innovation sociale : j'ai le sentiment qu'on est en train



régulations numériques, nous avons lancé quatre grandes réflexions sur notre site en appelant l'ensemble des têtes de réseau à échanger avec nous. D'abord un questionnement social sur le régime des travailleurs des plateformes. Est-ce qu'on peut accepter qu'en France une partie de la population n'ait pas les mêmes droits sociaux que les autres alors que l'égalité est notre socle ? Un questionnement sociétal ensuite : comment mieux prévenir les usages dangereux du numérique, notamment l'addiction aux écrans et l'accès à des contenus à risque ? Un

questionnement économique : comment faire pour que les GAFAs perdent leur monopole et laissent d'autres acteurs émerger ? Enfin, des réflexions sur les modes de régulation du numérique : comment s'adapter au contexte mouvant du numérique pour ne pas être obligé de tout repenser d'un point de vue légal dans dix ans avec l'explosion de l'intelligence artificielle et de l'internet des objets ?

Comment expliquez-vous que l'économie collaborative demeure l'apanage des classes aisées ?

Je crois que lorsqu'on vit dans

la précarité, la survie prend une trop grande place dans le quotidien pour s'initier à ces nouvelles pratiques. L'économie collaborative doit aller dans les territoires défavorisés pour « formaliser » l'économie informelle. Cela permettrait à des personnes qui vivent en marge de mieux s'en sortir en entrant dans un cadre légal. Il serait intéressant que des entreprises viennent dans ces quartiers pour mettre à disposition leur matériel et leur expertise, puis pour accompagner à la structuration d'un business plan. C'est ça l'inclusion : faire prendre conscience qu'on ne vit pas juste dans une banlieue mais en France.

Peut-on éduquer au numérique une jeunesse qui en est déjà gavée ?

Arrêtons de penser que parce qu'une génération est née avec la technologie elle la maîtrise. Pour moi, elle n'en maîtrise que certains pans. Je pense aux dangers que les jeunes rencontrent dans leur navigation en tombant sur des sites malveillants ou sectaires. C'est comme lors de l'arrivée de l'automobile : lorsqu'on s'est rendu compte que cela pouvait tuer, on a décidé d'apprendre sérieusement aux gens à conduire.

Évidemment, internet ne tue pas directement, donc la prise de conscience est plus longue. On manque de recul sur l'impact des réseaux sociaux sur la jeunesse. Mais nous commençons à réfléchir à des régulations et à une pédagogie adaptée. La tâche est immense et va se compliquer avec l'arrivée des assistants personnels comme Google Home ou Alexa au sein de beaucoup de familles. Il va falloir expliquer à la génération qui vient ce que c'est qu'être humain à l'heure de l'intelligence artificielle et de l'homme augmenté. ●

"IL VA FALLOIR EXPLIQUER À LA GÉNÉRATION QUI VIENT CE QUE C'EST QU'ÊTRE HUMAIN À L'HEURE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DE L'HOMME AUGMENTÉ."

ÉCOLE DU CODE INCLUSIF

LA FOLLE CROISSANCE DE SIMPLON

Plus de 40 écoles ouvertes et 2 000 élèves formés gratuitement au code en quatre ans : c'est l'impressionnant bilan de Simplon, « fabrique solidaire » encensée par la presse, soutenue par les pouvoirs publics et différents sponsors. Mais une telle croissance ne se fait pas sans heurts : récit d'une aventure entrepreneuriale. **Côme Bastin, avril 2018 SOCIALTER**

Ce mardi 6 mars 2018, Microsoft France dévoile à son siège d'Issy-les-Moulineaux, au sud de Paris, une « École IA » flambant neuve imaginée en partenariat avec le réseau Simplon. 24 candidats sélectionnés « à la motivation » y seront formés gratuitement aux nouveaux métiers de l'intelligence artificielle pendant sept mois. À la sortie, on promet à ces élèves de 19 à 39 ans – parmi lesquels 30 % de femmes – un contrat pro rémunéré à 80 % du Smic. De nombreux médias assistent au lancement de cette école de la deuxième chance.

Après Carlo Purassanta, le président de Microsoft France, c'est Frédéric Bardeau, la star de la matinée, qui prend la parole. Fellow Ashoka, sacré « Entrepreneur social de l'année 2017 » par le Boston Consulting Group et la fondation Schwab, le président de Simplon déroule : « *Le numérique doit s'ouvrir à la diversité des âges, des sexes, des origines !* » Avec Microsoft et Pôle emploi, c'est lui qui a conçu cette formation qui rassemble, assure-t-il, « *le meilleur des 40 écoles de Simplon* ». Pendant qu'on débouche le champagne, les journalistes sont invités à rencontrer les élèves, comme Adou Yapo-Ako, ex-étudiant en psychologie. À 25 ans, il a quitté un CDI

et Clermont-Ferrand, « *séduit par le parcours rapide que propose Simplon* ».

DE MONTREUIL À CLUJ-NAPOCA

Une quarantaine d'écoles (dont 11 à l'étranger) et plus de 2 000 apprenants. C'est le bilan que revendique cette entreprise sociale, née il y a seulement quatre ans à Montreuil (93). À l'époque, les quatre fondateurs investissent un entrepôt pour en faire une « *fabrique de codeurs solidaires* ». Ils offrent à des profils atypiques (jeunes défavorisés, migrants, femmes sans emploi...) six mois de cours intensifs pour se former au codage informatique et décrocher un job. Entre les murs, on s'en-



Les promotions de Simplon ne ressemblent pas à celles de la plupart des écoles d'informatique.

© Frédéric Bleth

traide lors de « hackathons » (1), on se chauffe au poêle à bois, on bosse sur des canapés. Nous sommes en juin 2013, Xavier Niel vient de lancer l'école 42, les geeks sont dans l'air du temps et le gouvernement parle d'introduire le code en primaire... Le projet Simplon séduit.

« *C'est clair qu'on cochait toutes les cases* », se rappelle Frédéric Bardeau, qui nous accueille dans son appartement. Jamais cet ancien professeur au Celsa et directeur d'une agence de com' n'aurait imaginé un tel engouement. « *Il a suffi d'un article dans Le Parisien pour qu'on soit dépassés. Il y avait tellement de journalistes et de politiques qui défilaient dans nos locaux que cela perturbait les élèves !* » Intel, Microsoft, la région Île-de-France et la ville de Montreuil sponsorisent la première cuvée Simplon.

Et ce n'est qu'un début. Car au moment où l'inversion de la courbe du chômage est une priorité nationale, la recette de Simplon pour l'emploi résonne comme parole d'évangile. Lauréat du concours « La France s'engage » lancé par François Hollande (500 000 euros à la clé), Simplon s'engage – justement – à se dupliquer. « *Certains points étaient non négociables, précise Frédéric Bardeau, comme la gratuité et la mixité.* » En janvier 2014, une école Simplon ouvre ainsi à Villeneuve-la-Garenne (92), au pied des cités. En septembre, c'est au cœur du Perche (28 – Eure-et-Loir), en zone rurale, que « Simplon Village » est inauguré. Puis une ancienne « Simplonienne » ouvre une école à Cluj-Napoca en Roumanie. L'année suivante, c'est Marseille... Certaines antennes sont gérées en propre, d'autres par des tiers. En un an, le projet devient une franchise internationale.

CRISES DE TRÉSORERIE

Accueillir plus d'élèves demande toujours plus d'argent et, à chaque ouverture, les fondateurs sollicitent entreprises et collectivités locales. De nouveaux grands sponsors embarquent dans le projet, comme Orange. Mais Simplon est par trois fois au bord de la faillite. « *On est partis à Mach 2 sans modèle économique, juge Frédéric Bardeau. Un jour, nos action-*

naires ont refusé de nous aider parce qu'on n'avait même pas de comptable ! »

En février 2016, Simplon est certifié « Grande École du numérique ». Lancé par l'État, ce label a été en bonne partie élaboré par – et pour – Simplon. Ses antennes pèsent pour presque 20 % du dispositif et bénéficient donc de subventions. L'entreprise a aussi levé 4,75 millions d'euros, auprès notamment de la Caisse des dépôts, avec la promesse de se concentrer sur le chiffre d'affaires. « *Aujourd'hui, on facture tout ce qu'on peut : formations de salariés, événements, partenariats...* », explique Frédéric Bardeau.

Mais l'épuisement guette les équipes. La faute à la charge de travail, mais pas seulement. « *À grandir aussi vite, on en vient parfois à se demander ce que l'on fait, comment on le fait et pour quel objectif* », témoigne Erwan Kezzar, cofondateur iconique de Simplon, qu'il a pourtant quitté en juillet 2017. Il évoque « *des*



© Frédéric Bardeau

sept mois. » Cette comparaison avec un diplôme payant en grande école est évidemment difficilement recevable. Mais le buzz autour du projet a pu faire des déçus.

Des ratés, Frédéric Bardeau en concède volontiers. « *On a essayé trop vite et fait toutes les conneries imaginables.* » Mais il assume et revendique son action. Pas assez d'accompagnement des élèves ?

“IL Y AVAIT TELLEMENT DE JOURNALISTES ET DE POLITIQUES QUI DÉFILAIENT DANS NOS LOCAUX QUE CELA PERTURBAIT LES ÉLÈVES !”

divergences concernant la vision, la stratégie, le management, le modèle de développement », mais ne souhaite pas s'étendre davantage sur le sujet. Avant lui, d'autres salariés ont eux aussi raccroché, ne se retrouvant plus dans une certaine croissance à tout prix. Des quatre fondateurs, il ne reste plus que Frédéric Bardeau.

SIMPLON OPEN SOURCE

La « fabrique » serait-elle devenue une usine ? Certaines franchises se sont carrément émancipées, comme l'école du Perche, devenue la Wild Code School. Sur internet, d'anciens élèves ne cachent pas leur désillusion. « *C'est de l'embauche à court terme pour jeunes malléables formés à l'arrache, s'emporte l'un d'entre eux. Ce qui est douloureux quand on a fait Simplon, c'est de voir ceux qui sortent d'Epitech. On n'apprend tout simplement pas à programmer en*

« On les suit pendant deux ans et on a 80 % de retour à l'emploi, de Molenbeek à Marie-Galante ! » Un système de franchise lucratif ? « On pratique une échelle de salaire de 1 à 5 et on va passer notre méthode en open source pour que n'importe qui puisse la dupliquer ! » Alors quel avenir pour Simplon ? À l'occasion du lancement du label « French Impact » (2), le dernier des fondateurs s'est fendu d'une tribune qui pourrait lui servir de boussole. « La nouvelle ESS soigne sa dépendance aux subventions sans vendre son âme à l'hybridation et à la finance [...] La nouvelle ESS est geek, mais pas “technobéate”. Elle peut être star pour être inspirante, mais sans jamais oublier que c'est pour l'impact. » Dont acte. ●

(1) Sessions de codage intensives autour d'un défi.

(2) Imaginé sur le modèle de la French Tech, il valorise les entreprises à impact social ou environnemental.

TROC DE COMPÉTENCES

LA RONDE DES SAVOIRS

Les pratiques d'échange de savoirs imaginées dans les années 1970 se diversifient. Zoom sur Le Rezo!, association de formation entre particuliers née à Mulhouse. **Céline Mouzon, juillet 2018** 

Je sais changer un pédalier de vélo mais voudrais apprendre à réaliser un site internet. Igor cuisine à merveille un tajine mais aimerait pouvoir réparer sa chaudière. Chaque personne a quelque chose à transmettre et souhaite en apprendre d'autres. Depuis les années 1970, plusieurs associations se sont développées sur ce principe : favoriser l'échange de savoirs, de manière horizontale. À Mulhouse, Le Rezo! s'est créé en 2008. « L'association organise des permanences hebdomadaires ; se présente qui veut apprendre ou transmettre quelque chose », explique Tina Steltzlen, la coor-

dinatrice. Le savoir en question peut être un savoir classique (les grands penseurs de l'économie) ou un savoir-faire (comment dresser un chien). Nul besoin d'adhérer et donc de payer pour participer. La relation d'échange se fait en réseau – je n'apprends pas forcément à qui me transmet – et peut être individuelle ou collective.

Chaque mois, entre 250 et 300 personnes se forment réciproquement dans cette ville de l'est de la France. Lors de l'inscription, la personne indique obligatoirement ce qu'elle souhaite apprendre et transmettre, impossible de se cantonner à l'un des deux. À charge ensuite pour les animateurs bénévoles de suggérer un partenaire. « Ce n'est pas un supermarché des sa-

voirs, ni des formations gratuites, ni un troc à distance », précise Tina Steltzlen, qui insiste sur l'accompagnement. L'association fonctionne avec un budget annuel de 100 000 euros, constitué principalement de subventions. Aujourd'hui, quelque 500 associations mettent en œuvre en France cette démarche, assise sur une charte éthique. Pour fonctionner, il faut au moins une cinquantaine de personnes impliquées. Le premier réseau a été créé en 1971 dans une école d'Orly par l'institutrice Claire Héber-Suffrin, adepte de la pédagogie Freinet.

TENTATIVES DE MONÉTISATION

L'économie collaborative s'est, elle aussi, emparée de cette approche, le plus sou-



Grâce au Rezo!, à Mulhouse, 250 à 300 personnes se forment chaque mois réciproquement.

© Socialiter/DR

vent en cherchant à la monétiser. Plusieurs plateformes numériques ont vu le jour ces dernières années : Les Partag'Heures, Skilltroc ou encore Kokoroe. Destinées initialement au grand public sur une base de gratuité, elles n'ont souvent pas trouvé de modèle économique et pris une autre orientation. Skilltroc s'est ainsi tournée vers le B2B (pour « business to business », c'est-à-dire un service à destination des entreprises) : « *Nous nous adressons désormais aux sociétés et aux réseaux d'intérêt ayant une masse critique permettant de rassembler suffisamment de compétences* », indique Laura Schlichter, l'une des associées. Officiellement lancé en septembre prochain, le service fonctionnera sur la base d'un abonnement mensuel payé par les entreprises, Skilltroc vendant la solution technologique, personnalisable, et son savoir-faire.

“AUJOURD'HUI, QUELQUE 500 ASSOCIATIONS METTENT EN ŒUVRE EN FRANCE CETTE DÉMARCHE, ASSISE SUR UNE CHARTE ÉTHIQUE.”

Le Rezo! s'intéresse aussi aux entreprises et a lancé « Le Rezo! Formation », qui a reçu en début d'année le Trophée gouvernance et de l'innovation RH dans le cadre des trophées Up-Alternatives Economiques. Le but ? Compléter la formation continue classique dispensée dans les entreprises en étant davantage ancré sur la partie concrète et opérationnelle d'un savoir. Si le pari réussit, ce sera un moyen de diffuser la démarche et de montrer aux pouvoirs publics que l'association arrive à trouver d'autres financements. Un message que nombre de structures sont aujourd'hui invitées à envoyer. ●



Une des boîtes à dons installées à Nantes. DR

MIEUX QU'UNE PLATEFORME LE MAGASIN DU PARTAGE

C'est dans une zone défavorisée de Nantes que le collectif Nous and Co vient d'ouvrir une boutique où l'on peut emprunter et déposer des objets gratuitement. **Côme Bastin, mars 2018**

CONSO COLLABORATIVE

A

ppareil à raclette, siège auto pour enfant, fer à boucler... Voici quelques-uns des objets que les habitants de Nantes pourront venir emprunter tous les mercredis au sein de La Boutique du partage. Installé dans le quartier populaire de Breil-Barberie, l'endroit est le dernier né de Nous and Co, un collectif qui conçoit et anime des dispositifs de partage entre habitants depuis 5 ans. « *Notre particularité, c'est qu'on privilégie la convivialité et l'échange direct*, explique Gaëlle Le Rezollier, présidente de l'association. *On a beau faire toutes les levées de fonds du monde, une plateforme numérique sans ancrage local finit souvent par se révéler inutile.* » D'où le choix d'un magasin physique plutôt que d'un site d'échange d'objets de plus.

BOÎTES À DONS

L'illustration la plus frappante de ce partage « de terrain » que promeut Nous and Co est certainement la Boîte à dons : il s'agit de meubles situés en pleine rue dans lesquels les habitants peuvent déposer les objets dont ils n'ont plus l'utilité ou en récupérer d'autres. La première « boîte » a été lancée en novembre 2014 sur l'Île de Nantes et plusieurs autres ont vu le jour depuis. Deux nouvelles boîtes à dons ont ainsi été installées à Breil-Barberie. Car c'est dans cette zone défavorisée que le collectif nantais a choisi aujourd'hui de concentrer son action pour en faire le premier « quartier en partage » de la ville. L'objectif : faire sortir l'économie collaborative du cercle des urbains convaincus. « *Il faut qu'on s'adresse aux personnes en difficulté socio-économique, c'est elles qui en ont le plus besoin* », juge Gaëlle Le Rezollier. ●

BÉNÉVOLAT ET OUTILS NUMÉRIQUES

ASSOCIATION DE BIENFAITEURS

Un Français sur quatre donne de son temps et de son énergie à une association. L'existence de plateformes numériques facilite aujourd'hui la mise en contact entre les particuliers et les structures sociales et solidaires. Nombre d'acteurs innovants révolutionnent jusqu'à la pratique même du bénévolat. **Juillet 2018** **L'OBS**

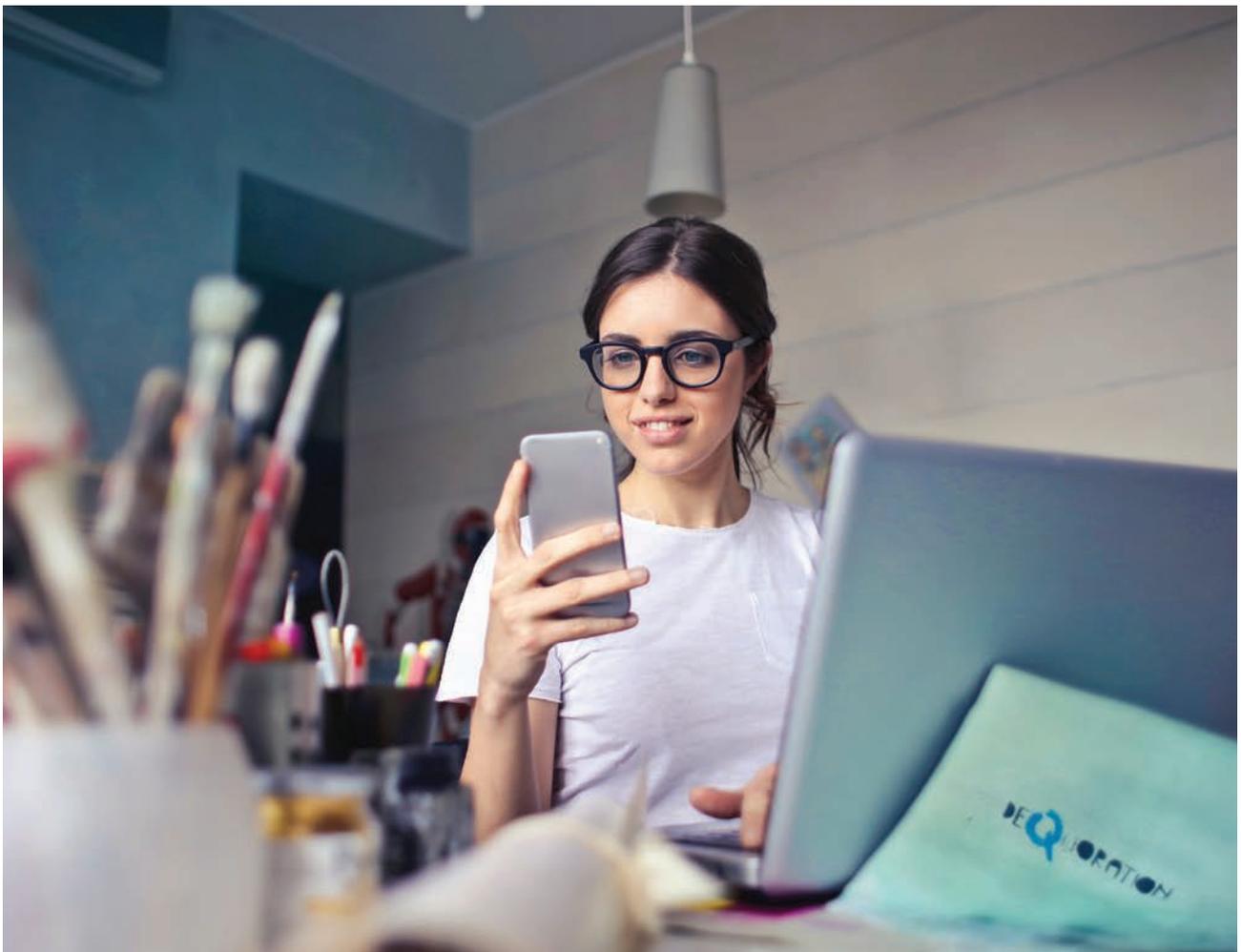
Le travail réalisé par les bénévoles en France équivaut à près de 700 000 équivalents temps plein. Une ressource considérable pour les associations. Mais à l'heure actuelle, un tiers d'entre elles estime manquer de

main-d'œuvre. La mise en relation entre les bonnes volontés et les structures demandeuses est donc cruciale et l'existence de plateformes numériques dédiées plus nécessaire que jamais. France Bénévolat ou Tous Bénévoles figurent aujourd'hui parmi les sites web les plus connus de mise en relation du secteur associatif. D'autres, plus ré-

cents, se sont spécialisés dans des domaines bien précis, à l'exemple de Sport Bénévoles, qui permet aux organisateurs d'événements sportifs de rechercher des personnes disponibles pour venir donner un coup de main.

L'ENTRAIDE, TOUT DE SUITE

À l'occasion d'une coupure profes-



sionnelle, Marie Treppoz a souhaité consacrer une partie de son temps libre à l'entraide. Problème, d'autres contraintes l'empêchaient de s'engager sur un bénévolat régulier classique. Elle décide alors de créer Welp, un site (et une application mobile) qui géolocalise et relie entre elles les bonnes volontés et les personnes ayant besoin d'un coup de main rapidement. Seule plateforme gratuite d'entraide entre particuliers, Welp accueille également un millier d'associations. Elles y trouvent notamment un renfort ponctuel, typiquement le cas « d'une banque alimentaire qui aurait besoin de beaucoup de bénévoles en même temps pour une collecte annuelle », détaille Marie Treppoz. Simplicité d'utilisation et souplesse des missions ont fait de cette initiative un complément naturel aux outils de mise en relation plus classiques.

VIE PROFESSIONNELLE

D'autres plateformes valorisent l'activité associative dans sa dimension de développement humain. Vendredi, par exemple, se base sur le mécénat de compétences. Des salariés (et stagiaires), en accord avec leur employeur, peuvent effectuer des missions au sein d'associations ou de start-up sociales, à raison d'une journée mensuelle ou hebdomadaire, sans perte de salaire. Felix De Monts, fondateur du site, résume son modèle : « la compétence partagée ». « L'outil informatique nous permet entre autres d'assurer le suivi des missions et de communiquer avec les associations », précise le fondateur. Un modèle novateur, répondant à la fois aux quêtes de sens exprimées par les salariés du tertiaire, aux problématiques de ressources humaines en entreprise (reconversion, fin de vie professionnelle) et aux besoins du secteur associatif dans certains domaines (communication, digital, management). Tout comme Welp, Vendredi court-circuite les formes du bénévolat traditionnel, tout en respectant sa valeur principale : créer une expérience humaine tournée vers l'entraide. ●

RÉINVENTER LA PHILANTHROPIE

Parce qu'il n'est pas toujours facile de soutenir des associations, voici 3 start-up qui rendent le don indolore. **Côme Bastin, mai 2018** 



Transformer un achat en ligne en don à une asso avec Prizle

Aujourd'hui, 37 millions de Français achètent en ligne, ce qui représente plus d'un milliard de transactions par an. Prizle se propose de transformer une partie de ces dépenses en dons grâce à des partenariats avec de nombreux sites marchands. Le principe est simple : après vous être enregistré sur Prizle, un pourcentage (entre 1 et 20 %) de vos achats sera reversé à l'une des associations soutenues par la plateforme. Parmi celles-ci, les Banques alimentaires, Bibliothèques sans Frontières, BLOOM ou SINGA. Lancée il y a un mois par Guillaume Alabert et Marie Monziols, Prizle a déjà convaincu plus de 800 sites marchands tels que Booking, Carrefour, Castorama ou Price Minister.



Regarder une publicité pour faire un « don gratuit » sur Goodeed

Vendre du temps de cerveau disponible : l'expression consacrée pour parler de la publicité à plutôt mauvaise presse. Mais que se passerait-il si ce temps était utilisé pour soutenir des associations ? C'est un peu le principe de Goodeed, qui permet aux internautes de visionner chaque jour de courtes publicités sur ordinateur ou mobile. 70 % des recettes générées par ces publicités sont ensuite reversées pour financer un projet précis (plantation d'arbres, repas pour les plus démunis, cours d'alphabétisation, etc.). Lancée par Vincent Touboul Flaichaire, Goodeed a récemment été rachetée par la plateforme de crowdfunding KissKissBankBank.



Arrondir ses achats et son salaire à l'euro supérieur avec MicroDON

Pas exactement gratuit, MicroDON propose de réaliser des dons « indolores ». Comment ? En arrondissant vos dépenses à l'euro supérieur lors de vos passages en caisse. Créé en 2009 par Pierre-Emmanuel Grange, MicroDON a séduit plus de 80 entreprises, dont Franprix et Sephora, qui ont intégré ce système de mécénat collaboratif à leurs caisses. Plusieurs entreprises proposent aussi désormais à leurs salariés d'arrondir leur paie au profit de différentes ONG, en partenariat avec MicroDON. Depuis ses débuts, MicroDON a permis de récolter quelque 7 millions d'euros reversés à plus de 1 000 associations différentes.

FINANCE SOLIDAIRE

UNE CARTE BANCAIRE QUI SOUTIENT LES ASSOS

Parmi les nombreuses monnaies locales déjà actives et offrant leur propres pièces ou billets, Sylha se distingue par sa dématérialisation. Pour l'utiliser, le consommateur vire de l'argent depuis son compte bancaire et approvisionne ainsi sa pièce connectée ou sa carte bancaire Sylha. Il peut ensuite payer ses achats chez les commerçants équipés d'un terminal dédié. À chaque paiement, les frais bancaires sont convertis en points et l'utilisateur peut choisir (via l'application) quelle association locale en bénéficiera. « On se développe doucement à Grenoble et on va faire pareil ailleurs », s'enthousiasme Lucas Duchaine, son fondateur. ●

Fleur Weinberg, septembre 2018 

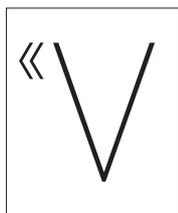


© Hector de la Vallée

GUIDE DE VOYAGE

VACANCES POUR TOUS

Malgré les 36 millions de personnes à mobilité réduite en Europe, l'accessibilité reste encore une illusion dans de nombreux endroits. Zoom sur Handiplanet, plateforme collaborative pour les « handivoyageurs », lancée par Mélina et Emmanuel Kouratoras. **Ana Boyrie, octobre 2018 Society**



oyager lorsqu'on a un handicap moteur, c'est le parcours du combattant. » Tout est parti de là. À l'été 2016, Mélina et son frère, Emmanuel, ré-

fléchissent à leurs vacances et jettent leur dévolu sur la Grèce. Jusque-là, rien d'extraordinaire. Mais les préparatifs se compliquent pour Mélina, atteinte de myopathie – maladie neuromusculaire qui l'oblige à se déplacer en fauteuil roulant. « *On s'est rendu compte qu'obtenir des informations fiables sur l'accessibilité était très compliqué*, explique la jeune femme. *Que ce soit sur les plages, les mo-*

numents, les chambres d'hôtel, les restaurants et même les toilettes. » Heureusement pour Mélina, son père, d'origine grecque, était sur place pour se rendre dans les mairies. Mais souvent, les

en juin et rien n'était installé... »

Dernier essai de Mélina : une agence spécialisée qui propose des formules pour personnes à mobilité réduite. Hélas, une fois encore, c'est un échec. Le package est

“VOYAGER LORSQU'ON A UN HANDICAP MOTEUR, C'EST LE PARCOURS DU COMBATTANT.”

quelques informations obtenues sont inexactes. « *Pour les plages avec rampes, par exemple, il était écrit que l'équipement devait être mis en place au début de la saison, c'est-à-dire en avril. Or, on est partis*

hors de prix et loin d'être garanti à 100 % puisque Mélina se retrouve dans un hôtel à Rome soi-disant accessible, et finalement en travaux. « *Il nous paraissait évident que le surcoût n'en valait pas la*

peine, que sortir en bas de chez soi ou aller à l'autre bout du monde devenait un enfer, et que l'on était mieux servis par nous-même. »

COMMUNAUTÉ DE VOYAGEURS

Et là, c'est le déclic. Mélina et Emmanuel imaginent une plateforme sur laquelle des personnes à mobilité réduite pourraient raconter leurs voyages afin de motiver les autres à faire de même. Six mois après la Grèce, Handiplanet voit le jour. Ce guide de voyage collaboratif made in Nantes couvre plus de quinze pays et rassemble toutes les informations pratiques, bons plans et astuces, publiés par les « handivoyageurs », inscrits gratuitement sur le site. « L'accessibilité est affichée en pourcentage et calculée en fonction du degré de mobilité de chacun. Les utilisateurs peuvent aussi ajouter un commentaire et des photos, précise Mélina. Si toutefois un voyageur souhaite de plus amples renseignements, il peut entrer en contact avec ces personnes. » Handiplanet devient alors une vraie communauté où, tout comme sur les réseaux sociaux, les inscrits peuvent devenir amis.

Après deux semaines d'existence, la plateforme compte déjà plus d'une centaine d'adhérents. « Ça plaisait tellement que l'on a décidé d'améliorer la première version. » Mélina et Emmanuel – qui depuis travaillent à plein temps sur ce projet – lancent alors un crowdfunding et réunissent 12 000 euros, de quoi publier les nouveautés en février dernier. Au menu : plusieurs langues disponibles, un design amélioré et plus d'engagement.

PLUS DE 2 000 ADHÉSIONS

Des changements qui ont porté leurs fruits puisqu'aujourd'hui, Handiplanet compte plus de 2 000 adhésions. Mais le combat n'est pas terminé et la jeune femme continue sa quête de soutiens. « On est en relation avec l'APF et l'APAJH 44 (Association pour adultes et jeunes handicapés de Loire-Atlantique, ndlr), mais aussi avec des blogueurs spécialisés dans l'"handivoyage" et une société de transport », explique-t-elle. Dernier objectif en date : faire d'Handiplanet une application smartphone afin que leur devise devienne une bonne fois pour toute réalité : « Un monde accessible pour tous ». ●

Retrouvez cet article en podcast sur www.maif-deezer.com

SANS-ABRI CONNECTÉS BORNES SOLIDAIRES

L'accès aux structures d'aides pour personnes sans-abri est rendu difficile à cause du manque d'informations. Victoria Mandefield a lancé Soliguide, une carte interactive de tous les lieux utiles à Paris, Bordeaux, Nantes et Strasbourg. **Fleur Weinberg, mai 2018** CONSEIL COLLABORATIF

« Pendant les maraudes, j'ai vu des sans-abri dégrader leur smartphone pour utiliser des applications de traduction, raconte Victoria Mandefield. Je crois que c'est ce constat, que l'usage du numérique était déjà commun pour une partie des personnes à la rue, qui a déclenché mon projet ». Native de Remiremont dans les Vosges, la jeune femme a commencé les maraudes en arrivant à Paris en 2014, interpellée « par le manque de solidarité dans les grandes villes ». Elle crée l'association Solinum en 2016. Dans la foulée, elle développe avec son équipe le site Soliguide, qui offre une carte interactive de tous les lieux utiles pour les plus démunis. « Trop de sans-abri ou de migrants ignorent où se situent les structures les plus proches pour se laver, s'habiller, trouver à manger, ou accomplir des démarches administratives. Et 40 % d'entre eux ne bénéficient pas des aides auxquelles ils auraient droit. » En un peu plus d'un an, Soliguide a permis à 7 000 personnes d'être orientées vers les 3 300 lieux référencés à Paris, Bordeaux, Nantes et Strasbourg.

CARTE INTERACTIVE

Mais pour Victoria et son équipe, ce n'est pas suffisant : « seulement 20 % des SDF ont un smartphone. Aujourd'hui, le grand public a une vision très stéréotypée de la pauvreté et accepte très mal l'équipement numérique, considéré à tort comme un luxe ». Elle a alors l'idée, en attendant le bus devant un arrêt

équipé d'un écran tactile, de fabriquer des bornes d'informations similaires, directement installées dans la rue. Pour les financer, Soliguide a mené une campagne de crowdfunding en mars dernier. En quinze jours, 107 % de l'objectif est atteint. Depuis, la première borne a été inaugurée à Bordeaux, devant la gare. Soliguide est en cours de négociation avec la mairie de Paris pour s'implanter dans la métropole. ●



La borne à Bordeaux.

PAIR-AIDANCE

LE PAIR-À-PAIR, AVENIR DU SOLIDAIRE ?

S'appuyer sur l'expérience de personnes handicapées, d'ex-SDF ou encore de migrants afin d'aider ceux qui vivent des situations similaires : telle est la vocation de la pair-aidance, une forme de solidarité encore méconnue en France. Si elle a déjà fait ses preuves, elle reste expérimentale et doit faire face à de nombreux obstacles. **Sophie Kloetzli, octobre 2018 SOCIALTER**



© Gaumont - La boîte films - t11 films production - Pour toi public

Dans les années 1930 naît le premier cercle des Alcooliques anonymes aux États-Unis. Bill Wilson, agent de change new-yorkais ayant surmonté son addiction à l'alcool, échange avec d'autres alcooliques pour les aider à se rétablir. Aujourd'hui, on parlerait de pair-accompagnement, de pair-aidance, de pair-émulation ou encore de médiateur pair, des termes quasi synonymes. Ex-alcoolique, mais aussi ex-SDF, handicapé en situation d'autonomie ou presque, migrant ou réfugié intégré à la société : ils peuvent tous réinvestir leur expérience personnelle pour épauler une personne se trouvant dans une situation similaire à celle qu'ils ont vé-

cue. Les aider à vivre avec leur maladie ou leur condition, leur redonner espoir en l'avenir, leur fournir les clés pour s'en sortir – et incarner la preuve concrète d'une forme de prise de pouvoir et d'autonomie.

Complémentaire à l'expertise professionnelle des personnels de santé, des éducateurs ou des psychologues, la pair-aidance s'aventure dans les angles morts du système d'accompagnement social actuel. « *Un exemple parlant est la vie sexuelle et affective*, explique Céline Poulet, déléguée nationale à la Croix-Rouge : *ce n'est peut-être pas aux éducateurs ou aux professionnels que les ados qui ont des troubles, voire une déficience intellectuelle, ont envie de poser ces questions-là.* » Plus horizontale, la relation pair-à-pair rééquilibre

les rapports aidé/aidant et facilite les échanges. Originaire du Congo, Paulin Mutumbo, 19 ans, a été accueilli par la Croix-Rouge à son arrivée en France en 2015 en tant que mineur non accompagné. Très angoissé au début, il peine à se confier aux psychologues, mais reprend confiance en discutant avec des compatriotes qui ont traversé les mêmes épreuves que lui quelques années plus tôt. « *Je savais que si je suivais leurs conseils, j'allais être bientôt comme eux* », raconte le jeune homme, désormais apprenti en électrotechnique.

UNE BATAILLE IDÉOLOGIQUE

Débarqué d'Amérique du Nord, le pair-accompagnement est encore tâtonnant en France. Dans le domaine de la santé, ce retard serait dû, à en croire Céline

Poulet, au regard que l'on porte encore sur le handicap : « *Les gens se demandent comment des personnes fragiles et vulnérables pourraient en accompagner d'autres. Or elles ont une force extraordinaire car elles ont réussi à s'adapter à la société malgré leur situation ! Aujourd'hui, les handicapés revendiquent le pouvoir d'agir.* » À la Croix-Rouge, une phase de sensibilisation au management a précédé le lancement d'un projet de pair-accompagnement dans le domaine de la santé prévu à la rentrée dans 5 établissements pilotes en France. Et pour cause : les réticences institutionnelles sont encore nombreuses. En 2011 déjà, la Fédération nationale des associations d'usagers en psychiatrie (FNAPSY) invoquait des

tonomie. » Pour l'instant centrée sur l'enjeu du handicap, elle entend se rapprocher d'autres dispositifs de pair-accompagnement, comme « Un chez-soi d'abord », qui consiste à loger et accompagner des personnes vivant dans la rue et présentant des troubles psychiques. Et bâtir un réseau d'institutions dédiées à la solidarité pair-à-pair.

L'ENJEU DE L'INSTITUTIONNALISATION

Alors quel statut donner aux pairs pour faire valoir leur expertise ? Pour Marina Drobi, « *il y a une adéquation à trouver entre le niveau de formation, les missions qu'on lui propose et les responsabilités qu'on lui accorde.* ». S'il existe une formation professionnalisante « Médiateurs de santé-pairs » lancée

rien pour ne pas la calquer sur celle des autres », souligne Céline Poulet. Difficile pourtant d'évaluer l'aptitude réelle des pairs-aidants ailleurs que sur le terrain. Les savoirs expérimentiels, émotionnels et pratiques qu'ils possèdent « *sont difficiles à mesurer car il s'agit de savoirs non formels, souvent intériorisés* », explique la sociologue Ève Gardien.

L'institutionnalisation de la pair-aidance fait néanmoins face à un dilemme. Si la professionnalisation des pairs permet à ceux-ci de s'intégrer aux équipes et de devenir des « pros de l'accompagnement », l'institutionnalisation par le haut des pratiques d'accompagnement pourrait tout aussi bien modifier – voire altérer – la relation pair-à-pair, suggère Ève Gardien. Selon elle, « *il ne faut pas sous-estimer les effets d'une relation informelle, naturelle et spontanée auprès des personnes accompagnées* ».

La pair-aidance n'a pas attendu son institutionnalisation pour exister. Elle naît avant tout d'un état d'esprit solidaire, comme celui de Paulin Mutumbo. Ce dernier envisage de devenir pair-accompagnant à son tour et l'a déjà fait spontanément auprès de mineurs au foyer de la Croix-Rouge : « *J'aime bien aider les autres, surtout quand je sens qu'ils en ont besoin et qu'ils ont de la difficulté à parler d'eux.* » Institutionnalisée ou non, il importe avant tout que la solidarité pair-à-pair entre dans les mœurs. ●

“LES GENS SE DEMANDENT COMMENT DES PERSONNES FRAGILES ET VULNÉRABLES POURRAIENT EN ACCOMPAGNER D'AUTRES. OR, AUJOURD'HUI, LES HANDICAPÉS REVENDIQUENT LE POUVOIR D'AGIR.”

« *risques de rechute pour les pairs* » pour justifier son retrait d'un projet de médiateurs pairs en santé mentale. La même année, le syndicat Coordination nationale infirmière (CNI) demandait l'arrêt de ces expérimentations, estimant que le personnel de santé était déjà suffisamment compétent.

Malgré cela, le projet de la Croix-Rouge bénéficie du soutien des politiques publiques et en particulier de la mission « Une réponse accompagnée pour tous », qui vise à renforcer la prise en charge et l'autonomie des personnes handicapées. Dirigée par Marina Drobi, cheffe de projet au sein du Comité interministériel du handicap (CIH), cette mission généralisée au 1^{er} janvier 2018 se détache, selon ses dires, de la « *logique paternaliste* » qui prévalait jusque-là dans le système d'accompagnement social. « *Nous souhaitons agir sur l'état d'esprit des handicapés, en leur donnant confiance en eux et en changeant l'attitude des professionnels, qui ne les incitent pas forcément à l'au-*

par l'université Paris 13 et le Centre collaborateur de l'OMS, la plupart des pairs-aidants sont des volontaires issus du réseau associatif et ne suivent qu'une courte formation. N'est pas pair-aidant qui veut : « *Il est nécessaire d'avoir du recul sur son expé-*

Pair-à-pair : Quelle terminologie ?

La **pair-aidance** renvoie à l'idée qu'un partage des savoirs expérimentiels entre pairs se trouvant dans des situations similaires peut être bénéfique et enrichissant. Le terme de pair-aidant, venu du Québec, est synonyme de **médiateur pair**, plus utilisé en France, notamment dans le champ sanitaire où l'on parle de médiateur de santé-pair.

Le **pair-accompagnement** désigne les compétences et les pratiques d'intervention sociale concrètes - intervention dans laquelle une personne s'appuie sur sa propre expérience, souvent considérée comme difficile ou stigmatisante, pour en aider une autre.

La **pairémulation**[®] est le nom pris par une formation lancée en 2013 par la Mutualité française Normandie et l'Éducation nationale à destination de personnes en situation de handicap, autonomes et désireuses de transmettre leur savoir.

CITOYENS ENGAGÉS

COMMENT LES CIVIC TECH RÉINVENTENT LE « MÉTIER » DE MAIRE

Donner une voix aux citoyens tout en créant de nouveaux liens avec les élus: telle est l'ambition des civic tech, ces plateformes, applications et autres outils numériques qui promettent de réinventer la démocratie locale. Si ces technologies peuvent présenter de nombreux avantages pratiques pour les maires, elles les forcent aussi à redéfinir leur rôle. **Philothée Gaymard, juillet 2018 Usbek & Rica**



En France, 2017 aura été l'année de la popularisation des civic tech. L'une des candidates à l'élection présidentielle, Charlotte Marchandise, a même été désignée par une consultation populaire *via* la plateforme LaPrimaire.org (sans toutefois réussir à passer l'étape fatidique des 500 signatures d'élus). Quant à Emmanuel Macron, pour mener campagne, il s'est adjoint les services de la start-up Liegey Muller Pons (LMP) qui, pour cibler les potentiels électeurs, utilise le big data en lieu et place du bon vieux porte-à-porte. Il ne s'agit là que de deux exemples parmi la multitude de civic tech ayant émergé ces derniers mois dans notre pays, sous différentes formes et pour différents usages. Pourtant, malgré ce fourmillement, les civic tech sont encore, en France, dans leur prime jeunesse. Interrogé par *Le Monde*, Loïc Blondiaux, professeur de sciences politiques à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, évoque un « phénomène récent », qui n'a que « deux-trois ans seulement ». Mais un phénomène en pleine expansion, et qui s'exprime surtout en milieu urbain.

RÉPONDRE À LA CRISE DE REPRÉSENTATION

Il faut dire que la ville constitue un échelon propice à l'expression de la démocratie participative. « *Quand on fait participer les habitants sur les choix stratégiques d'une ville, ils sont généralement au rendez-vous* », observe Pauline Véron, adjointe à la maire de Paris en charge des questions relatives à la démocratie locale et la participation citoyenne. Pour l'élue, les civic tech apportent une réponse à la « crise de représentation » que traverse notre système démocratique : « *Je ne constate pas de crise de l'engagement, mais le cadre dans lequel se déroule la vie publique et politique est souvent remis en cause dans ses modalités. Les innovateurs démocratiques de la civic tech ont un regard critique et constructif sur cette crise et essaient d'y apporter des réponses grâce au numérique.* »

Depuis l'accession d'Anne Hidalgo au fauteuil de maire, la capitale veut se positionner comme leader sur ce sujet. Cela s'est traduit notamment par la création en 2014 d'un budget participatif (qui a déjà attiré plus de 168 000 participants), la mise en ligne d'une plateforme de collecte d'idées citoyennes, et l'ouverture récente de la Halle Civique, un espace dans le XIX^e arrondissement tout entier dédié aux civic tech. Il faut dire que ces nouveaux outils ont le potentiel pour re-légitimer des responsables politiques souvent perçus comme déconnectés des réalités des citoyens. D'abord en élargissant leur cible : « *Les dispositifs de démocratie locale ne sont pas forcément accessibles à tous, notamment faute de temps. La représentativité de la société civile n'est pas complète, elle est surtout constituée d'habitants "professionnels"* », constate Julie de Pimodan, fondatrice de Fluicity, une application qui permet aux citoyens de dialoguer avec leurs élus en continu, aujourd'hui utilisée par une quarantaine de collectivités territoriales en France et en Belgique. Pauline Véron appuie ce propos : les plateformes de consultation citoyenne « *nous permettent de toucher un public qui trouve difficilement le moment d'aller à une réunion publique ; on essaie de compléter.* »

Dans un second temps, il s'agit de pratiquer la politique de manière plus spontanée, transparente et immédiate – une sorte de prolongement des habitudes prises sur les réseaux sociaux, où il est autrement plus facile qu'autrefois d'in-

terpeller ses représentants. Prendre les avis des citoyens, les mettre en œuvre et le faire savoir pourrait à moyen terme, espère l'élue parisienne, « *recréer de la confiance* ». Mais surtout, « *ça permet de prendre de meilleures décisions* » : en consultant les habitants d'un quartier sur un projet de réaménagement, par

“CONSULTER NE SERT À RIEN SI ON N'APPORTE PAS ENSUITE AUX HABITANTS LA PREUVE CONCRÈTE QUE LEUR VOIX A ÉTÉ ENTENDUE.”

exemple, on bénéficie de leurs idées et aussi d'un canal privilégié pour expliquer ses décisions. « *C'est plus enrichissant pour les élus, les administrations et les habitants, il n'y a plus de décisions qui "tombent d'en haut" et ne sont pas comprises.* »

CHANGER DE CULTURE POLITIQUE

Ces avantages ne doivent pourtant pas faire oublier que les maires ont encore un réel effort d'adaptation à faire pour s'adapter à la démocratisation des civic tech. Cela concerne d'abord ceux dont l'âge ou la culture politique ne les prédestine pas à faire des consultations citoyennes à tout bout de champ. « *Avec la démocratie participative, on fait émerger*

Panorama des civic tech

Les outils qui visent à renforcer le lien entre citoyens et gouvernants sont nombreux. Il y a d'abord les plateformes avec lesquelles les collectivités consultent leurs administrés, comme celle du budget participatif de la mairie de Paris. D'autres plateformes agissent sur la représentation démocratique, à l'image de Make.org, qui constitue un « *lobby du peuple* » cherchant à mettre en place la « *démocratie permanente* », ou encore LaPrimaire.org, qui a désigné une candidate citoyenne à la dernière élection présidentielle. N'oublions pas Voix.org, le comparateur de programmes politiques, ainsi que Cap Collectif, qui accompagne les collectivités sur la voie des civic tech.

une classe politique qui n'est plus celle de notables en représentation. On est dans une démarche pédagogique, plus directe, avec une attitude moins distante », assure Pauline Véron.

Pour elle, « cette culture est plus de gauche que de droite : historiquement, le débat militant existe plus dans les partis de gauche. » Aujourd'hui, 65 % des villes de France qui ont un budget participatif sont « à gauche ». Mais, d'une part, les villes de droite s'y mettent, et de l'autre « cette question est transcendée par la question générationnelle. » Julie de Pimodan confirme : « Nos clients sont souvent des maires jeunes, ou alors issus du privé, ou qui venaient d'être élus en 2014 et voulaient changer la manière de faire de la politique. » Et 67 % des utilisateurs de Fluicity ont entre 18 et 44 ans. C'est donc une nouvelle classe politique qui porte le mouvement, mais aussi les citoyens eux-mêmes : pour l'entrepreneure, qui a choisi de rendre sa plateforme utilisable même par ceux qui vivent dans une ville qui n'y est pas présente, le mouvement « d'en bas » est déjà bien lancé, et peut convaincre les maires de le rejoindre.

Une fois pris le train de la civic tech, l' élu doit ensuite accepter de voir son rôle évoluer : moins de distance et plus de transparence, on l'a dit, mais également une vraie volonté d'écoute et aussi d'action. Comme l'explique Julie de Pimodan (lire l'interview ci-contre), il ne suffit pas de vouloir entendre ce que les citoyens ont à dire : il faut aussi mettre en place des processus pour traiter les idées et appliquer celles qui sont jugées pertinentes. C'est sur cette mise en œuvre que repose, au bout du compte, la réussite de tout l'exercice : selon une



enquête réalisée en décembre 2015 par le Cevipof, 88 % des Français estiment qu'on ne se préoccupe pas de leur avis. Autrement dit, consulter ne sert à rien si on n'apporte pas ensuite aux habitants la preuve concrète que leur voix a été entendue.

UNE AUDIENCE ENCORE À ÉLARGIR

À l'avenir, le rôle des élus sera, de plus en plus, de guider les citoyens dans l'apprentissage de cette nouvelle forme de démocratie. « Cela ne suffit pas de proposer aux gens de participer ; il faut qu'ils soient formés pour cela, au fait de se plonger dans un dossier, d'utiliser des outils numériques ou de prendre la parole en public », estime Pauline Véron. La mairie de Paris a ainsi mis en place des ateliers citoyens gratuits, animés par des entreprises de la civic tech comme Voxe.org, qui aident les participants à « devenir des citoyens plus actifs ». Car la principale critique à laquelle se heurtent la civic tech et les élus qui ne jurent que par elle, c'est de toucher surtout un public averti, jeune, éduqué. Dans *Le Monde*, Jérémy Coutelle, 26 ans, consultant en commu-

Un outil pour les grandes métropoles

À New York, le Civic Hall a fait grand bruit en inaugurant en 2015 sa « maison » des civic tech. Depuis mars 2018, la Halle Civique est son équivalent parisien, moins orienté « grosses boîtes privées, plus neutre et intérêt général », nous dit Pauline Veron. Madrid, quant à elle, a aménagé son Media Lab au Prado, à la philosophie assez proche. Et d'autres métropoles européennes avancent aussi sur ce sujet, dont Stockholm, Barcelone, Sofia et Varsovie. En France, les différentes villes qui ont mis en place des budgets participatifs ont aussi leur réseau, et un événement international sur cette thématique est à l'étude pour l'automne 2018, à Paris.



© Aart Jan Venema

nication digitale, l'admet : « On m'oppose souvent que la civic tech est un délire de bobo parisien. Effectivement, à l'atelier Voxe.org de ce soir, les gens avaient presque tous le même profil que moi. » Quelques lignes plus loin, le politologue Loïc Blondiaux confirme : « Mes étudiants en sciences politiques sont politisés. Logique : ils sont inscrits dans une filière qui les conditionne à cela. En revanche, si l'on raisonne d'un point de vue général, il existe une fracture très forte liée au niveau d'éducation. »

Réussir le passage à l'échelle, parvenir à séduire une audience bien plus large que celle des cercles militants et des citoyens engagés : voilà le grand défi d'avenir que devront surmonter les maires qui voudront placer, demain, la civic tech au cœur de leur action. ●

QUESTIONS EXPRESS

Julie de Pimodan



« Faire du maire le chef d'orchestre des différents acteurs du territoire »

Pour Julie de Pimodan, fondatrice et CEO de Fluicity, le mouvement civic tech est « inarrêtable ». Il faut donc vite créer les passerelles qui permettront aux maires et aux citoyens de s'engager dans cette voie.

Comment les civic tech se développent-elles en France par rapport à d'autres pays ?

Aux États-Unis, il y a une forte impulsion des secteurs privé et public, qui ont une culture de l'efficacité et moins de complexes à travailler ensemble. Là-bas, pas mal de civic tech ont émergé pour être à la fois plus à l'écoute des citoyens et plus efficaces grâce au contrôle des data. En France, c'est plus compliqué. On est timidement en train de s'y mettre, de manière totalement désorganisée. Axelle Lemaire, l'ex-secrétaire d'État, avait très bien compris que le numérique allait être un catalyseur de participation citoyenne et elle a énormément contribué à structurer le secteur. Mais aujourd'hui, le gouvernement a « dé-priorisé » cette question. Heureusement, l'Europe est en train de s'y mettre, il y a un bon timing pour que ça émerge enfin pour de bon.

Comment convaincre les mairies d'embrasser ce mouvement ?

On en avait assez de devoir faire de l'évangélisation à chaque fois qu'on allait voir une nouvelle ville, donc on a développé un moyen pour le citoyen de rejoindre la plateforme et d'y inviter son maire, même si la mairie n'a pas encore de contrat avec Fluicity. On a eu autour de 6 000 demandes en 2017. Les maires se réveillent un peu. Pour eux, cela veut dire qu'ils ont accès à une plateforme sur laquelle leur ville est pré-cartographiée et que plusieurs citoyens leur proposent de rejoindre, ce qui est plus encourageant. Il faut réussir à les « prendre par le bas ». De toute manière, le mouvement existe et il est inarrêtable, donc c'est aux maires de décider s'ils prennent le train ou pas.

Comment voyez-vous évoluer le rôle du maire dans les années à venir ?

Les civic tech ne changent pas le rôle du maire mais sa manière de l'exécuter. Il peut faire la synthèse de ce qu'il entend sur le terrain, et réagir comme un chef d'orchestre des différents acteurs du territoire. Il y a aussi la question de l'efficacité : certes, il faut d'abord avoir la volonté politique d'être ouvert et à l'écoute, mais il faut aussi s'organiser pour traiter toutes les propositions qui remontent. Les civic tech contribuent à faire changer les processus opérationnels internes des mairies, à prendre en compte les idées des citoyens et à les concrétiser pour démontrer aux habitants que leur participation a servi à quelque chose. C'est une question de confiance : pour motiver, il faut montrer que les propositions ont un impact.

JOHAN ROCHEL

« LES ATELIERS ÉTHIQUES »



© Seb Jarnot

Et si la politique de l'immigration avait également ses ateliers citoyens ? C'est le projet surprenant emmené, en 2015, par le philosophe Johan Rochel : son équipe et lui ont sillonné la Suisse pour proposer à toutes sortes de publics – dont des classes de lycéens ou des élus – une réflexion de fond sur les choix concernant l'asile, l'accueil, les frontières. **Philippe Nassif, mars 2018** *philosophie*

Comment procédez-vous ?

L'atelier doit être un lieu de liberté. Les participants doivent pouvoir se détacher des contingences – lois existantes, contraintes pratiques, camps politiques – pour se focaliser sur la dimension vraiment éthique du problème. Nous commençons donc par une expérience de pensée. L'une est adaptée du « *voile d'ignorance* » du philosophe John Rawls : « *Imaginez-vous réunis dans une salle d'attente, juste avant votre naissance. Alors que vous ne connaissez pas encore le pays, le milieu social et la famille dans laquelle vous arriverez, vous débattrez des politiques migratoires. Que souhaiteriez-vous changer ?* »

Mais nous sommes loin des réalités, non ?

C'est un premier temps, à l'issue duquel émergent des valeurs parfois contradictoires – la liberté, l'égalité ou la sécurité. Ensuite, nous proposons à l'assemblée de « redescendre », en se demandant quels dispositifs législatifs ou initiatives concrètes peuvent répondre à ces préférences éthiques. On se rend alors compte que telle valeur s'avère compatible avec telle option juridique, mais pas avec telle autre. Et des idées surgissent ! Un résultat étonnant, notamment, est que la plupart des lycéens concluent

que le droit de vote devrait être lié au lieu d'habitation, et non à la nationalité.

Pour quels effets réflexifs ?

Nous incitons chacun à pousser ses intuitions jusqu'au bout. Ceci amène souvent les plus radicaux – à gauche comme à droite – à nuancer leurs convictions. Nous ne sommes pas là pour formuler la « bonne » réponse : lorsqu'un participant profère une énormité inacceptable, nous ne le censurons surtout pas – à l'inverse de ce que ferait un professeur dans une salle de classe. Nous explorons avec lui ses raisons. Cet exercice de mise en cohérence fait du bien à tous : à la personne, au groupe, à la société.

Un fasciste cohérent n'est pas forcément moins dangereux qu'un fasciste incohérent...

Bien sûr ! Mais notre démarche repose sur un pari. Une discussion publique oblige à justifier ses choix en fonction de ces grandes valeurs contenues dans les constitutions européennes que sont la liberté et l'égalité. Ce sont des pôles d'attraction qui structurent la vie politique, la réflexion publique et *in fine* notre pensée personnelle. Un tel exercice peut donc être source de changement. ●

Comment l'idée d'un « atelier éthique » vous est-elle venue ?

Johan Rochel :

Lorsque, en tant que spécialiste

des questions de migration, j'ai été amené à intervenir pour le « grand public », j'ai réalisé que sur un tel sujet, on n'attendait pas forcément du philosophe une réponse toute faite. Ce qui intéressait les gens, c'était plutôt de comprendre ma méthode de travail : comment j'identifie les valeurs essentielles à mes yeux et comment je les mets ensuite en cohérence avec mes convictions politiques ? Bref, que je mette à leur disposition mes « outils » – d'où le côté « atelier » – d'éthicien.



Le site I-boycott.org permet de proposer une campagne de boycott sur un produit ou une marque à des milliers de consommateurs. **Jérémy Pain, février 2018** 

La fin du partenariat de la marque Oasis avec le cirque Pinder, accusé de maltraiter ses animaux, est l'une des victoires obtenues grâce à I-boycott.org. À l'origine de cette

plateforme de boycott : deux frères, Levent et Bulent Acar. Ensemble, ils fondent l'association I-boycott en 2015 et le site affilié en 2016. Aujourd'hui, celui-ci revendique 90 000 utilisateurs réguliers. « *Le boycott, ça*

touche à deux piliers : d'un côté l'argent, mais c'est limité. De l'autre : l'image de marque. Avec nos budgets dérisoires, on peut faire des vidéos qui sont visionnées un million de fois et engager un rapport de force », assure Bulent Acar.

APPROCHE OUVERTE

Chaque citoyen peut lancer une campagne de boycott. Avant d'être validée, elle doit recevoir le soutien d'au moins 1 000 « boycottants » en un mois. Elle est ensuite publiée sur le site pour es-
sayer. La communauté peut également apporter des idées d'alternatives à la pratique ou à l'entreprise mise en cause, c'est le « buycott ». En l'absence de réponses de la marque ou si la réponse ne convainc pas les internautes, la campagne de boycott se poursuit. « *Petit Navire n'a pas convaincu la première fois. Ils sont revenus des mois après et ont décidé de travailler avec Greenpeace. Là, les consommateurs ont été convaincus, et le boycott a été levé », raconte le cofondateur. ●*

UNE PLATEFORME D' ACTIONS EN JUSTICE AVOCAT PARTAGÉ



V pour Verdict regroupe les plaignants et mutualise les honoraires d'avocats pour permettre aux consommateurs et aux citoyens d'obtenir réparation face aux abus dont ils sont victimes. **Côme Bastin, septembre 2018** 

Non-respect des normes environnementales, arnaques en ligne, vol de données personnelles... Les particuliers sont victimes d'un grand nombre d'abus. Et si la loi les protège souvent théoriquement, il n'est pas facile de faire valoir ses droits seul face à une société bardée d'avocats. C'est pour mettre entreprises et consommateurs à armes égales que Bruno Aguiar Valadao et Elisabeth Gelot ont lancé V pour

Verdict. Tous deux ont imaginé une plateforme permettant aux particuliers de regrouper leurs forces pour mener des actions en justice.

MUTUALISATION DES HONORAIRES

V pour Verdict facilite l'action en justice en mutualisant les frais d'avocats de plusieurs particuliers. Un plaignant peut lancer ou rejoindre gratuitement une campagne collective sur la plateforme. « *Notre travail est ensuite de vérifier que le préjudice est recevable auprès d'associations de consommateurs », explique Bruno Aguiar Valadao. Le dossier est alors transmis à un avocat partenaire qui va s'assurer de son fondement juridique. Une fois que l'action est validée, il faut réunir un nombre suffisant de plaignants, qui paieront chacun une partie de la somme pour régler les honoraires d'avocat. Si le procès est gagné, le consommateur touchera alors, en vertu de la loi, un dédommagement individualisé. V pour Verdict, de son côté, est rémunérée via une rétribution de l'avocat pour chaque plaignant « amené ». Lancée en juillet 2018, V pour Verdict ne propose pour l'instant qu'une seule campagne. Des joueurs de poker se sont retournés contre la plateforme Winamax, accusée de laisser des ordinateurs ou des tricheurs opérer sur ses tables. Mais d'autres affaires sont dans les tiroirs... ●*

PRIÈRE DE RENDRE
LA SOCIÉTÉ PLUS HUMAINE
QUE VOUS L'AVEZ TROUVÉE
EN ENTRANT,



Aujourd'hui, on cohabite et on covoiture, on coinvente et on cofinance.
On partage des idées, des connaissances, des expériences et des biens.
La MAIF s'engage pour cette société collaborative où les gens se font
confiance pour mieux vivre ensemble.

Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*

BOOK CAFÉ

LIVRES • FILMS



Partage, le nouveau stade du capitalisme

Charles-Antoine Schwerer
Le bord de l'eau, 128 pages, 12 euros.

Économiste au sein du cabinet Asterès, Charles-Antoine Schwerer a dirigé plusieurs études sur l'économie collaborative. Il en a tiré un livre au constat critique : loin d'être la fin du capitalisme, l'économie du partage a fait de la convivialité un argument marchand permettant à beaucoup de plateformes d'acquiescer une situation de monopole. L'auteur propose heureusement des solutions pour en faire au contraire un terrain de réelles solidarités.



Airbnb, la ville ubérisée

Ian Brossat
La ville brûle, 128 pages, 15 euros.

Saviez-vous que Paris est le premier marché au monde pour Airbnb ? Que 20 000 de ses logements ont disparu au profit de la multinationale ? Élu communiste à la Mairie de Paris, Ian Brossat publie ce brûlot pour dénoncer les effets pervers liés à la plateforme de logements. Au-delà, c'est l'ensemble des effets négatifs des plateformes collaboratives californiennes que l'auteur dénonce : ségrégation spatiale, standardisation des commerces, spéculation...

DOCU



Jour de Paye ! Vers un revenu universel

De Christian Tod (2018)

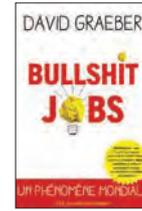
Voici le premier long-métrage documentaire sur le revenu universel au monde. De l'Alaska à la Namibie, de Washington à la Suisse, *Jour de Paye !* nous embarque sur les traces de cette utopie en voie de réalisation, qui suscite tant de questions. Une utopie dont les formes varient beaucoup, et dont se revendiquent aussi bien des libertariens que des communistes...



Après Demain

De Cyril Dion et Laure Noualhat (2018)

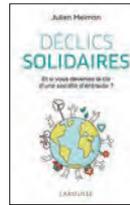
Un million et demi de spectateurs ont vu le film *Demain*, co-réalisé par Cyril Dion et Mélanie Laurent. Un succès mondial incroyable pour un documentaire mettant en avant les alternatives écologiques, sociales et économiques aux maux de notre temps. Trois ans plus tard, l'effondrement de notre civilisation semble de plus en plus inévitable. L'addition d'initiatives enthousiasmantes mais éparses peut-elle vraiment nous sauver du désastre ? C'est à cette question que le film tente de répondre.



Bullshit jobs

David Graeber
Les liens qui libèrent, 416 pages, 25 euros.

Disponible depuis septembre, la traduction française du dernier livre de l'anthropologue David Graeber a suscité enthousiasme et débats. Sa thèse : les emplois qui pullulent dans les bureaux sont dénués de toute utilité sociale. Alors que le capitalisme nous fait croire qu'il rentabilise chaque poste, il crée en fait une armée de salariés à la vie vide de sens. Des « jobs à la con », comme l'indique le titre, au détriment de tant d'autres dont on manque...



Déclis Solidaires

Julien Meimon
Larousse, 208 pages, 15 euros.

« Et si vous deveniez la clé d'une société d'entraide ? » Alors que l'économie collaborative a fait irruption dans nos vies, nous sommes de plus en plus nombreux à nous demander comment la mettre au service d'un monde plus juste et écologique. Pour Julien Meimon, la clé d'une économie à la fois collaborative et solidaire passe par l'économie circulaire. Il livre des pistes concrètes pour s'investir en ce sens, en 10, 15, 30 minutes ou plus.



Idées reçues sur l'économie collaborative

Assen Slim, Marc Prieto
Le cavalier bleu, 176 pages, 20 euros.

L'économie collaborative véhicule les valeurs du développement durable. Le crowdfunding annonce la fin des banques. L'économie collaborative, c'est la fin de la propriété. Voici quelques-unes des idées reçues récurrentes que ce livre entend combattre ou tempérer. Sans prendre parti, les deux auteurs proposent d'expliquer, assumer et explorer les ambiguïtés de l'économie collaborative, cette « manifestation de l'intelligence collective et du capitalisme à la fois. »

6 LIEUX OÙ S'INVENTE LE CO



© Cité Fertile

Cité Fertile

Depuis le 15 août 2018, un nouveau lieu de vie a ouvert ses portes à Pantin : la Cité Fertile. Pendant trois ans, cette ancienne friche de la SNCF accueillera activités festives, culturelles ou encore économiques pour imaginer la ville de demain. Une ville résolument végétalisée : 200 espèces d'arbustes et de plantes y ont déjà pris racine ainsi qu'une serre verticale de 800 m². Gérée par l'agence d'ingénierie culturelle Sinny & Ooko, la friche écolo promet aussi de bons moments de convivialité comme des parties de pétanque ou des DJ sets.



© Morning Coworking

Morning Coworking

Morning Coworking est devenu le plus grand réseau d'espaces de coworking grâce à des lieux variés et innovants. Parmi les dernières ouvertures de cette chaîne du coworking : Morning OS, à Bagnolet (93), qui vise à installer le coworking en banlieue, en collaboration avec le collectif OuiShare. Ou encore un gigantesque espace dédié à l'innovation et situé place de la République à Paris, accueillant notamment le magazine We Demain. Au total, une vingtaine d'espaces Morning existent en Île-de-France. À quand la province ?



© LUMA

Luma

« Un activateur du tissu artistique, culturel, écologique, social et économique de la Camargue » : c'est l'objectif que s'est fixé la fondation Luma en s'installant sur 10 hectares de friche industrielle, à Arles, ville déjà connue pour son dynamisme culturel. Financé par la collectionneuse et mécène Suisse Maja Hoffmann, coiffé d'une impressionnante tour signée Frank Gehry, Luma se veut un musée et lieu d'expérimentation ouvert à tous les habitants de la région.



© Yes We Camp

Les Grues

À deux pas du quartier d'affaires de La Défense se trouvent des quartiers très pauvres. La Grue, à Nanterre, en fait partie mais doit d'ici 2030 devenir « *dynamique, verte et inclusif* » selon les termes de l'agence d'urbanisme en charge de sa rénovation. En attendant, de nombreux collectifs ont investi ses friches industrielles. Yes We Camp a lancé une pépinière horticole de 9 000 m² avec des restaurants innovants. Plus loin, le collectif Impulse a installé un fab lab. Les Nouveaux Locos ont quant à eux imaginé un espace de coworking. Bref, Les Grues bouillonnent avec l'arrivée des grues !

CO/CRÉATIONS



DR

L'Autre Soie

Une ville inclusive au cœur d'un des quartiers les plus pauvres de l'agglomération lyonnaise. À Villeurbanne, les 23 500 m² de l'ancien site de l'IUFM vont être convertis en plusieurs lots mêlant habitats partagés, culture et économie solidaire. Des habitats d'urgence destinés aux sans-abri sont également prévus. En attendant la fin du chantier, le lieu est temporairement occupé par de nombreuses organisations citoyennes qui mettent en place espaces de coworking, épiceries, restaurants alternatifs ou architecture participative.



© Floating University

Floating University

Vous êtes de passage chez nos amis Allemands ? Ne manquez pas de faire un tour à la surprenante « université flottante » qui s'est installée à Berlin. Posé sur le bassin de rétention d'eau de pluie de Columbiadamm, ce campus temporaire rassemblera artistes, étudiants, chercheurs pour inventer la ville de demain. Au programme, des croisements disciplinaires pour le moins détonants : danse et urbanisme, gestion de l'eau et arts visuels, ou encore théologie islamique et architecture.



DR

Paris est une fête

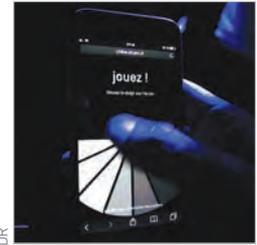
L'histoire : Anna rate le vol qu'elle aurait dû prendre pour retrouver Greg à Barcelone. L'avion s'écrase. Paris devient alors le miroir de sa détresse. Mais l'histoire, c'est d'abord celle d'une bande d'amis sans le sou, qui décide de faire un film sur Paris peu après les attentats. Ils font appel au crowdfunding et récoltent presque 100 000 euros alors qu'ils en demandaient 10 000.



DR

Transiscope

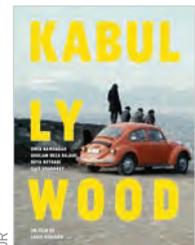
Informez sur les organisations et initiatives citoyennes qui éclosent partout en France et les rassemblez sur une seule et même plateforme : c'est l'objectif du portail Transiscope, sorti en 2018 mais préparé depuis deux ans par dix mouvements citoyens tels qu'Alternatiba, Colibris ou WARN. Écologie, culture, citoyenneté... Il suffit de renseigner votre localité pour visualiser sur une carte les activités proches de chez vous.



DR

Musique participative

Et si les spectateurs d'un concert devenaient les musiciens ? C'est la philosophie de l'IRCAM, l'Institut de recherche et coordination acoustique/musique, rattaché au Centre Pompidou. Dernière expérimentation en date, Lullaby, qui invite le public à fournir des enregistrements de comptines de leur enfance pour créer un autre morceau à partir de cette matière sonore. Un autre projet permet au quidam de jouer des percussions simplement en déplaçant son smartphone.



DR

Kabuliwood

Voilà un autre film qui a pu voir le jour grâce au crowdfunding. Mais cette fois c'est à Kaboul que l'histoire se déroule. 25 000 euros ont été récoltés par Louis Meunier, amoureux de l'Afghanistan, pour produire Kabuliwood. Le film raconte l'histoire (vraie) de quatre étudiants qui entreprennent de rénover un cinéma abandonné, qui a miraculeusement survécu à 30 ans de guerre et au régime des Talibans. Le film sort cette année, après 3 ans de travail acharné et d'obstacles en tout genre.

1/ Papier Machine

Réconcilier Gutenberg avec Steve Jobs, c'est un peu l'objectif de Papier Machine, un ouvrage dont les pages se transforment en jouets électroniques grâce à une encre qui conduit l'électricité. 1885 contributeurs ont engagé 122727 euros sur Kickstarter pour soutenir ce projet pédagogique et artistique.

Prix : 49 euros en précommande sur panoplie.co.

**2/ Veganbottle**

La lutte contre le plastique est à l'ordre du jour, mais il n'est pas toujours facile de lui trouver des remplaçants. La canne à sucre pourrait cependant en être un ! Son sucre a ainsi permis de créer un bioplastique à la base de la Veganbottle, 100% végétale et donc biodégradable. Son prix est 30% supérieur à celui d'une bouteille classique.

veganbottle.com

3/ WineTech

On n'a pas de pétrole, mais on a du vin. Vous avez aimé un petit blanc dans un bar ? Identifiez-le avec Wine on Demand, le Shazam de l'œnologie. Peut-être pourrez-vous le commander directement au producteur sur lesgrappes.com. Si vous êtes plus pressé, abonnez-vous au Petit Ballon et recevez deux bouteilles d'exception pour 20 euros par mois.

4/ Photo Low Tech

Vous regrettez la disparition de la photo argentique avec l'avènement des smartphones ? Le Holga Printer pourra peut-être réconcilier les deux. Sans batterie ni wifi, cet objet portable scanne les images prises avec son téléphone pour les imprimer directement sur papier argentique. Disponible à partir de 42 euros sur **Kickstarter**, où le projet fait un carton.

5/ Chat(bot) de compagnie

C'est sûr : les robots de compagnie vont arriver tôt ou tard dans nos intérieurs. Mais encore faut-il savoir lesquels et qui les contrôlera... OpenCat est un projet et une communauté collaborative visant à fabriquer un robot-chat entièrement open source, avec des matériaux bon marché. Si vous avez l'âme d'un maker, essayez de fabriquer le vôtre sur **hackster.io** !

6/ Vortex détox

C'est beau, mais pas que. Posée sur son socle, la carafe Mayu génère un tourbillon qui aère l'eau qui est à l'intérieur et la débarrasse de ses toxines. Si si, c'est prouvé scientifiquement ! Mayu a collecté 260 000 euros sur Kickstarter au lieu des 25 000 escomptés. À précommander à partir de 78 euros sur la plateforme.



Depuis toujours à la MAIF, nous croyons qu'en termes d'éducation, l'entraide, le partage et l'échange des connaissances contribuent à rendre la société meilleure. C'est pourquoi nous nous engageons dans le développement d'outils dédiés : assistance scolaire personnalisée, prévention, scolarisation des personnes handicapées, Mooc...

Découvrez toutes nos actions sur maif-pour-une-societe-collaborative.fr



assureur militant

*pour une société
collaborative*

APPRENEZ...

Comment trouver un appart sans passer par une agence
À être un bénévole nouvelle génération
Comment reprendre le contrôle de vos données sur le web

COMPRENEZ...

Comment mettre fin au gaspillage alimentaire
Le financement collaboratif au service des entreprises
Pourquoi la mobilité fait sa révolution

DÉCOUVREZ...

Ces citoyens qui se mobilisent contre la pollution plastique
Des friches urbaines qui dynamisent nos villes
Ces entreprises qui ont fait le pari de la démocratie

L'ÉCLAIRAGE DE 5 GRANDS TÉMOINS

Monique Dagnaud, sociologue, auteur de l'ouvrage *Le modèle californien, comment l'esprit collaboratif change le monde*

Jean Haëntjens, urbaniste, auteur de *Comment les géants du numérique veulent gouverner nos villes*

Flore Berlingen, présidente de Zero Waste France, en croisade contre tous les gaspillages

Julia de Funès, philosophe, auteure de *La comédie (in)humaine : comment les entreprises font fuir les meilleurs*

Salwa Toko, présidente du Conseil national du numérique et militante d'un internet ouvert à tous

SOCIALTER **Society**

Alternatives
Economiques

Usbek & Rica

UP
LE MAG

philosophie
MAGAZINE

M **LOBS**

 **Courrier**
international

conso
COLLABORATIVE



assureur militant

pour une société collaborative